



Projet financé par  
l'Union européenne



**UNHCR**  
L'Agence des Nations  
Unies pour les réfugiés

# DIAGNOSTIC DE L'IMPACT DES RÉFUGIÉS SUR LES POPULATIONS HÔTES

ANALYSE DE L'IMPACT  
DES RÉFUGIÉS  
ET DIAGNOSTICS  
PARTICIPATIFS  
AUPRÈS DES  
POPULATIONS HÔTES

Octobre 2019



# Sommaire

<b>LISTE DES ABBREVIATIONS</b>	<b>4</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b>	<b>6</b>
<b>1. CONTEXTE</b>	<b>11</b>
<b>2. OBJECTIFS DE L'ETUDE</b>	<b>12</b>
2.1. Objectif général	
12	
2.2. Objectifs spécifiques	12
<b>3. METHODOLOGIE DE TRAVAIL</b>	<b>13</b>
3.1. Evaluation de l'impact des réfugiés	13
3.2. Identification des besoins, des activités et des infrastructures	14
3.3. Analyse de la rentabilité de certains projets	14
<b>4. LES PHASES DU DIAGNOSTIC</b>	<b>14</b>
4.1. Le plan de travail	15
4.2. La collecte des données qualitatives	15
4.3. Les limites de la collecte d'information	18
<b>5. ANALYSE DE L'IMPACT DES REFUGIES</b>	<b>21</b>
5.1. Une définition de l'impact à plusieurs dimensions	21
5.2. L'impact économique	25
5.3. L'impact environnemental	28
5.4. L'impact social	31
<b>6. IDENTIFICATION DES BESOINS LOCAUX</b>	<b>33</b>
6.1 Villages de la commune de bassikounou	35
LEMGHAISS	38
SIDRE	41
6.2 Villages de la commune d'El Megve	43
HASSI TWILL	44
AGHOR	46
HASSI EHEL TIKKI	48
6.3 Villages de la commune de Fassala	48
BERETOUMA	51
KINDJERLE	53
KLEIVE 54	
NERE 56	
6.4 Resume des projets sollicités par communes et par village	57
<b>7. LES PISTES D'INTERVENTION</b>	<b>60</b>
7.1 Proposition d'interventions prioritaires	60
7.2 Les synergies potentielles	64
7.3 L'épineuse question de l'énergie pour la cuisine	66
<b>ANNEXE 1: CONDITIONS DE RENTABILITE DE CERTAINS PROJETS</b>	<b>68</b>
FICHE N°1 : MINI-LAITERIE	69
FICHE N°2 : PROJET DE CONFECTION DE PRÊT-À-PORTER POUR ENFANT	77
FICHE N°3 : PROJET DE MARAÎCHAGE	87
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>95</b>
<b>CREDITS</b>	<b>96</b>
<b>ADVERTISSEMENTS</b>	<b>98</b>

# Liste des abreviations

<b>3A</b>	Assistance Alimentaire pour la création d'Actifs
<b>ACF-Espagne</b>	Action Contre la Faim - Espagne, ONG espagnole
<b>ADICOR</b>	Agir pour le Développement Intégré des Communautés Rurales
<b>AED</b>	Action pour l'Education, ONG mauritanienne
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AGLC</b>	Association de Gestion Locale Conventionnée
<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenu
<b>AMAD</b>	Association Mauritanienne pour l'Auto-Développement
<b>ATPC</b>	Assainissement Total Piloté par la Communauté
<b>BID</b>	Banque Islamique de Développement
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>BPRM</b>	Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (du Département d'Etat Américain)
<b>CICR</b>	Comité International de la Croix Rouge
<b>CILSS</b>	Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
<b>COOPI</b>	Cooperazione Internazionale, ONG italienne
<b>DEL</b>	Développement Economique Local
<b>DRHA</b>	Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Assainissement
<b>ECODEV</b>	Ecole du développement, ONG Mauritanienne
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization
<b>GRDR</b>	Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural dans le Tiers Monde, ONG française
<b>GRET</b>	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat aux Réfugiés
<b>INAP-FTP</b>	Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle
<b>INTERSOS</b>	Organisation Non Gouvernementale Internationale Italienne
<b>IRAM</b>	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement
<b>LWF</b>	Lutheran World Foundation (Fondation Luthérienne Mondiale)
<b>MHA</b>	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
<b>OIM</b>	Organisation Internationale des Migrations
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONS</b>	Office National des Statistiques
<b>ONSER</b>	Office National mauritanien des Services d'Eau en milieu Rural
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PCP</b>	Planification Communautaire Participative
<b>PRAPS</b>	Projet d'Appui au Pastoralisme au Sahel

---

<b>RIM</b>	République Islamique de Mauritanie
<b>RIMDIR</b>	Renforcement des Investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le Développement durables des zones rurales
<b>RIMRAP</b>	Renforcement Institutionnel en Mauritanie pour la Résilience Agricole et Pastorale
<b>RP</b>	Réserve Pastorale
<b>SCAPP</b>	Stratégie de Croissance Accélérée et de prospérité Partagée
<b>SDSR</b>	Stratégie de Développement du Secteur Rural
<b>SIMB</b>	Système d'Information de Marché pour le Bétail
<b>SNDE</b>	Société Nationale d'Eau
<b>SOS désert</b>	ONG mauritanienne active dans le secteur de l'élevage
<b>UEP</b>	Unité Eco-Pastorale
<b>UNICEF</b>	United Nation Children's Fund
<b>HCDH</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

# Resumé executif

## Contexte, objectifs et méthodologie de travail

La moughataa de Bassikounou, au Sud-Est de la Mauritanie, accueille depuis 2012 plus de 56.000 réfugiés maliens ayant fui les troubles et l'insécurité de leur pays au camp de Mbera et dans les villages alentour. Cet afflux de population dans la région constitue à la fois un potentiel de nouvelles opportunités, en augmentant la taille du marché local et de ses besoins, mais aussi des défis notamment au niveau de la cohésion sociale dans cette région : les populations hôtes comme réfugiées dépendent d'activités agricoles, principalement l'élevage transhumant, pour leur alimentation et leurs revenus, et la présence des réfugiés représente une concurrence pour l'accès aux ressources naturelles.

Afin de fournir les réponses locales les plus adaptées et pertinentes pour les populations réfugiées et hôtes dans ce contexte, le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) a réalisé plusieurs études, dont une analyse des chaînes de valeur représentant des opportunités économiques pour les populations hôtes et réfugiées en 2018. Dans cette lignée, le présent diagnostic a pour objectif général de fournir les informations qui permettent de planifier et mettre en œuvre des projets pour les populations hôtes, en prenant en compte l'impact de la présence et des activités des réfugiés afin de pouvoir consolider et exploiter ses effets positifs et mitiger ses effets négatifs.

Les objectifs intermédiaires de ce travail ont donc été de réaliser une évaluation de l'impact des réfugiés pour les populations hôtes, puis d'identifier les besoins de ces dernières en termes de projets et d'infrastructures, et enfin d'analyser la viabilité et la rentabilité de certains projets pour aboutir à une série de propositions d'interventions.

Pour atteindre ces objectifs, la méthodologie de travail pour cette étude a adopté plusieurs approches. L'évaluation de l'impact de la présence des réfugiés et de leurs activités a requis dans un premier temps que soient définis les mécanismes à l'œuvre de manière théorique pour ensuite vérifier leur existence ou non à travers une enquête qualitative sur le terrain, auprès des populations hôtes et réfugiées, et auprès d'acteurs stratégiques et des institutions impliquées localement. Puis, l'identification des besoins en termes d'infrastructures et d'activités a été menée de façon principalement participative, en impliquant les populations hôtes et les réfugiés et en distinguant clairement les aspirations et besoins des femmes de ceux des hommes pour assurer que les voix de celles-ci soient entendues et que les propositions d'interventions soient à la fois sensibles au genre et permettent le dépassement des barrières de genre traditionnelles. Enfin, la viabilité de certains projets d'appui aux populations a été étudiée en vérifiant l'existence d'un marché potentiel, en définissant des hypothèses de fonctionnement et en établissant un compte d'exploitation prévisionnelle pour chacun de ces projets.

## Analyse de l'impact de la présence des réfugiés et de leurs activités

Les travaux déjà menés dans d'autres contextes sur l'analyse de l'impact de l'arrivée de réfugiés ont montré que celui-ci revêt plusieurs dimensions et que les flux de réfugiés génèrent des effets variés selon des mécanismes qui modifient le marché, au sens de l'ensemble des interactions économiques de ses acteurs et qui affectent les populations hors marché. Sur le marché les effets sont alors visibles en termes d'évolution des prix, des salaires et des emplois et des facteurs de production (comme les compétences de la main-d'œuvre, le prix et la disponibilité des intrants, etc.). Et hors marché, les populations sont affectées en termes de biens et services qui n'ont pas de prix, comme par exemple les services rendus par l'environnement ou des changements sociaux, culturels ou de sécurité.

En termes économiques, l'arrivée des réfugiés provoque en général une augmentation de la demande de biens et services au niveau local, soutenue par les aides et les transferts qu'ils reçoivent. Très souvent l'afflux des réfugiés

représente une augmentation des niveaux d'activités de l'économie locale et des revenus des populations hôtes, et ce ne sont que dans de rares configurations que l'économie locale n'a pas la capacité de capturer les retombées économiques de la présence des réfugiés.

Les réfugiés constituent également une nouvelle force de travail qui peut représenter soit de nouvelles compétences et opportunités, soit une concurrence pour les populations locales, et cette abondance de main d'œuvre peut engendrer une baisse des rémunérations de certains services. Ce dernier point est particulièrement vrai pour les services de production à haute intensité de main d'œuvre, comme par exemple dans le secteur de la construction.

L'impact des réfugiés pour les populations hôtes prend donc plusieurs formes et est variable : la population hôte est affectée simultanément différemment selon le secteur d'activité d'un individu, en termes de revenu et de concurrence pour le travail, et en tant que consommateur par les changements de prix des biens et services. L'impact économique dépend des règles qui gouvernent les interactions entre les réfugiés et leurs hôtes et de la structure de l'économie locale.

L'impact environnemental des réfugiés dépend en général de plusieurs facteurs dont les premiers sont la densité de leur population et la durée de leur installation. Plus les moyens de subsistance dont ils disposent et les opportunités qui s'offrent à eux sont importants, plus il y a de chance que la pression qu'ils exercent sur les ressources naturelles soit moindre.

Enfin, l'impact des réfugiés a une dimension sociale car leur présence peut également induire des modifications sociales, notamment en termes de conflits et de sécurité, de discrimination, de relations sociales et culturelles. L'impact de la présence des réfugiés, dans et hors du camp de Mbera, a donc été considéré dans ses trois dimensions, économique, environnementale et sociale et les outils de collecte de données qualitatives ont été conçus pour repérer ces différentes tendances.

Les résultats de l'enquête qualitative pour vérifier les logiques économiques à l'œuvre, bien qu'ils ne permettent pas une analyse fine des évolutions des prix et des salaires dans la région, sont tout de même clairs et les mêmes tendances se dessinent dans les différents villages. L'afflux des réfugiés dans la région de Bassikounou a sans nul doute un impact positif sur son développement économique, en particulier pour le secteur du commerce, mais aussi pour le transport et la construction.

Le secteur du transport de marchandises et de voyageurs s'est très fortement développé, grâce à la croissance du marché local et la hausse de la demande et grâce aussi à la construction des routes reliant Bassikounou à Néma et Fassala. Le développement des activités de transport a également des effets secondaires positifs comme la multiplication des emplois de garagistes à Bassikounou. Les réfugiés qui disposent de véhicules à Mbera et peuvent offrir ces services, ne font de concurrence aux transporteurs mauritaniens que pour des trajets à l'intérieur de la moughataa mais cette concurrence ne gêne pas les transporteurs mauritaniens car la demande a largement augmenté. D'autre part, sur les créneaux hors de la moughataa, les transporteurs sont spécialisés et les activités des réfugiés ont pour effet positif de maintenir les liaisons avec le Mali car les conditions de sécurité au Mali rendent ce type d'opérations trop onéreuses et complexes pour les transporteurs mauritaniens.

Le développement des villes de Bassikounou et Fassala est également largement attribuable à l'arrivée des réfugiés : Le nombre de constructions en dur, de boutiques, et l'offre de services qui s'étoffe à Bassikounou en sont les témoins. La ville et la commune de Fassala bénéficient également de l'arrivée des acteurs de la coopération, par exemple à travers la rénovation partielle du réseau d'eau potable, et de sa connexion aux villes de Bassikounou et Néma grâce à l'arrivée de la route goudronnée.

En termes économiques l'impact des réfugiés a généré un développement économique qui ne se limite pas aux villes et concerne bien l'ensemble des villages de la moughataa notamment à travers l'augmentation des activités de commerce, qui devient la deuxième source de revenu après l'élevage au niveau local. Cette hausse du niveau des échanges, permet à un plus grand nombre de personnes de mobiliser les ressources pour améliorer leur habitat ce qui explique que le nombre de constructions soit aussi en augmentation dans tous les villages enquêtés. Les réfugiés et la population hôte ont une interaction économique forte, à travers le commerce et parce que les premiers fournissent des services à leurs hôtes, notamment le gardiennage des animaux et des services ménagers. Grâce aux aides qu'ils reçoivent, les réfugiés sont aussi des clients auxquels il est possible de faire crédit.

Au point de vue environnemental, la présence des réfugiés représente une pression supplémentaire sur les ressources naturelles nécessaires à l'élevage transhumant et à la cuisson des repas. Les parcours de transhumance des réfugiés du camp sont plus courts que ceux des éleveurs locaux même si parfois ils se chevauchent, ce qui limite la compétition pour les pâturages. Cependant sur ces territoires pastoraux communs et dans les villages, les troupeaux doivent être abreuvés régulièrement et l'accès à l'eau pour les animaux, qui était insuffisant dans la région même avant l'arrivée des réfugiés, peut générer des conflits.

La collecte de bois pour sa vente par les hommes, réfugiés comme de la population hôte, s'est fortement développée, mais l'absence de situation de référence empêche de mesurer précisément l'ampleur des prélèvements depuis l'arrivée des réfugiés dans les villages. L'accès au gaz pourrait être une alternative à l'utilisation de bois de chauffe mais sa diffusion se heurte au fait que la recharge des bombonnes ne peut se faire qu'à Néma. Enfin l'augmentation de la population et de ses activités, notamment agro-pastorales, combinée à la déforestation, augmente les risques de dégradations environnementales irréversibles et les risques d'inondations.

En termes d'impact social, la présence des réfugiés n'a pas modifié cette tradition d'hospitalité et de partage des ressources liée à la transhumance, sans doute facilitée par une proximité culturelle et des modes de vie similaires des deux populations. Les villages, à l'exception d'un seul, ont tous décrit de bonnes relations avec les réfugiés. Les infrastructures locales sont accessibles aux réfugiés ; de même pour celles du camp de Mbera, notamment ses écoles, ses infrastructures pour l'eau et ses centres de santé sont accessibles aux populations hôtes. Le partage des ressources naturelles est cité par les populations hôtes comme un exemple des bonnes relations qui existent entre eux et les réfugiés, ce qui souligne l'importance de leur préservation.

Pour l'instant, les mécanismes pour gérer les litiges et trouver des solutions de manière pacifique semblent fonctionner, mais les ressources naturelles continuent d'être prélevées sans être remplacées et à la longue il est à craindre que les tensions puissent croître et que les mécanismes de gestion des conflits ne soient pas suffisants si des mesures structurelles ne sont pas prises.

## L'identification des besoins locaux

Ce travail propose dix-huit pistes d'interventions qui sont basées sur les besoins identifiés lors de la collecte d'information et les diagnostics participatifs, et incluent des projets qui n'ont pas été sollicités directement par les populations mais qui sont cohérents avec les données sur le territoire, le potentiel des chaînes de valeur et l'analyse de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes.

Celle-ci a montré que les impacts sont surtout négatifs quand ils concernent les ressources naturelles et en particulier, le bois, l'eau et les pâturages. La protection de l'environnement est donc le premier axe stratégique proposé pour la résilience des populations hôtes. La construction des digues dans trois villages d'une part, permettrait d'éviter l'inondation de la ville de Bassikounou et de protéger le bassin versant. L'exploitation



des terres d'autre part, est un moyen de limiter l'érosion et la dégradation des sols, une série d'intervention concernent donc la promotion des activités agricoles et maraîchères, sans oublier que les différentes clôtures peuvent être renforcées par la plantation d'arbres.

L'appui au pastoralisme, notamment par la création et l'accompagnement à la gestion de réserves pastorales, ainsi que par la création de nouveaux points d'eau et le renforcement des services vétérinaires, serait un levier pour favoriser la cohésion sociale.

La promotion de l'artisanat et du commerce, en développant des projets d'appui aux entreprises, d'accès à l'énergie et de diversification des activités accessibles aux hommes comme aux femmes, permettrait d'exploiter le potentiel de marché engendré par la présence des réfugiés et de consolider cet impact positif. Le désenclavement par la construction ou rénovation de pistes pourrait également avoir cet effet.

Enfin, l'amélioration de l'accès à l'eau des populations est partout plébiscitée et les projets sollicités varient de la construction d'un château d'eau à la redynamisation de comités de gestion des infrastructures.

### Les propositions d'interventions prioritaires

Ce travail propose dix-huit pistes d'interventions qui sont basées sur les besoins identifiés lors de la collecte d'information et les diagnostics participatifs, et incluent des projets qui n'ont pas été sollicités directement par les populations mais qui sont cohérents avec les données sur le territoire, le potentiel des chaînes de valeur et l'analyse de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes.

Celle-ci a montré que les impacts sont surtout négatifs quand ils concernent les ressources naturelles et en particulier, le bois, l'eau et les pâturages. La protection de l'environnement est donc le premier axe stratégique proposé pour la résilience des populations hôtes. La construction des digues dans trois villages d'une part, permettrait d'éviter l'inondation de la ville de Bassikounou et de protéger le bassin versant. L'exploitation des terres d'autre part, est un moyen de limiter l'érosion et la dégradation des sols, une série d'intervention concernent donc la promotion des activités agricoles et maraîchères, sans oublier que les différentes clôtures peuvent être renforcées par la plantation d'arbres.

L'appui au pastoralisme, notamment par la création et l'accompagnement à la gestion de réserves pastorales, ainsi que par la création de nouveaux points d'eau et le renforcement des services vétérinaires, serait un levier pour favoriser la cohésion sociale.

La promotion de l'artisanat et du commerce, en développant des projets d'appui aux entreprises, d'accès à l'énergie et de diversification des activités accessibles aux hommes comme aux femmes, permettrait d'exploiter le potentiel de marché engendré par la présence des réfugiés et de consolider cet impact positif. Le désenclavement par la construction ou rénovation de pistes pourrait également avoir cet effet.

Enfin, l'amélioration de l'accès à l'eau des populations est partout plébiscitée et les projets sollicités varient de la construction d'un château d'eau à la redynamisation de comités de gestion des infrastructures.

### Les synergies potentielles

La cartographie des acteurs et de leurs projets, constituée dans le cadre de cette étude pour orienter les recommandations en termes de propositions d'interventions, permet de dégager également des orientations quant aux synergies possibles avec les interventions des acteurs existants et celles planifiées. Les intervenants sont nombreux, qu'ils appuient la réponse pour les réfugiés maliens depuis de nombreuses années ou qu'ils agissent dans le développement, la concertation et la coordination entre tous sera nécessaire pour éviter des interventions inefficaces.

### *Les conditions de rentabilité de certains projets*

Pour permettre de répondre aux besoins de diversification des activités des femmes comme des hommes, les conditions de rentabilité de trois projets construits autour des propositions faites par les villageois ont été étudiées. Il s'agit d'une mini-laiterie, d'un périmètre maraîcher, et d'un groupe de confection de prêt-à-porter pour enfants. Chaque fiche de projet décrit les recommandations de fonctionnement pour une entreprise et établit un compte d'exploitation prévisionnel, ainsi que le capital initial requis pour réaliser les investissements et disposer d'un fond de roulement.

# 1. Contexte

Depuis Janvier 2012 la Mauritanie accueille sur son territoire des réfugiés maliens qui fuient la situation d'insécurité liée à l'instabilité politique au Nord de leur pays. Le camp de Mbera, dans lequel sont enregistrés plus de 56.000 réfugiés<sup>1</sup> est situé dans la partie Sud-Est de la Mauritanie, à 50 km de la frontière avec le Mali et à 18 km de Bassikounou, chef lieu de la *moughataa* appartenant à la région administrative du Hodh el Chargui.

La région du Hodh el Chargui est marquée par des niveaux très élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition, une vulnérabilité élevée aux chocs d'origine humaine et climatique, un enclavement important, et un déficit en infrastructures et services de base affectant l'ensemble de la population. Ce à quoi s'ajoutent, dans la Moughataa de Bassikounou, l'accélération de la dégradation des systèmes agro-écologiques locaux due à la forte pression humaine et l'augmentation des tensions concernant l'accès aux ressources naturelles (eau et pâturages) liées à la présence des réfugiés.<sup>2</sup>

De plus, en raison de la situation instable dans le nord et centre du Mali, le retour à grande échelle des réfugiés maliens n'est pas envisagé dans l'avenir immédiat. La nature prolongée du séjour des réfugiés dans le camp de Mbera et ses alentours, l'impact de leur présence sur l'environnement et les conditions de vie des habitants de la zone de Bassikounou demandent de soutenir les efforts visant à maintenir la cohabitation pacifique avec la population hôte<sup>3</sup> et la cohésion sociale dans la zone.

La ville de Bassikounou et le camp de Mbera sont devenus *de facto* la quatrième ville la plus peuplée de Mauritanie. Cette dernière, comme de nombreuses villes mauritaniennes, souffrait, déjà d'un important déficit en infrastructures et en termes de services de base qui n'a pas encore été comblé par rapport à la taille de la population concernée<sup>4</sup>. De plus, la dispersion des populations au sein de nombreux petits villages sur le territoire de la moughataa, ne permet pas de concentrer l'offre des services de bases, et donc de rentabiliser les investissements consentis pour les rendre accessibles.

Dans ce contexte, il est nécessaire de déployer des actions de mitigation de l'impact de la présence des réfugiés et de développer des programmes visant à améliorer les conditions de vie des populations hôtes, qui sont parfois aussi vulnérables que les réfugiés. Pour assurer la coexistence pacifique entre les communautés, il sera nécessaire de favoriser le développement économique et social des populations hôtes. La création d'activités économiques et l'appui au développement des activités existantes sont des solutions pertinentes pour assurer la cohésion sociale entre population réfugiée et la population hôte.

Dans ce cadre, ce diagnostic vient compléter les travaux précédents réalisés par le HCR notamment le *Rapport de proflage socio-économique des ménages réfugiés du camp de Mbera* réalisé en Décembre 2017 l'étude d'*Identification d'opportunités économiques pour la population du Camp des Réfugiés de Mbera et la population hôte (Analyse des chaînes de valeur)* réalisée en Avril 2018. Ce diagnostic quant à lui a l'objectif, de proposer des projets qui puissent à la fois prendre en compte l'impact des réfugiés et de leurs activités pour mitiger ces conséquences négatives et renforcer ses effets positifs, tout en répondant au plus près aux besoins des populations hôtes.

1 Donnée au 31 août 2018 cf. <https://data2.unhcr.org/en/country/mrt>

2 Cf. Stratégie du SNU relative aux populations réfugiées et aux communautés hôtes dans la Moughataa de Bassikounou. UNDAF, 2017.

3 Cf. Vers plus de résilience pour les populations de Hodh el Chargui, UNHCR Mauritanie, Mars 2018, p.5.

4 Cf. Stratégie du SNU relative aux populations réfugiées et aux communautés hôtes dans la Moughataa de Bassikounou, UNDAF, 2017.

## 2. Objectifs de l'étude

### 2.1. Objectif général

Fournir des données et des informations pertinentes, sous forme de plans d'action, pour **identifier, planifier et mettre en œuvre** des projets dans les villages de la population hôte autour du camp de Mbera en se basant sur l'identification des besoins et en évaluant et analysant l'impact de la présence des réfugiés sur la population hôte afin de consolider et exploiter ses effets positifs et de mitiger ses potentiels effets négatifs, favorisant ainsi l'amélioration des conditions de vie locale.

Ce travail a pour zone d'étude les trois communes de la moughataa de Bassikounou où se trouvent principalement les réfugiés et il s'agit de Bassikounou, El Megve et Fassala.

### 2.2. Objectifs spécifiques

Afin d'atteindre cet objectif, trois objectifs spécifiques ont été définis :

#### Objectif spécifique 1 :

Faire une évaluation rapide de l'impact positif et négatif, en termes économiques, sociaux et environnementaux, et au niveau communautaire, de l'arrivée des réfugiés et de leurs activités sur les populations hôtes.

#### Objectif spécifique 2 :

Identifier des activités, des infrastructures et des leviers de développement social et économique en adéquation avec des solutions constructives viables et les besoins et aspirations des populations hôtes pour améliorer leurs conditions de vie.

#### Objectif spécifique 3 :

Vérifier la viabilité et la rentabilité des activités économiques identifiées au niveau local et élaborer une série de propositions d'interventions sur la base de l'évaluation de l'impact des réfugiés et de l'identification des besoins en activités et infrastructures des populations hôtes.

Pour atteindre ses différents objectifs spécifiques, cette étude se compose de différents livrables qui, analysés ensemble, permettent de définir les pistes d'interventions pour les populations hôtes qui constituent le dernier livrable. Ces éléments apparaissent dans ce rapport sous forme de chapitres et sont les suivants :

- L'analyse de l'impact des réfugiés et de leurs activités sur les populations hôtes;
- L'identification des besoins en termes d'infrastructures et d'activités au niveau de neuf villages hôtes par la collecte de terrain et des diagnostics participatifs;
- L'analyse des conditions de la rentabilité de certains projets de développement économique;
- Une série de propositions d'interventions pour les populations hôtes.

## 3. Méthodologie de travail

Cette étude réunissant plusieurs objectifs, ceux-ci ont été atteints par différentes approches et méthodes de travail :

- L'évaluation de l'impact des réfugiés, a requis que soient définis les types d'impact et les mécanismes qui ont été recherchés lors de l'enquête de terrain.
- L'identification des besoins, ainsi que des activités, des infrastructures et des synergies potentielles dans les réponses à apporter s'est fondée sur une approche participative couplée à un travail cartographique.
- L'analyse de viabilité et rentabilité des projets s'est attachée à définir les conditions d'exercice des projets et leurs niveaux de rentabilité, à réunir les informations et à fournir les estimations validant la pertinence des projets à inclure dans les plans d'action.

L'évaluation rapide de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes a été menée avec une approche qualitative qui a vérifié l'existence, ou non, des principales tendances théoriques observées en général dans d'autres contextes.

L'identification des besoins et des synergies a été faite avec une approche participative incluant les populations hôtes, les réfugiés hors camps, les acteurs de la coopération impliqués dans la zone ainsi que les autorités locales.

L'analyse de viabilité des projets a été faite à travers deux principaux outils qui sont d'une part une vérification de l'existence de la demande par une rapide étude de marché et d'autre part une étude de rentabilité des activités économiques incluant leurs comptes d'exploitation.

### 3.1. Evaluation de l'impact des réfugiés

Le travail d'évaluation de l'impact de l'arrivée des réfugiés sur les populations hôtes de cette étude s'est basé sur les tendances vérifiées dans l'évaluation d'impact dans d'autres contextes mais qui ont le mérite de mettre en évidence les mécanismes dans lesquels sont impliqués les réfugiés qui produisent des effets économiques, sociaux ou environnementaux pour la population hôte. Il a donc s'agit, dans un premier temps, de décrire de manière théorique ces mécanismes tels qu'ils ont été repérés afin de vérifier ensuite leur existence ou non, au moyen d'une enquête qualitative sur le terrain.

#### *La mesure de l'impact*

L'impact des réfugiés sur les populations hôtes a été évalué par une approche qualitative incluant des questionnaires individuels et des Focus Groups dans les villages ainsi que des Focus Groups avec des acteurs de Bassikounou et des entretiens ciblés avec des acteurs précis. Les quelques documents qui existent, ont été pris en compte dans une revue documentaire pour enrichir ce travail.

Les enquêtes de terrain et les rencontres ont donc cherché à détecter les mécanismes à l'œuvre et fournir des résultats de cet impact dans ces trois dimensions : l'impact économique (notamment en termes de revenus et de niveaux de consommation, de niveau général d'activité et de création d'emplois), l'impact social et l'impact environnemental.

Dans l'idéal, une mesure d'impact se serait appuyée sur des données avant l'arrivée des réfugiés pour les comparer avec des données actualisées. Cependant la production de données et de statistiques pour la région ne permet pas d'évaluer la différence entre une situation hypothétique ou antérieure dans laquelle il n'y aurait pas de réfugiés ni à Mbera ni hors camp, et la situation actuelle. L'évaluation de l'impact des réfugiés n'est qu'un

aspect de cette étude et a donc été basée sur l'identification de mécanismes à l'œuvre, en s'appuyant sur toutes les sources d'informations disponibles : données locales et cartographiques, données des suivis des acteurs internationaux, perception des acteurs lors de Focus Groups et d'enquêtes individuelles et entretiens ciblés.

### **3.2. Identification des besoins, des activités et des infrastructures**

#### ***Une approche participative***

L'identification au niveau local des besoins et aspirations ainsi que des projets et infrastructures qui peuvent leur offrir une réponse et mitiger l'impact des réfugiés a été effectuée avec une approche participative incluant une grande diversité d'acteurs dans le but de fournir une image de la situation représentative de leurs différents points de vue. Les réfugiés et les populations hôtes ont évidemment été inclus, en leur sein les femmes qui peuvent avoir des préoccupations et des aspirations différentes ont aussi été entendues.

Lors de la collecte d'information sur le terrain, des questions spécifiques sur les activités pratiquées et les solutions qui permettraient d'améliorer les revenus ou les conditions de travail et de vie des villageois et villageoises ont donc été posées au cours de discussions de groupe et d'entretiens individuels afin d'identifier les problèmes et les besoins en termes d'appui aux activités économiques et d'accès aux services de bases.

Toutes les informations disponibles et utiles à ce diagnostic qui ont émergé de la revue littéraire et des entretiens ont également été exploitées.

D'autre part, les autorités locales, les acteurs de la coopération (agences des Nations Unies et Organisations internationales) la société civile et les projets locaux ont également été impliqués dans le but d'identifier les politiques locales de développement, les axes prioritaires d'intervention, les synergies potentielles entre les projets en cours et à venir et les propositions d'interventions de cette étude pour éviter les chevauchements inutiles et inefficients.

### **3.3. Analyse de la rentabilité de certains projets**

La viabilité des projets identifiés a été étudiée selon une approche incluant les éléments économiques qui permettent de s'assurer que les projets ayant pour objectif un impact économique puissent l'atteindre et de pouvoir garantir aussi la pérennité de ces projets. Cette analyse s'est donc attachée à vérifier l'existence d'une demande, à étudier l'offre du projet et la viabilité de son marché, à poser les bases du modèle économique du projet et à vérifier sa rentabilité à travers l'établissement d'un compte d'exploitation.

# 4. Les phases du diagnostic

## 4.1. Le plan de travail

Les différentes étapes de travail correspondent à différents objectifs spécifiques et peuvent être regroupées en trois principales phases qui sont les suivantes :

### PHASE I : Identification participative des besoins

- Evaluer l'impact des réfugiés sur les populations hôtes en termes sociaux, économiques et environnementaux;
- Evaluer les besoins locaux, en termes d'accès aux services de base, d'infrastructures et de projets à fort impact en termes d'opportunités économiques ;
- Répertoire autant que possible les ressources naturelles autour des villages sélectionnés ;
- Identifier les potentialités économiques nouvelles à partir de l'amélioration des activités pratiquées et de la création de nouvelles activités ;
- Identifier des projets incluant l'accès aux services de base, la formation professionnelle et le développement d'opportunités économiques, la préservation des ressources naturelles.

### PHASE II : Viabilité

- Vérifier la viabilité, principalement économique, de certains projets

### PHASE III, IV et V : Priorisation et Propositions d'interventions

- Organiser les diagnostics participatifs ;
- Valider et prioriser les potentielles infrastructures identifiées lors du Diagnostic Participatif dans les villages sélectionnés ;
- Proposer une série d'interventions.

## 4.2. La collecte des données qualitatives

Les informations recherchées pour atteindre les différents objectifs et produire les différents outils d'analyse qui donnent une vue d'ensemble de l'impact des réfugiés mais aussi des besoins de la population hôte et des réponses qui y sont apportées ont été obtenues à l'aide de différents outils :

- Une revue documentaire (voir la bibliographie en fin de rapport) ;
- Des entretiens avec les acteurs stratégiques opérant dans la zone d'étude ;
- Des discussions de groupe à Bassikounou et dans une série de village accueillant des réfugiés dans les communes de Bassikounou, El Megve et Fassala ;
- Des entretiens individuels avec des villageoises, des villageois et des réfugiés.

### *Les entretiens semi-structurés*

Les entretiens semi-structurés aux acteurs clés de la moughataa de Bassikounou ont constitué un des outils utilisés par l'équipe du projet afin d'obtenir des informations qualitatives et d'apporter des informations précieuses pour le diagnostic et l'évaluation d'impact des réfugiés, en répondant à des questions posées sur les axes suivants : quel a été l'impact tant positif que négatif, social, économique et environnemental de l'arrivée des réfugiés dans la moughataa de Bassikounou? Quels sont les besoins de la population locale? Quels sont les besoins en infrastructures de la population locale?

Ces entretiens semi-structurés ont aussi été la base pour l'élaboration de la cartographie des acteurs opérants en faveur des populations hôtes et la description de leurs activités comme réponse aux problèmes de celles-ci.

## Liste des personnes qui ont été interviewées à Bassikounou et à Nouakchott

Organisation	Personne	Poste	Date
Mairie de Fassala	Cheikhna Dedde Bouya Mohamed Laghdaf	Maire	24/03/2019
Mairie de Bassikounou	Cheikhna Ould Mohamed Ould Hanana	Maire	25/03/2019
Banque Mondiale	Mathieu Lefebvre	Expert filets sociaux	13/03/19
	Jenny GOLD	Responsable de Santé	24/03/2019
	Mahmoud KHATRY	Coordinateur technique FBR	
	Moussa BEDDIYOUH	Responsable Eau et Assainissement	
UNHCR	Emmanuel UWURUKUNDO	Chef de la Sous-Délégation	25/03/2019
	Mavis ABO	Chargée de la Protection	
	Yahaye TAHIROU	Chargé des Moyens d'Existence	27/03/2019
UNICEF	Désiré MOHINDO	Chef de bureau/ spécialiste protection de l'enfance	25/03/2019
PAM	Damien Vauquier	Département d'Appui Institutionnel	05/02/19
	Benoît Mazy	Responsable des programmes pour la résilience	14/03/19
BIT	Federico Barroeta	Point Focal	02/04/19
OIM	Momme Ducros	Chargé de Programme	14/06/19
RIMDIR	Daniel Binart	Coordinateur	03/06/19
PRAPS	Dr Idrissa Diarra	Coordonnateur	18/06/19
ACF-Espagne	Benjamin KAMBALE	Chef de Projet WASH	26/03/2019
	Abdoulaye SY		
	Djamel ABDEL NASSER		
Fédération Luthérienne Mondiale (LWF)	Pape Daouda Diallo	Responsable des Moyens d'Existence	26/03/2019
ONG SOLIDALI (Chef de file du RIM RAP pour la Wilaya du Hodh el Chargui)	Sergio Catastini	Directeur technique	02/04/19
	Laura Alunno		
SOS Désert	Ahmed BRAHIM	Président	28/03/2019
ADICOR	Ibi SALEM		26/03/2019
	Abdel Kader NDAW		26/03/2019
Association des Jeunes de Bassikounou	Abdoul Aziz	Président de l'Association	27/03/2019
En Haut ! / MS environnement et Territoires	Simon Nancy	Analyste environnemental	15/03/19

**La sélection des villages**

Les critères de sélection des villages détaillés dans le rapport de démarrage avaient été définis avec le HCR à



Nouakchott et il s'agissait des critères suivants :

- Les communes qui ont été visitées par le HCR ;
- Les villages hôtes où les réfugiés sont présents et il existe un comité villageois ;
- Le nombre de réfugiés installés dans et autour des villages.

Les villages sélectionnés pour la collecte d'information étaient au départ au nombre de 14 mais dans l'exercice pratique seuls 8 villages ont réellement fournis les données qualitatives recherchées. Les chiffres des populations locales dans les villages sont des projections effectuées à partir du recensement de 2013.

#### Les villages sélectionnés pour la collecte des données

Commune	Village	N° de ménages réfugiés dans et autour du village	N° habitants du village (hors réfugiés)
Bassikounou	Gdereini	• 5-10 dedans • 50-80 autour	91
	Sidre	• 5-10 dedans • 15-25 autour	25
	Lemghaiss	• 5-10 dedans • 30-60 autour	218
El Megve	Hassi Twill	10-25 dedans 150-300 autour	802
	Aghor	• 30-70 dedans • 25-50 autour	1.383
	Hassi Ewel Tikki	• 10-20 dedans • 15-30 autour	247
	Moutleq	• 0 dedans • 50-80 autour	167
	Valala	• 0 dedans • 40-70 autour	189
Fassala	Néré	• 0 dedans • 20-35 autour	420
	Kleive	• 0 dedans • 80-120 autour	326
	Kindjerle	• 0 dedans • 30-60 autour	782
	Medella	• 10-20 dedans • 25-50 autour	417

Source : Mapping initial du HCR pour la formation des comités villageois mixtes (Août 2018)

#### Les discussions de groupe

Une partie des discussions de groupe a concerné des acteurs spécifiques à Bassikounou, notamment pour l'évaluation de l'impact des réfugiés et de leurs activités sur les populations hôtes.

Discussions de groupe à Bassikounou	Date
Transporteurs de Bassikounou	25/03/2019
Boutiquiers de Bassikounou	
Éleveurs et intermédiaires du commerce de bétail	

D'autre part, des discussions de groupe ont également été préparées avec d'une part les femmes des villages,

d'autre part les hommes et enfin les réfugiés vivant dans et autour des villages. Des guides de discussion ont été préparés pour chaque groupe afin de pouvoir cerner les besoins spécifiques des femmes et des hommes et d'évaluer la situation des réfugiés et les relations entre les deux populations en prenant en compte les trois points de vue différents. Ces discussions de groupe ont été menées par deux facilitateurs sous la supervision du chef d'Ecotech Consulting.

### Les enquêtes

Afin de pouvoir obtenir des réponses précises et claires sur des thématiques comme les activités économiques et les revenus qui peuvent en découler, ainsi que sur les aspirations spécifiques des villageois, il a été décidé de mener également quelques enquêtes dans chaque village car ce format est plus efficace que les discussions de groupes pour ces sujets précis.

Des questionnaires d'enquête ont donc été préparés et administrés à des villageoises, des villageois et des réfugiés dans tous les villages de la collecte d'information.

## 4.3. Les limites de la collecte d'information

### Une collecte limitée à neuf villages

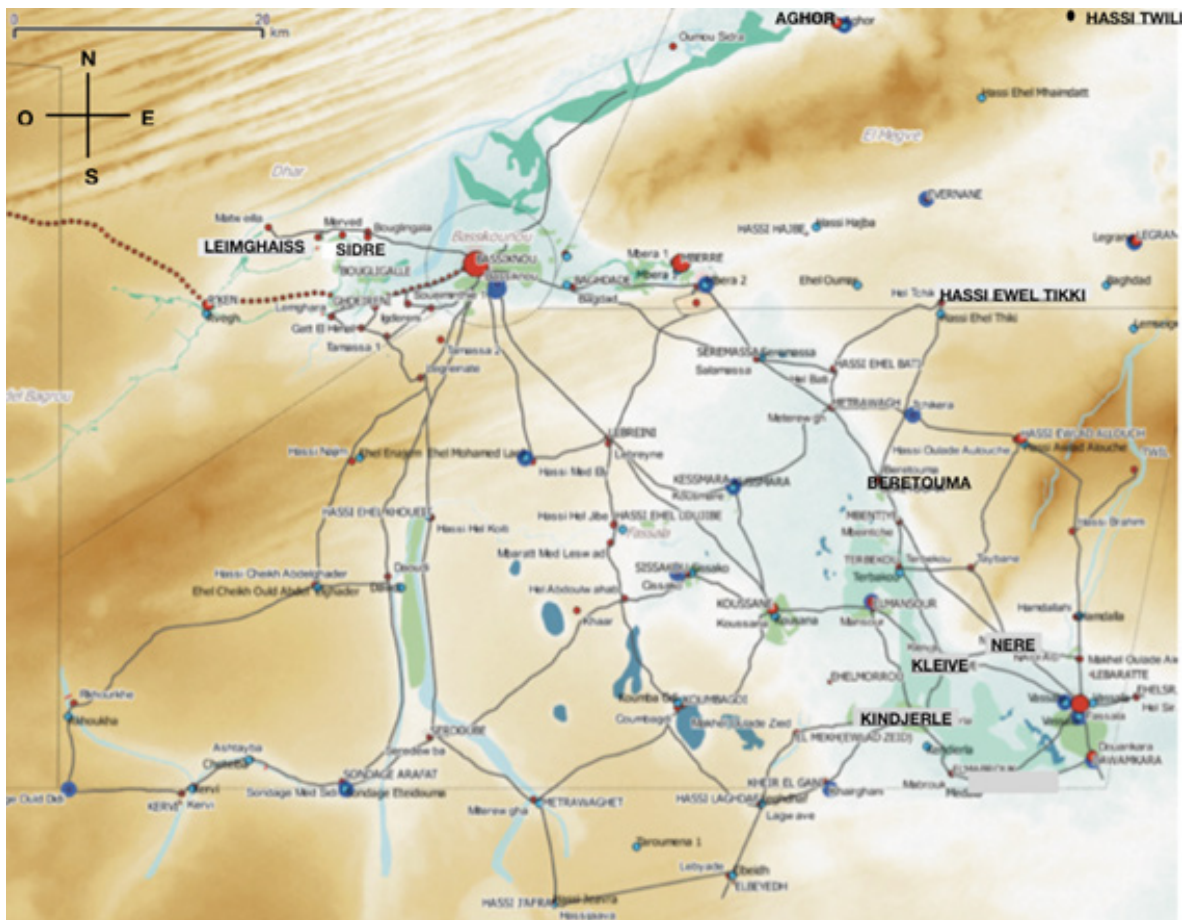
Nous avons prévu d'effectuer la collecte d'information dans quatorze villages de la moughataa, mais la période d'avril et mai, a coïncidé avec le ramadan, ce qui a rendu complexe la mobilisation des populations, en particulier dans les communes de Bassikounou et El Megve, certains préférant rester à l'ombre et au repos pour faire face à la combinaison de la chaleur et du jeûne. Dans certains cas, comme à Moutleq, il n'y avait presque aucun habitant dans le village lors du passage de l'équipe de collecte. Il faut cependant noter que le maire de Fassala a lui-même fait campagne et cela explique la remarquable participation des villageois aux discussions de groupe de Néré, Kleive et Kindjerle.

Commune	Village	Villageois enqueté	Villageoises enquetée	Réfugiés enqueté	Réfugiées enquetées	Focus Groupes Femme	Focus Groupes Homme	Focus Groupes Réfugiés	Total pour le village
Bassikounou	Sidre	3	4	1	1	39	10	22	80
Bassikounou	Lemghaïss	1	1	1	0	0	8	14	25
Bassikounou	Gdereini	0	0	0	0	0	0	0	0
El Megve	Hassi Twill	3	3	0	0	8	13	0	27
El Megve	Aghor	3	3	1	2	11	8	19	47
El Megve	Hassi Ewel Tikki	3	3	1	1	10	21	10	49
El Megve	Moutleq	1	1	0	0	0	0	0	2
El Megve	Valala	0	0	0	0	0	0	0	0
Fassala	Beretouma	0	0	0	0	9	12	0	21
Fassala	Néré	4	3	2	1	63	13	24	110
Fassala	Kleive	2	2	1	1	40	25	12	83
Fassala	Kindjerle	3	3	1	0	148	30	6	191
Fassala	Medella	0	0	0	0	0	0	0	0
Fassala	Libraini	0	0	0	0	0	0	0	0
Fassala	Hassi Jeavra	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	Tous	23	23	8	6	328	140	93	635

### Des questions difficiles

Pour obtenir des informations précises sur les prix des denrées de première nécessité et les revenus provenant des différentes activités, des questionnaires individuels ont été élaborés et administrés à quelques personnes dans chaque village. Une série de questions visaient à identifier l'évolution des prix des denrées de première nécessité, des salaires pour les petits services ou l'évolution des prix du transport par exemple. Mais les réponses obtenues témoignent de la diversité des perceptions au sein de la population et du fait que les personnes que nous avons enquêtées ne savent majoritairement pas repérer ces tendances et se focalisent par exemple sur les variations annuelles des prix qui augmentent en hivernage. L'évolution des prix et des marchés doit être mesurée avec des indicateurs plus fiables et dans l'idéal en s'appuyant sur des données statistiques.

### Les 9 villages de la collecte d'information (indiqués en gras)



### Les aspirations et la moyenne d'âge

Afin d'identifier les besoins locaux et les aspirations des villageois pour le développement de leurs activités, les différents outils de collecte, aussi bien les questionnaires individuels que les guides de discussion de groupe, ont inclus chacun plusieurs questions sur les activités qu'ils souhaiteraient mener, les solutions pour améliorer leur situation, les trois premières préoccupations pour leur village, ou encore les besoins en infrastructures du village. Il ressort que la majorité des personnes enquêtées ne souhaitent pas exercer une activité différente de celle déjà exercée. Ceci est assez logique car il est difficile d'innover ou de promouvoir un changement lorsqu'on ne sait pas quelles sont les options alternatives existantes et les choix possibles. Les aspirations des populations locales sont donc toutes proches des domaines déjà connus.

De plus, il faut noter que la moyenne d'âge des personnes enquêtées est relativement élevée et l'opinion et les

aspirations des jeunes ne se trouvent sans doute que peu reflétées dans cette collecte :

- 23 hommes ont été consultés, d'une moyenne d'âge de 52 ans (le plus jeune a 36 ans et le plus âgé 75 ans)
- 22 femmes ont été interrogées, d'une moyenne d'âge de 41 ans (la plus jeune a 22 ans et la plus âgée 75 ans)

Les jeunes quittent généralement les villages à la recherche d'opportunités de travail ou pour étudier en ville et leurs aspirations, qui incluraient certainement une ouverture vers de nouveaux domaines d'activités, ne seront donc que peu représentées ici du fait de leur absence des villages lors de la collecte d'informations.

# 5. Analyse de l'impact des réfugiés

## 5.1. Une définition de l'impact à plusieurs dimensions

La méthodologie utilisée ici s'appuie sur des travaux antérieurs, d'organisations comme le Haut Commissariat aux Réfugiés, la Banque Mondiale et le Bureau International du Travail, dans d'autres contextes mais qui cherchaient eux aussi à favoriser l'intégration de populations réfugiées, la mitigation de l'impact de leur installation pour les populations hôtes, la cohésion sociale et l'amélioration de leurs conditions de vie, car la présence des réfugiés a des effets variés : « En désagrégeant le concept d'impact général, le flux des réfugiés génère des effets pluridimensionnels. Ces effets à leur tour se manifestent en premier lieu à travers deux mécanismes : le marché et hors du marché<sup>5</sup> ». Le marché est ici entendu au sens de l'ensemble des interactions économiques de ses acteurs, incluant donc réfugiés et populations hôtes.

Les mécanismes de marché sont ceux qui affectent les populations à travers les prix, les salaires et les emplois et les autres facteurs de production. Tandis que les mécanismes hors marché sont ceux qui affectent les populations en termes de biens et services qui n'ont pas de prix, comme par exemple, les services rendus par l'environnement ou des changements sociaux, culturels ou de sécurité. L'impact de la présence des réfugiés, dans et hors du camp, a donc été considéré dans ses trois dimensions, économique, environnementale et sociale.

### *Un impact économique variable et hétérogène*

Les études sur l'impact économique que les réfugiés peuvent avoir sur les populations qui les accueillent diffèrent. Tandis que certaines ne trouvent qu'un impact peu significatif, d'autres indiquent des impacts hétérogènes dont les chocs négatifs se font plus sentir pour les ménages les plus pauvres des territoires d'accueil alors que « les retombées économiques résultent du fait que les ménages et les entreprises de réfugiés dans les camps achètent des biens et des services auprès des entreprises du pays hôte situées en dehors des camps<sup>6</sup> ». De plus, les réfugiés sont des acteurs économiques à part entière qui sont impliqués dans l'économie non seulement en tant que consommateurs mais aussi gestionnaires de nouvelles entreprises, épargnants, et dépositaires de nouveaux savoir-faire.

Très souvent l'afflux des réfugiés représente une augmentation des niveaux d'activités de l'économie locale et des revenus des populations hôtes : « Il n'y a que dans certains scénarios, où l'économie locale n'a pratiquement pas la capacité d'augmenter l'offre et de capturer les retombées économiques (de la présence des réfugiés) que l'on constate une réduction significative des retombées globales et des impacts négatifs des réfugiés sur les revenus du pays d'accueil<sup>7</sup> ».

L'évaluation de l'impact économique suppose donc d'identifier les mécanismes qui sont à l'œuvre, sur le marché et hors marché.

<sup>5</sup> Yes in my backyard, The economics of refugees and their social dynamics in Kakuma, Kenya, UNHCR, WB, 2016, p.27.

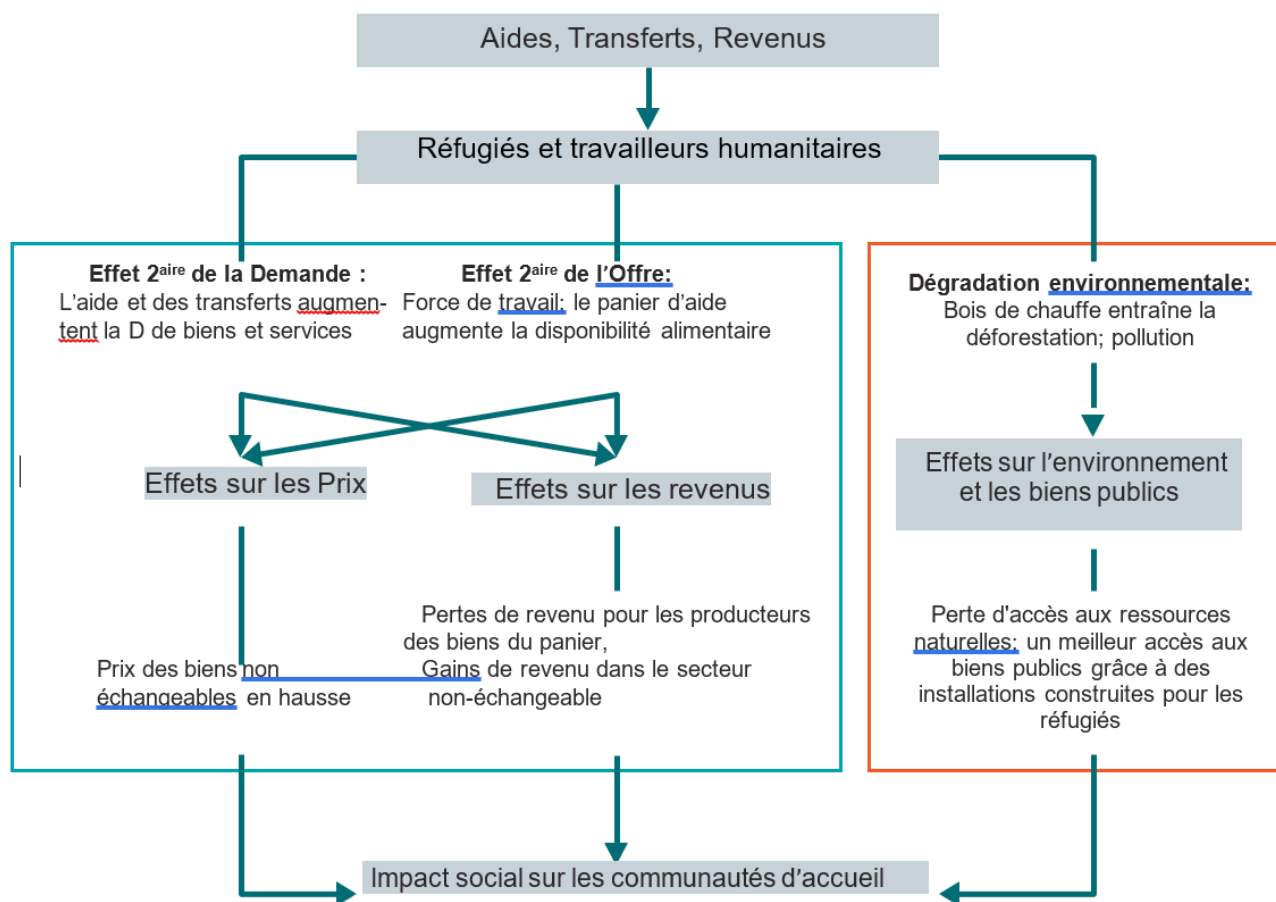
<sup>6</sup> Cf. Economic Impact of refugees, PNAS, UNHCR, 2016, pp.1-2.

<sup>7</sup> Cf. Economic Impact of refugees, PNAS, UNHCR, 2016, p.4.



Le marché de Mbera (© Ecotech)

L'impact total est la somme de l'impact sur le marché et hors marché <sup>8</sup>



Au niveau économique et en théorie, l'afflux des réfugiés a une influence directe sur les niveaux de demande et d'offre des produits et services et donc sur leurs prix. Plusieurs mécanismes peuvent être à l'œuvre :

- L'augmentation de la demande de certains produits et services, favorisée par les aides distribuées et la présence de travailleurs humanitaires, si elle n'est pas accompagnée d'une augmentation des stocks de ces mêmes produits,

<sup>8</sup> Yes in my backyard, The economics of refugees and their social dynamics in Kakuma, Kenya, UNHCR, WB, 2016, p.28.

peut conduire à l'augmentation de leurs prix. Mais si les stocks suivent cette augmentation de la demande, les prix des produits distribués dans les paniers d'aide peuvent baisser sur le marché local et devenir ainsi plus accessibles.

- Le prix des produits et services qui ne peuvent être échangés loin de leur site de production (les « biens non échangeables<sup>9</sup> »), comme la location de logement ou de terres, l'accès à l'eau et l'électricité, sont particulièrement sensibles à la hausse de la demande. Si la hausse de leurs prix a un impact négatif pour des questions d'accès à ces produits et services, il ne faut pas oublier que l'augmentation de la demande générale et du niveau des échanges a également un impact positif sur les revenus dans ces secteurs dans la zone.
- Du côté de l'offre, l'arrivée des réfugiées crée une abondance de main d'œuvre pour certains services, qui peut avoir pour effet d'en diminuer la rémunération. Ce dernier point est particulièrement vrai pour les services de production à haute intensité de main d'œuvre, comme par exemple dans le secteur de la construction. Dans le cas de la région du camp de Mbera, les niveaux des salaires de berger ou d'aide ménagère, qui sont des activités pratiquées par les réfugiés, sont à étudier<sup>10</sup>.

De plus, l'offre de produits autour d'un camp de réfugiés est généralement améliorée par les aides, notamment alimentaires, apportées par les opérateurs de l'aide aux réfugiés et aux populations locales. Cette aide, si on n'y prête pas attention, peut parfois entraîner une perte de revenus pour les producteurs des produits distribués. De plus les réfugiés ont tendance à vendre une partie des produits reçus dans l'aide sur les marchés locaux pour pouvoir se procurer d'autres produits. Ces transactions se font souvent à un prix inférieur à leur valeur chez les détaillants locaux ce qui pousse les prix à la baisse<sup>11</sup>. Dans la plupart des cas étudiés, les impacts positifs en termes de revenus pour les populations hôtes sont plus importants quand l'aide est distribuée sous forme de cash, qui permet sans doute une interaction économique plus importante entre les deux populations, plutôt qu'en nature<sup>12</sup>.

A Mbera, ces transactions ont été observées, surtout avant que le PAM ne cesse ses distributions de vivres au profit d'une aide mixte couplant un panier de biens et le transfert de cash, et les brisures de riz mauritaniens étaient souvent revendus par les réfugiés sur le marché local pour acheter du riz malien « RM40 », ou d'autres produits comme de la viande ou du lait. L'aide apportée en nature, en théorie, vient affecter négativement les producteurs locaux qui se retrouvent en concurrence avec une assistance alimentaire bon marché. Cependant à Mbera, comme il n'y a que peu de production locale de riz, l'aide distribuée aux réfugiés ne constitue pas une concurrence aux producteurs de la région.

L'impact des réfugiés pour les populations hôtes prend donc plusieurs formes et est variable : la population hôte est affectée simultanément différemment selon les secteurs d'activité d'un individu, si ce dernier est en expansion ou subit la concurrence des aides en nature ou de la nouvelle main-d'œuvre, en termes de revenu et de concurrence pour le travail, et en tant que consommateur par les changements de prix des biens et services : « L'impact économique des réfugiés dépend des règles qui gouvernent les interactions entre les réfugiés et la population hôte, de la structure de l'économie locale et des caractéristiques des réfugiés<sup>13</sup> ».

9 Généralement, les biens non échangeables comprennent l'électricité, l'alimentation en eau, tous les services publics, l'hébergement à l'hôtel, les biens immobiliers, la construction, les transports locaux; marchandises dont les coûts de transport sont très élevés, tels que le gravier; et des produits fabriqués pour répondre à des coutumes ou à des conditions particulières du pays.

10 La question des salaires a été étudiée à travers des questions adressées aux réfugiés et aux populations hôtes et l'offre de main d'œuvre des réfugiés n'a pas eu comme effet de diminuer les salaires.

11 Yes in my backyard, The economics of refugees and their social dynamics in Kakuma, Kenya, UNHCR, WB, 2016, p.29.

12 Economic Impact of refugees, PNAS, UNHCR, 2016, p.4.

13 Economic Impact of refugees, PNAS, UNHCR, 2016, p.4.

### L'impact environnemental

L'arrivée de réfugiés dans une région correspond en général à un moment de crise qui appelle dans l'urgence des réponses humanitaires avec des priorités tout d'abord à court terme dans lesquelles les problématiques environnementales ne sont pas intégrées systématiquement. De plus les études signalent que « plus les camps perdurent dans le temps, plus les impacts (environnementaux) sont significatifs<sup>14</sup> » et un environnement dégradé aura des conséquences importantes sur la capacité de résilience des populations hôtes et réfugiées.

#### Facteurs influant sur l'impact environnemental des réfugiés<sup>15</sup>

Facteurs influents	Implication pour l'environnement
Densité de population dans le camp	Plus la densité est importante, plus la pression sur l'environnement est importante.
Durée de vie du camp	Plus la durée de vie du camp est grande, plus les impacts sur l'environnement sont importants et visibles.
Séparation des réfugiés de leurs ressources et moyens de subsistance	Si les réfugiés n'ont pas accès à leurs moyens de subsistance, ils sont plus à même de puiser sur les ressources naturelles.
Opportunité d'avoir accès à des activités génératrices de revenu diversifiées	Si peu d'options pour générer un revenu, les réfugiés peuvent être amenés à mettre de la pression sur les ressources naturelles.
Homogénéité / Hétérogénéité culturelle et solidarité entre les populations hôtes et réfugiées	Une grande différence culturelle peut augmenter les tensions autour des ressources.
Les mêmes habitudes culturelles, par ex. pour la cuisson, peuvent conduire à la surexploitation des ressources.	
Gouvernance locale, y compris environnementale	Plus la capacité des autorités locales à faire respecter la législation environnementale est élevée, moins les impacts environnementaux sont importants.
Capacité locale à absorber les déchets et à gérer les eaux	Une faible capacité peut générer une pollution importante des eaux et du sol.
Les modes de vie/habitudes culturels des réfugiés	Plus les habitudes culturelles sont fortes plus il peut être complexe d'introduire de nouvelles pratiques.

Dans le cas du camp de Mbera, l'arrivée des réfugiés en termes d'utilisation des ressources naturelles a inévitablement un impact sur la gestion des ressources en eau, et l'accès aux pâturages car une grande partie des réfugiés a amené son bétail. De plus, un impact important est à prévoir sur la déforestation et son accélération due aux prélèvements pour le bois de chauffe. La question de la gestion des déchets aussi bien solides que liquides a aussi été posée. Ainsi que la stratégie et les moyens de la gouvernance environnementale locale.

### L'impact social

La présence des réfugiés peut également induire des modifications sociales, notamment en termes de conflits et de sécurité, de discrimination, de relations sociales et culturelles. Cette étude prend soin d'inclure des personnes issues des différentes ethnies et différents groupes sociaux, et de recueillir lors d'entretiens semi-structurés intensifs et des Focus Groups, des données sur l'évolution des pratiques et les perceptions liées à l'arrivée des réfugiés. Quelles sont les stratégies d'adaptation des deux populations pour faire face à l'afflux des réfugiés ?

14 Cf. L'impact environnemental du camp de réfugié de Minawao, URD, 2017, p.6.

15 Cf. L'impact environnemental du camp de réfugié de Minawao, URD, 2017, p.15.

Quelle est la prévalence des conflits et violences ? Quelle est l'efficacité des solutions de résolutions de conflits et



des mécanismes de construction de la paix ? Quelles sont les collaborations et les domaines de solidarité entre les réfugiés et leurs hôtes ? Autant de questions qui ont été prises en compte.

L'impact de l'arrivée des réfugiés dans la région de Bassikounou a été cernée sous trois aspects principaux : il s'agissait d'identifier les effets en termes économiques de l'arrivée des réfugiés, en termes environnementaux et en termes d'impact social.

## 5.2. L'impact économique

Les tendances montrent que le niveau du commerce a très nettement augmenté dans la moughataa de Bassikounou. Les dernières statistiques officielles pour la wilaya du Hodh el Chargui datent de 2013 et les acteurs rencontrés ne sont pas en mesure d'élaborer eux mêmes les statistiques de leurs secteurs ou des indicateurs économiques fiables. Cependant, étant les plus concernés par les changements dans leurs secteurs, leurs témoignages constituent un indicateur pertinent des évolutions économiques au niveau local. Les analyses de variations des prix des denrées de première nécessité sont malheureusement impossibles à réaliser car les réponses obtenues lors de la collecte qualitative sont variées et contradictoires.

### *Le transport comme indicateur de l'augmentation des échanges*

Les transporteurs de Bassikounou n'hésitent pas à dire que le volume de leur activité a été multiplié par deux depuis l'arrivée des réfugiés et également grâce à la construction des routes de Néma et Fassala.

D'une part, le transport de marchandise est en hausse : le prix du transport a augmenté et les quantités qui circulent depuis le Mali (notamment en riz, mil et produits frais de Nionou) pour les pôles de Bassikounou, Mbera et en transit vers Nouakchott qui ont considérablement augmenté.

D'autre part le transport de voyageurs s'est également beaucoup développé et plusieurs transporteurs professionnels ont indiqué qu'« Avant, il n'y avait qu'une ou deux voitures par jour qui sortait vers Nouakchott, maintenant il y a 6 ou 7 voitures chaque jour. Avant, il n'y avait qu'un seul garage, maintenant il y a 6 ou 7 garages à Bassikounou ». Les pics de la demande de ce service vers Nouakchott sont liés à l'ouverture des écoles, quand les jeunes vont étudier au début de l'année scolaire et quand ils reviennent en mai et juin.

Que cette augmentation soit directement un impact de l'installation du camp ne fait pas non plus de doutes pour les transporteurs, puisque le transport de voyageurs a explosé et qu'une grande partie des clients du transport dans la moughataa sont des réfugiés. De plus, les réfugiés de Mbera disposent également d'environ 80 véhicules<sup>16</sup> pour offrir ce service et ils font concurrence aux transporteurs de Bassikounou mais uniquement dans la moughataa et « le transport au niveau de la région a beaucoup augmenté pour tout le monde ». Cette concurrence des réfugiés semble aussi acceptable dans le secteur du transport de marchandises car les trajets vers Nouakchott se font sans problèmes de sécurité alors que les maliens occupent le créneau vers le Mali et que « c'est très cher, à cause de l'insécurité, ce n'est pas n'importe qui, qui accepte d'y aller et peu de voitures font le trajet ».

<sup>16</sup> La répartition des axes de transport en dehors de la moughataa entre les transporteurs locaux assurant la liaison avec Nouakchott et les transporteurs du camp assurant des liaisons vers le Mali (vers Tombouctou et Gao, et aussi vers Mopti) semble indiquer que la présence des réfugiés a donc comme effet positif de permettre de conserver des échanges commerciaux transfrontalier avec le Mali grâce à des services qui sont désormais trop chers et complexes à offrir pour les entrepreneurs mauritaniens à cause de l'insécurité.

En résumé, les réfugiés ne font de concurrence aux transporteurs mauritaniens que pour des trajets à l'intérieur de la moughataa mais cette concurrence ne gêne pas ces derniers car la demande de ce service a largement augmenté. D'autre part, sur les créneaux hors de la moughataa, les transporteurs sont spécialisés et les activités des réfugiés ont pour effet positif de maintenir les liaisons avec le Mali.

### **L'impact sur les villes**

L'ensemble des acteurs rencontrés s'accorde pour dire que l'impact de la présence et des activités des réfugiés pour la ville de Bassikounou est positif dans le sens qu'elle s'est largement développée et construite. En quelques années le nombre de constructions « en dur » a considérablement augmenté et le nombre de quincailleries pour ces constructions aussi. « Avant l'arrivée des réfugiés il n'y avait que trois maisons en béton, la Préfecture était en banco, la gendarmerie aussi, tout était en banco. La location d'une chambre avant l'arrivée des réfugiés, c'était cadeau en échange de l'électricité et de l'eau. Maintenant la location d'une chambre à Bassikounou coûte 15.000 par mois. Pour la comparaison, à Fassala en ville, une chambre se loue 3.000 par mois », disent les autorités locales et les acteurs de la coopération.

L'augmentation des loyers est symptomatique de la hausse de la demande des biens et services « non échangeables », c'est à dire qui ne peuvent être échangés loin de leur site de production. C'est un impact négatif pour la population locale dans la mesure où son accès à la location s'en trouve limité. Les boutiquiers indiquent ainsi une multiplication par trois des loyers de leurs locaux commerciaux. Mais c'est aussi le signe clair du développement économique dans ce secteur. Et aujourd'hui le niveau des loyers en ville a pour effet que construire à Bassikounou est une forme d'investissement car certaines maisons peuvent y être louées aux mêmes prix qu'en capitale.

De même que le secteur du transport témoigne de l'augmentation du niveau général des échanges, le secteur de la vente au détail connaît une forte croissance et les boutiquiers de Bassikounou lamentent la multiplication des boutiques car « avant il n'y avait pas assez de boutiques, maintenant il y en a trop et elles ont toutes les mêmes produits » disent les boutiquiers. La concurrence peut se développer parce que le commerce est en pleine expansion.

Les services de restauration se sont aussi multipliés. Les éleveurs et courtiers en bétail de Bassikounou indiquent aussi que le commerce inclut beaucoup d'échanges avec Mbera et que le cheptel a augmenté par rapport aux années passées. Enfin, l'arrivée des acteurs de la coopération internationale, ONG et agences des Nations Unies a créé de nombreux emplois, notamment dans le gardiennage de sécurité et de chauffeurs, et d'autres domaines.

La ville et la commune de Fassala ont elles aussi bénéficié du développement de la moughataa, grâce à sa connexion par la nouvelle route goudronnée à Bassikounou, et au-delà à la route de l'Espoir et par le biais également des interventions des acteurs de la coopération dont par exemple celle du CICR qui a financé et conduit les travaux de rénovation partielle du réseau d'eau potable de Fassala, améliorant ainsi l'accès à l'eau potable de 4.000 personnes.

### **Un niveau de commerce et de construction en hausse dans toute la région**

La question se posait de vérifier si les opportunités de développement créées par le camp de Mbera ne concernait que les villes et ne touchait pas les villages de la moughataa qui eux ne percevraient qu'un impact négatif en termes d'utilisation des ressources naturelles par les réfugiés.

Dans l'ensemble des villages, les personnes interrogées sur l'évolution du commerce local répondent qu'il y a plus de vendeurs et de ventes (77,5% des réponses). En termes de revenus, cela pourrait avoir un effet négatif pour les commerçants mais la majorité estime aussi que les revenus ont augmenté ou un peu augmenté (48% des réponses). Le commerce est d'ailleurs l'une des activités les plus sollicitées comme nouvelle « activité souhaitée » par les personnes interrogées.

D'autre part, en termes de développement, le nombre de constructions dans les villages est lui aussi en claire augmentation : mis à part le village de Sidre dont toutes les maisons ont été détruites par les pluies de 2018, l'ensemble des villages (81% des réponses) indique que le nombre de constructions augmente.

« Les avantages (de l'arrivée des réfugiés) sont nombreux : le commerce est devenu la deuxième activité après l'élevage, parce qu'il y a ce mouvement, cette ouverture et ces échanges, et ce pouvoir d'achat à travers ces enveloppes versées chaque mois aux réfugiés » dit un travailleur humanitaire de la région. Il semble bien que l'impact économique des réfugiés, d'une manière générale soit assez positif en ce qui concerne l'essor du commerce local et la possibilité de mobiliser les ressources pour construire des logements. De plus, cet impact économique produit apparemment des retombées, aussi bien dans la ville de Bassikounou que dans les villages accueillant des réfugiés. Cependant la pression sur les ressources naturelles est telle que cet impact positif peut être imperceptible aux hôtes dans certains contextes.

### **Les relations économiques et la concurrence de main d'œuvre**

Les réfugiés maliens venus en Mauritanie vivant hors du camp de Mbera s'installent soit dans les villages, soit, et c'est plus souvent le cas, à leur périphérie, en général pour rester avec leurs animaux. Les raisons évoquées pour avoir choisi de s'installer dans un village sont principalement la recherche de travail inexistant à Mbera.

Dans les villages, les femmes offrent des petits services ménagers, en tirant des revenus par exemple de la traite des animaux ; elles pilent le mil ou préparent des repas pour les villageois ou la cantine scolaire. Autour des villages, les jeunes réfugiés sont bergers et les propriétaires d'animaux sont les ménages les mieux nantis parmi les réfugiés. Quel que soit leur lieu de résidence, les hommes peuvent travailler comme berger ou manœuvre, et tirer des revenus de la vente de bois et de paille. Certains font du petit commerce.

« Les deux populations ont une interaction économique forte : il existe un système de troc, de cotisations, d'épargne et de petits crédits entre les deux populations et qui bénéficient aux deux. Le réfugié qui a consommé son aide alimentaire prend des crédits aux boutiquiers, ou encore les tontines des femmes peuvent inclure des femmes des deux populations » dit un spécialiste des moyens d'existence dans la région. Les réfugiés à Kindjerle par exemple citent cette possibilité d'acheter à crédit comme un exemple des bonnes relations qu'ils ont avec les villageois.

Ces relations économiques entre la population hôte et les réfugiés existent aussi au camp de Mbera, où les villageois peuvent aller au marché, comme les femmes d'Aghor qui vont s'y fournir en bois et en paille, et où les commerçants mauritaniens peuvent y ouvrir des « succursales » tenues par des réfugiés, et où ils peuvent aussi accorder des crédits à ces clients relativement solvables dans la mesure où ils reçoivent une assistance régulière.

A Sidre, les réfugiés sont les clients du petit commerce et des produits maraîchers des locaux, ils offrent leurs services ménagers, ils sont gardiens d'animaux ; ils vendent de la gomme arabique, du riz, du sucre et de l'huile. Dans les trois villages de la commune de Fassala les relations économiques sont principalement constituées par le commerce et le gardiennage des animaux.

Dans la commune de Megve, zone pastorale par excellence, les relations avec les réfugiés sont plus tendues à cause de l'utilisation des ressources naturelles et les villageois à Aghor et à Hassi Ewel Tikki disent n'avoir « pas d'échanges économiques » avec les réfugiés. Cependant à Hassi Twill, les réfugiés font le gardiennage des animaux, le commerce et les échanges ménager.

La majorité des villageois (77% des réponses) estime que le nombre d'offre de travail (informel) est en diminution, sans toutefois l'imputer à la présence des réfugiés, mais ceci reflète sans doute la concurrence qu'ils exercent dans

ce domaine. Les réfugiés ont quasiment tous dit qu'ils n'acceptaient pas de salaires inférieurs à ceux pratiqués dans la région (ce qui ne signifie d'ailleurs pas pour autant que ces salaires n'ont pas subi une baisse).

« La compétition pour l'emploi a lieu car les réfugiés ont eu sept ans pour s'intégrer dans l'économie locale, ils ont réussi à le faire, car ils sont acceptés, ils partagent la même religion, les mêmes coutumes, ils profitent d'un niveau de tolérance assez élevé » dit un acteur de la coopération.

Le véritable enjeu déterminant pour l'économie des villageois ainsi que pour la qualité des relations entre les deux populations se situe au niveau de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier celles qui sont liées au pastoralisme.

### 5.3. L'impact environnemental

« La question est de savoir jusqu'où le vase va pouvoir continuer à ne pas déborder, sans que les humanitaires n'apportent des solutions » se demande un acteur de la coopération. En effet, la dégradation des ressources, notamment en bois, est difficile à contrecarrer, car les projets de reboisement ou d'offre alternative d'accès à l'énergie sont rares, et les résultats effectifs du reboisement très compliqués à atteindre.

Les trois grands domaines d'exploitation des ressources naturelles qui posent un problème dans la moughataa de Bassikounou sont aux yeux des populations, en premier lieu l'accès à l'eau, notamment pour abreuver les animaux, l'accès aux pâturages et l'accès au bois de chauffe, utilisé notamment pour la cuisson des repas quotidiens des ménages.

Les pluies de 2018 ont été largement abondantes dans la moughataa et il subsistait encore de la paille au mois d'avril 2019 au moment de l'enquête sur le terrain. Le problème de l'alimentation du bétail a donc été soulevé pour l'achat des aliments pour bétail, mais certainement dans une moindre mesure que sa portée habituelle.

#### *L'accès à l'eau et aux pâturages*

Aux yeux des populations hôtes, l'un des impacts négatifs les plus perceptible de la présence et des activités des réfugiés, est certainement leur ponction sur les ressources en eau. Une grande partie des puits (34%) a un débit de récupération lent et tarit en fin de journée. Durant la saison sèche, vers mars, avril et mai, les trois quarts des puits tarissent et les pâturages peuvent manquer. La région était en situation de déficit structurel d'accès à l'eau avant l'arrivée des réfugiés. Dans ce contexte quand les réfugiés vont dans les points d'eau autour des villages pour eux mêmes et pour leur bétail, il y a une grande compétition. Il y a des villages qui sont des points de convergence et cela crée de grandes concentrations d'animaux, comme par exemple à Vernan. A Mbera, « il y a de l'eau tant de façon naturelle (il s'agit d'un bassin versant) qu'artificielle (pompages et châteaux d'eau construits par le HCR et ACF) donc les éleveurs de Fassala viennent abreuver leurs troupeaux et cela crée des tensions surtout dans la période de soudure » rapporte un acteur de la coopération.

Les pâturages sont moins une source de compétition car il y en a assez, surtout quand la période des pluies de l'année précédente a été bonne comme en 2018. Le problème de l'alimentation du bétail a donc été soulevé pour l'achat des aliments pour bétail, mais certainement dans une moindre mesure que sa portée habituelle.

De plus, les parcours de transhumance des réfugiés du camp sont distincts de ceux des populations hôtes car ils couvrent des distances plus courtes<sup>17</sup>. Même s'ils chevauchent certains territoires de transhumance locale, la compétition entre éleveurs pour les pâturages s'en trouve limitée. Cependant sur ces territoires pastoraux communs et dans les villages, les troupeaux doivent être abreuvés régulièrement et l'accès à l'eau pour les animaux peut créer des conflits. Un travailleur humanitaire de la région explique que « Les relations entre les populations hôtes et réfugiées tournent autour de l'utilisation des ressources naturelles, et il y a une tradition d'échange entre les deux communautés car la transhumance est traditionnelle. Dans l'organisation traditionnelle il peut y avoir de petits conflits au niveau de points d'eau car les puits ne sont pas payants mais certaines familles

<sup>17</sup> Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines, HCR, 2018, p.52 et la carte plus loin dans ce rapport.

ont « une poulie », c'est à dire un droit d'accès prioritaire au puits. Mais quand les animaux ont soif, il est difficile de leur faire respecter cet ordre ».

Lors des discussions de groupe, les villageois ont généralement indiqué avoir de bonnes relations avec les réfugiés, sauf dans quelques cas, et la raison est systématiquement liée à l'eau ou aux pâturages.

En ce qui concerne l'accès à l'eau, il n'y a pas de problèmes quand les réfugiés n'ont pas de bétail en propre, comme à Sidre et que leur consommation d'eau est exclusivement pour eux. Il n'y a pas quasiment pas de tensions non plus quand l'entretien des équipements en place requiert que les réfugiés payent leur eau, au même tarif que la population locale, ou parfois plus cher comme c'est le cas à Aghor.

Les points de tension se situent à Kleive, principalement parce que les tentes des réfugiés (pour 70 ménages environ) sont installées au milieu de la zone de pâturage et cela est cité comme un effet négatif de leur présence par les villageois. Parallèlement, les villageois ont rapporté des conflits qui ont porté sur l'eau au forage, et qui ont été réglés par les notables ou les chefs de communauté. Il existe aussi des tensions à Hassi Ehel Tikki, qui est assez proche du camp de Mbera, et qui ne dispose que d'un puits mais pas de forage.

La mise en place des comités villageois (par l'Agence des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et l'Organisation Internationale des Migrations) est perçue par les acteurs de la coopération comme un instrument utile à l'encadrement de la coexistence pacifique des deux populations et à la résolution des conflits : un spécialiste des moyens d'existence explique que « L'avantage des comités villageois c'est d'avoir mis en place des systèmes de distribution de l'eau : d'abord les chèvres, ensuite les moutons, par exemple. Ce système est informel dans certains cas, c'est le chef de village qui le supervise. Là où il y a des comités villageois, c'est leur rôle de répartir l'eau ».

Logiquement, plus les ressources et les équipements sont rares, plus les tensions sont perceptibles.

### **Une déforestation galopante**

La vente de bois est une activité fréquemment pratiquée par les réfugiés et les populations locales. Sans situation de référence de l'état des ressources avant l'arrivée des réfugiés, il n'a pas été possible de mesurer un impact concret de leurs prélèvements autour du camp et des villages environnants. Cependant il est indubitable que cet impact existe et qu'il est important.

D'une part « il suffit de voir les images aériennes autour du camp de Mbera pour constater qu'il n'y a plus rien » indique l'expert d'En Haut qui réalise l'analyse environnementale de la zone. Pour le camp la situation de référence peut être établie en 2012, à son installation, car il a fallu défricher le terrain pour pouvoir y monter les tentes des réfugiés. Cette absence d'arbres s'explique parce que le camp de Mbera est un pôle de vente de bois pour les réfugiés et également pour la population locale. Les femmes d'Aghor expliquent ainsi : « on achète du bois, de la paille et d'autre produits venant du camp de Mbera ». Le camp de réfugiés étant un pôle de consommation et de vente du bois, il est logique que ses environs aient été les premiers exploités.

La vente de bois est une activité génératrice de revenus simple à mettre en œuvre et pratiquée par les réfugiés et les hommes de la population hôte. Les hommes s'organisent pour collecter le bois et le transporter par charrette au camp de Mbera pour l'y écouler. Le maire de Fassala rapporte que le nombre de charrettes de bois qui partent chaque jour de sa commune pour Mbera est considérable, car d'après lui c'est surtout dans sa commune que le bois est disponible.

En termes d'impact, un vendeur de bois de Bassikounou explique qu'aujourd'hui la distance à parcourir pour collecter le bois depuis Bassikounou est de 70km car il n'y a plus de bois mort avant cette distance. C'est la première année qu'il doit aller si loin, l'année dernière il n'avait que 40 ou 45 km à faire. Ce vendeur ne vend qu'à Bassikounou et il vend la charrette entière entre 7.000 et 10.000 anciennes Ouguiyas, et arrive à trouver un

client entre 1 et 3 jours.

Au niveau des localités visitées l'accès au bois est soit cité comme un exemple de collaboration entre les deux populations comme à Kleive et Kindjerle, soit comme un impact négatif des réfugiés pour leurs hôtes, comme à Aghor et Hassi Ewel Tikki : « Il n'y a pas d'effets positifs de leur présence. Il n'y a plus d'herbes, plus de bois, ils ont tout ravagé ». Les alternatives au bois pour la cuisine sont principalement le charbon, et de temps en temps la bouse de vache et le gaz mais dans une très faible mesure. La diffusion de l'utilisation des bombonnes de gaz se heurte au fait que la recharge des bombonnes ne peut se faire qu'à Néma, pas même à Bassikounou.

Sans situation de référence, il n'est pas possible de mesurer l'impact au niveau local, mais les chiffres collectés en mars 2019 pourront servir de base à un calcul futur. Il faut également noter que généralement les femmes ramassent du bois à de courtes distances du village, et qu'il s'agit très souvent de Tourja et non de bois, tandis que les hommes sont ceux qui parcourent les grandes distances pour sa collecte et sa revente.

VILLAGE (Commune)	Distance à Parcourir pour collecter le bois
SIDRE (Bassikounou)	30 à 40 km
LEMGHAISS (Bassikounou)	15 km
AGHOR (Megve)	15 km
HASSI TWILL (Megve)	10 km
HASSI EWEL TIKKI (Megve)	4 km
NERE (Fassala)	20 à 50 km
KLEIVE (Fassala)	20 à 35 km
KINDJERLE (Fassala)	12 à 25 km

### **Des risques environnementaux accrus, notamment les inondations**

Les résultats préliminaires de l'analyse environnementale effectuée par En Haut, indiquent sans surprise que la forte augmentation de la population et de ses activités agro-pastorales sur le territoire, en accroissant la pression sur les ressources naturelles, notamment par la surexploitation des pâturages et des ressources en bois, augmente les risques et la dégradation irréversible du milieu.

En ce qui concerne l'eau, l'amélioration de son accessibilité forme un paradoxe. Le problème n'est en effet pas la disponibilité de la ressource, car il existe une très grande réserve souterraine dans une unique et énorme nappe phréatique. De plus, une plus grande disponibilité de l'eau permettrait d'améliorer les conditions de l'élevage et des activités agricoles. Cependant la présence de plus nombreux points d'eau aurait également un effet d'appel de plus nombreux éleveurs transhumants dans la région, qui augmenteraient d'autant plus la charge qui pèse sur les pâturages. De plus, cet accès à l'eau doit être accompagné d'infrastructures d'assainissement car avec l'accès à l'eau les risques d'insalubrité augmentent également.

Enfin, les inondations de 2018 ont eu des conséquences dramatiques en détruisant de nombreuses maisons dans les villages du bassin versant et jusque dans la ville de Bassikounou, où une boutiquière demandait la mise en place d'un programme de reconstruction de l'habitat social. C'est aussi le cas du village de Sidre, dans la Commune de Bassikounou, où plus aucune maison n'est debout et il ne subsiste du village qu'un abris provisoire. A Néré (commune de Fassala) les inondations sont aussi l'une des trois premières préoccupations des villageois interrogés. « Le meilleur obstacle contre les crues reste un environnement sain et productif », nous disent les experts d'En Haut. S'il n'y a plus que le sol, et qu'il n'y a plus ni la terre qui permet à la végétation ou aux cultures de pousser, ni les arbres, le risque et l'impact des inondations augmentent considérablement et peuvent affecter tout le bassin versant, de Fassala jusqu'à la ville de Bassikounou.

## 5.4. L'impact social

### « Ce sont nos étrangers, on partage tout ! »

D'un côté le discours, et il est certainement sincère, de l'ensemble des acteurs et des villages est de souligner cette tradition d'hospitalité et de partage des ressources liée à la transhumance, sans doute facilitée par une proximité culturelle et des modes de vie similaires des deux populations. De l'autre, cependant, les réfugiés peuvent faire l'objet d'accusations, fondées ou pas.

Le discours général est que les réfugiés sont les bienvenus dans la moughataa, et la population locale se perçoit comme des gens de paix, accueillants et solidaires : « On est contents de recevoir nos frères, ce sont nos étrangers, même langue même famille, mais il faut prendre en considération la patience des habitants ». Dans l'ensemble des villages visités, seuls les habitants d'un village font état de mauvaises relations avec les réfugiés.

Tous les autres décrivent de bonnes relations, avec des exemples d'amitiés, mais pas de mariages toutefois. A Sidre, par exemple, les femmes décrivent que les réfugiés participent aux cérémonies des locaux, ils collaborent dans le domaine du maraîchage, il n'y a jamais de conflits, ni d'effets négatifs de leur présence. A Néré, les villageois disent que les réfugiés « travaillent pour nous et on s'entraide » et à Kindjerle « il y a la paix mais pas d'effets positifs ». A Aghor, les exemples de bonnes relations sont des visites entre familles. A Hassi Twill, ils se disent solidaires des réfugiés tout en notant une série d'impacts négatifs depuis leur arrivée. A Kleive, les réfugiés expliquent que les villageois leurs donnent de l'eau quand le forage tombe en panne. Certains acteurs remarquent la grande capacité de ces deux communautés à résoudre leurs problèmes avant que les conflits ne s'aggravent.

La population réfugiée peut utiliser les structures publiques comme les écoles et les centres de santé et les réfugiés interrogés citent les mêmes centres de santé que les villageois. Il arrive néanmoins que les enfants des réfugiés ne soient pas scolarisés. De même, les populations hôtes des villages les plus proches ont accès gratuitement aux infrastructures du camp de réfugiés, notamment les infrastructures pour l'eau, les écoles du camp et les infrastructures sanitaires dont le poste de santé qui est une référence pour toute la moughataa. Toutefois le problème principal des infrastructures de la région est que très souvent elles manquent du personnel nécessaire, enseignants et personnels soignants, pour fournir les services qui y sont rattachés.

### Les vols de bétail et les feux de brousse

Les accusations fondées ou pas envers les réfugiés sont celles de voler du bétail, et de provoquer des feux de brousse et des querelles entre enfants. A Aghor par exemple, village avec un marché de bétail, les villageois ont cité comme effet négatif de la présence des réfugiés les feux de brousse, ainsi que la coupe du bois et de la paille.

A Hassi Twill, les effets négatifs de la présence des réfugiés regroupent quasiment l'ensemble des reproches qui peuvent être faits aux réfugiés : ils pèsent sur les ressources en eau et en pâturage mais aussi sur la qualité de l'herbe, car la bonne herbe a disparu. Ils sont également responsables de l'apparition de maladies qui n'étaient pas connues ainsi que de la destruction des forêts.

Les vols de bétail seraient référés à la police et le HCR à Bassikounou en serait rapidement tenu au fait alors que ce n'est pas le cas, ce qui semble relativiser ce point ou indiquerait plutôt une gestion pacifique communautaire. Il faut aussi considérer que des membres de la population hôte commet aussi des exactions et que les réfugiés ne sont pas les uniques potentiels délinquants.

### Le facteur Temps

Dans les villages hôtes il existe des comités villageois pour gérer les litiges et trouver des solutions à l'amiable.

Pour l'instant, ces mécanismes semblent fonctionner et il n'y a pas trop de conflits. Mais cela fait sept ans que les réfugiés sont là et plus le temps passe et plus le poids des réfugiés se fait sentir. Les ressources naturelles sont ponctionnées sans être remplacées et à la longue il est à craindre que les tensions croissent et que les mécanismes de gestion des conflits ne soient pas suffisants si des mesures structurelles ne sont pas prises.



## 6. Identification des besoins locaux

### *Rappel de la méthodologie*

L'identification des besoins qui suit a été réalisée principalement sur la base des discussions de groupe avec les hommes et les femmes des villages ainsi qu'avec les réfugiés installés dans et autour de ces mêmes villages quand il a été possible de les rencontrer. Ces discussions ont porté sur les activités économiques des habitants de même que sur les problèmes et solutions qui pourraient permettre de les améliorer, les conditions d'accès aux services de base tels que l'eau, et sur les besoins prioritaires pour la communauté en général. Certains des points clés des entretiens individuels ont été discutés plus en détail lors d'entretiens individuels et ont permis de corroborer les résultats ainsi obtenus.

Lorsque des informations, notamment cartographiques et sur les ressources en eau et en pâturages existaient, elles ont été exploitées pour mieux décrire les territoires et leurs logiques et compléter cette identification des besoins des communautés hôtes.

### *Les points de vue des hommes et des femmes*

Les questions dans les discussions de groupe et dans les entretiens individuels ont tâché de cerner les activités pratiquées par les hommes et les femmes, et comment ils pensent pouvoir les améliorer, mais également quelles sont les activités qu'ils souhaiteraient développer et quelles autres expériences ils avaient, notamment dans les cinq chaînes de valeur, identifiées pour la zone. Les questions ont aussi porté sur les besoins pour le village en termes d'infrastructures d'un point de vue de genre.

Cette identification des besoins pour les villages où la collecte de données a été effectuée prend donc en compte les points de vue distincts des femmes et des hommes en termes d'activités pratiquées, de souhaits, et de besoins en infrastructures pour la collectivité et ces deux éclairages sont absolument nécessaires dans la mesure où les activités des femmes et des hommes ne sont pas les mêmes et sont le plus souvent spécifiques à chaque genre.

### *L'accès à l'eau, déterminant partout pour l'élevage et l'agriculture*

De manière générale, l'élevage est évidemment l'activité principale dans la moughataa et tous se considèrent comme éleveurs, même ceux qui n'ont que peu ou pas d'animaux. Dans cette région chaude et aride, l'accès à l'eau, pour les hommes et pour le bétail est donc la première préoccupation des villageois, et souvent des réfugiés.



**Le puits traditionnel de Lemghaiss** (© Marie Labrador)

Dans cette zone on trouve en général deux types de sources d'eau : les puits traditionnels qui sont à traction humaine ou animale et dont la majorité ont de petits débits et tarissent en milieu ou en fin de journée et où il faut attendre que l'eau remonte. Puis, les forages, moins nombreux, qui sont des puits un peu plus foncés et/ou forés, et qui peuvent être équipés d'un système d'exhaure thermique ou solaire. La gestion des forages peut être confiée à un opérateur privé (et en théorie formé pour cela mais ce n'est pas toujours le cas), à l'Office National mauritanien des Services d'Eau en milieu Rural (ONSER), ou à des comités villageois, généralement en transition avant d'être remis à l'ONSER. Le problème est donc à la fois celui de la disponibilité de l'eau jugée insuffisante partout et celui de la gestion des équipements, comme par exemple à Aghor qui a bénéficié d'un projet de réhabilitation de son forage pastoral en 2018 mais dont une grande partie des équipements est gâté et non fonctionnelle. Le problème est donc aussi fréquemment celui de la gestion de l'eau et d'une maintenance des équipements défectueuse ou absente comme c'est le cas à Kindjerle, Hassi Ehel Tikki, Hassi Twill, ou Aghor.

L'analyse territoriale de la zone conduite en 2017 notait que « Tous les puits présentent un haut niveau d'utilisation par les populations, avec une utilisation prioritaire pour l'alimentation de la population et le bétail. Aucun de ces puits n'a un débit suffisant pour être utilisé pour l'agriculture. Parmi les 47 puits répertoriés :

- 16 puits présentent un taux de récupération lent et sont taris à la fin de la journée
- Les 31 restants sont secs pendant la saison sèche. »<sup>18</sup>

Il semble que l'agriculture (pluviale) soit une activité en perte de vitesse dans la région car « aujourd'hui voyager pour faire le boy ou couper du bois, sont des activités plus rentables que de se mettre dans son champs », dit un travailleur humanitaire. Les résultats de l'agriculture sont considérés comme aléatoires car les risques sont nombreux, entre le climat et ses sécheresses des dernières années, les insectes et les parasites, les pertes sont nombreuses et les rendements faibles.

L'agriculture et le maraîchage sont pratiqués dans certains villages dont les terrains le permettent. Il est important de noter que les productions maraîchères sont destinées à l'autoconsommation et au petit commerce local mais ne sont pas des « cultures de rente » offrant une source de revenus attrayante. Les raisons qui l'expliquent sont d'une part que les conditions locales n'y sont pas particulièrement favorables, car la région est chaude et aride, et que le maraîchage nécessite une certaine dose d'ombrage et beaucoup d'eau, qui est jugée à peine suffisante pour les hommes et les animaux.

Comme nous l'avons vu dans l'analyse de l'impact des réfugiés et de leurs activités sur les populations hôtes, le petit commerce, notamment de produits de base (huile, sucre, etc.) et de produits maraîchers, est une activité de plus en plus pratiquée dans tous les villages. Avec l'arrivée des réfugiés, le volume global du commerce a augmenté car il offre aussi l'avantage d'être moins contraignant que l'agriculture ou le maraîchage, en termes de temps et de risques.

### **Des spécificités territoriales**

Au total, la collecte des données qualitative pour identifier les besoins locaux a donc été menée dans 8 villages, puis trois diagnostics participatifs<sup>19</sup> ont été organisés dans les villages de Lemghaiss pour la commune de Bassikounou, Hassi Twill pour celle d'El Megve et dans un village qui n'avait pas été concerné par la première collecte, Bérétouma pour la commune de Fassala. La section qui suit a regroupé les village par commune car des logiques de territoires avec des caractéristiques et des besoins spécifiques peuvent y être décrits, même si dans l'ensemble les activités pratiquées sont très souvent similaires dans l'ensemble de la moughataa.

<sup>18</sup> Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines, HCR, 2018, p.33.

<sup>19</sup> Les Focus groups ont été menés dans 8 villages puis, un nouveau village, Bérétouma, a été ajouté pour y organiser un diagnostic participatif : ce sont donc 9 villages en tout qui ont fournis les informations de cette étude.

## 6.1 Villages de la commune de Bassikounou

### Sidre et Lemghaiss, à l'ouest de la ville de Bassikounou<sup>20</sup>



Source : BAREC Consulting

Les villages de Sidre et Lemghaiss appartiennent à un territoire qui regroupe des zones agro-pastorales et agro-sylvo-pastorales et la carte d'occupation des sols indique (en jaune) des réserves pastorales. Celle de Lemghaiss est toutefois abandonnée et il est certainement nécessaire de vérifier si les autres fonctionnent toujours ou ont été abandonnées. De plus, ce territoire correspond aussi à la zone de transhumance pour les éleveurs de Bassikounou et du Mali qui arrivent par l'ouest et le nord-est (voir la carte ci dessous).

### Cartographie participative élaborée avec les éleveurs de Bassikounou et de Mbera<sup>21</sup>



Source : BAREC Consulting

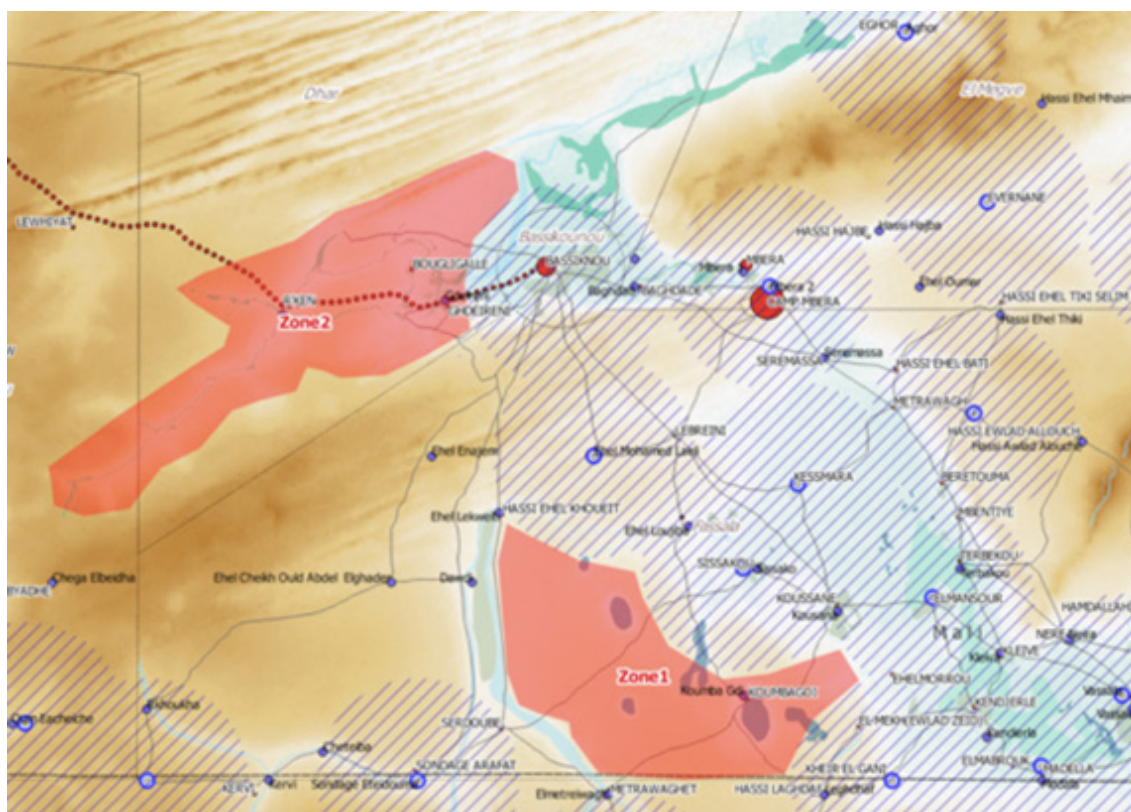
<sup>20</sup> Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines, HCR, 2018, p.42.

<sup>21</sup> Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines, HCR, 2018, p.52.

### Des aménagements pastoraux à renforcer

« Nos problèmes sont aussi ceux des autres » disent les habitants de Lemghaïss habitués à accueillir les transhumants de Bassikounou et du Mali. En effet le terroir pastoral de Sidre et Lemghaïss fait partie de l'une des deux zones de la région où la couverture des besoins en eau pour l'élevage est insuffisante (en rouge sur la carte ci-dessous) d'après l'analyse territoriale effectuée en 2018 par le HCR dans le cadre de l'identification d'opportunités économiques dans la moughataa.

#### Analyse de la couverture hydrique pour abreuver le bétail<sup>22</sup>



Source : BAREC Consulting

D'autre part, cette même analyse territoriale notait que la régénération arbustive et forestière dans la moughataa se trouvait freinée par plusieurs facteurs combinés dont la baisse des niveaux des nappes phréatiques ces dernières années dues aux faibles pluies et à l'augmentation de l'exploitation des puits. Ceci a pour conséquence de diminuer la capacité de rétention en eau des sols et donc la régénération du couvert végétal. D'après cette analyse la reconstitution des forêts doit devenir prioritaire. L'analyse environnementale en cours de réalisation par En Haut va également dans ce sens et produira des données plus fines.

Les recommandations de l'étude sur les chaînes de valeur sont d'améliorer les parcours de transhumance en créant de nouveaux points d'eau, en multipliant les réserves pastorales en renforçant les capacités de gestion des réserves déjà existantes, et en combinant le reboisement et la production fourragère. L'analyse environnementale d'En Haut recommande également de limiter les risques environnementaux par l'exploitation des sols et le reboisement.

<sup>22</sup> Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines, HCR, 2018, p.34.



**Zone sylvo-pastorale à l'ouest de Bassikounou, avec des signes évidents de surcharge et des problèmes de régénération forestière (Source : BAREC Consulting - 2017)**

#### ***L'origine des inondations de Bassikounou***

Enfin, les trois villages de R'ken, Lemghaiss et Bouglingala correspondent à des bassins versants dans lesquels l'eau s'accumule en saison des pluies et qui constituent l'origine des inondations qui arrivent dans la ville de Bassikounou. Les pluies de l'année dernière ont ainsi détruit toutes les maisons du village de Sidre, et des bâtiments de Bassikounou. Le chef du village de Lemghaiss a signalé qu'en milieu de saison des pluies, le bassin « coule comme une rivière avec un courant capable d'emporter un homme ».

Les aménagements hydrauliques des trois bassins sont donc un besoin non seulement pour les villages mais aussi pour les habitants de Bassikounou : la réhabilitation de la digue de Lemghaiss, car elle a cédé, permettrait de retenir l'eau pendant 8 mois et d'allonger à 6 mois la rétention dans les cuvettes dans lesquelles elle verse. Des digues sont aussi nécessaires à R'ken et Bouglingala.



**Le niveau d'accumulation d'eau à Lemghaiss au début du mois de juillet (© Marie Labrador)**

23 Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes

voisines, HCR, 2018, pp.44-45.

### **Une zone enclavée**

Enfin, ces villages sont situés sur une ancienne piste dégradée et se trouvent donc enclavés. En saison des pluies, l'ancienne piste est inondée et de grands détours sont nécessaires pour rejoindre Bassikounou. En termes d'accès aux services de base, Sidre comme Lemghaiss n'ont ni d'école ni poste de santé, et les plus proches sont ceux de Bassikounou, respectivement à 12 et 15 km. L'UNICEF intervient dans ces deux localités dans les domaines de la nutrition, la sensibilisation sur l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (avec les comités ATPC).

## **LEMGHAISS**

### **Informations générales sur Lemghaiss**

Le village de Lemghaiss est situé sur la même ancienne piste que Sidre, quelques kilomètres plus à l'ouest, mais est plus important que ce dernier en termes de population. Le centre de santé et l'école les plus proches sont ceux de Bassikounou et les enfants de Lemghaiss n'y vont pas. Les villageois ont tenté de recruter des professeurs pour des écoles coraniques « mais ils ne tiennent pas plus de quelques mois chez nous ».

D'après les villageois, entre 80 et 90 ménages possèdent des animaux, en moyenne entre 6 et 8 tête et l'activité d'élevage dans ce village pourrait être améliorée avec un nouveau puits et avec l'aménagement de la digue et de bassins de rétention. Le même nombre de ménages environ pratique l'agriculture et cette activité pourrait être améliorée par la dotation en outils, des clôtures et la protection des cultures contre les oiseaux, les insectes et le bétail. L'ONG SOS Désert appuie les femmes pour le maraîchage. Le puits de Lemghaiss a été réhabilité récemment mais son système d'exhaure reste traditionnel, c'est-à-dire tiré par un chameau ou par les femmes, et le village peut avoir accès à l'eau en creusant manuellement des puisards de 50cm ou 1 mètre de profondeur.



**Le périmètre maraîcher de Lemghaiss (© Marie Labrador)**

## Les besoins en infrastructures et activités à Lemghaiss

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Lemghaiss :

VILLAGE DE LEMGHAISS	
Infrastructures	Reconstruction de la digue
	Création de nouveaux points d'eau sur les parcours pastoraux
	Forage moderne pour les femmes
	Piste de désenclavement
	Clôture des terres cultivées
Activités	Multiplication des réserves pastorales
	Reboisement
	Développement de la production fourragère
	Appui à la scolarisation
	Appui à l'agriculture et au maraîchage
	Diversification des activités des femmes : couture, Boutique communautaire

Sur cette base, le diagnostic participatif à Lemghaiss a permis de préciser et de prioriser les projets nécessaires pour les villageoises et les villageois.

### Les problèmes et les projets prioritaires pour les femmes de Lemghaiss

Les villageoises ont ainsi priorisé leurs problèmes :

1. L'eau, qu'elles utilisent pour l'hygiène, la cuisine, se tire au puits avec un chameau mais plus souvent à la main par elles-mêmes : elles y consacrent un effort physique important et beaucoup de temps ;
2. Elles font du maraîchage et de l'agriculture « presque avec les mains » et manquent d'outils ;
3. Le manque de ressources et le désœuvrement les fait espérer une boutique communautaire.

Les solutions que les femmes de Lemghaiss ont identifiées pour répondre à leurs problèmes sont donc :

1. L'équipement d'un système d'exhaure solaire pour le puits traditionnel de Lemghaiss, même si l'eau en deviendrait payante ;
2. Des outils de production et des semences améliorées, pour le maraîchage et l'agriculture ;
3. Des appuis pour la diversification des activités des femmes avec l'aménagement d'un lieu où elles seront appuyées pour pratiquer les activités suivantes :
  - Le petit commerce car les produits doivent tous venir de Bassikounou ;
  - La boucherie avec une table de découpe et la revente de viande avec l'aide d'un frigo solaire ;
  - La fabrication de couscous de mil avec un moulin communautaire où l'on paye au kilo ou en unité de boîte de tomate vide pour garantir l'entretien du moulin ;

- L'équipement et la formation à la couture pour la confection de prêt-à-porter pour enfants. La boucherie a déjà existé dans le village mais son échec est dû à la vente à crédit et la confusion entre le commerce et la famille. Il est ressorti des discussions avec les consultants que pour remédier à ce type de problème une femme « entrepreneur » pourrait être accompagnée pour gérer cette activité de boucherie et que le village pourrait et que l'organisation d'une Association Villageoise d'Épargne et de Crédit pourrait aider les villageois à gérer leurs besoins d'épargne et de crédits.

### **Les problèmes et les projets prioritaires pour les hommes de Lemghaïss**

Les principaux problèmes des hommes de Lemghaïss sont :

1. Le manque d'outils pour l'agriculture, notamment les charrues ;
2. L'absence de digue pour conserver l'eau qui s'accumule en saison des pluies et va inonder les villages suivants alors qu'elle pourrait être utilisée pour l'agriculture et abreuver le bétail ;
3. Le manque de pâturages en saison sèche dans cette zone où tout le monde vient et se sert des pâturages, aussi bien les éleveurs de Bassikounou que les transhumants du Mali, ne laissant que peu de pâturages aux autochtones ;
4. L'enclavement du village qu'aucune route ne dessert.

Les projets pour répondre aux problèmes des hommes de Lemghaïss :

1. La dotation en outils pour l'agriculture : Ce sont environ 80 ménages qui ont besoin de charrues et de semences améliorées (mil, niébé, etc.) et les femmes ont besoin de haches et de dabas (un outil qui sert indifféremment pour labourer, aérer la terre, récolter, ou effectuer des coupes diverses). Le village peut aussi s'organiser pour utiliser communautairement un plus petit nombre de charrues en les faisant tourner.
2. La réhabilitation de la digue et la construction de bassins de rétention permettrait de capturer l'eau et la conserver pendant environ 8 mois, et de l'utiliser pour l'agriculture et l'élevage. Sans compter qu'elle éviterait les inondations au village voisin de Sidre et à la ville de Bassikounou.

L'exploration des difficultés, opportunités et préalables nécessaires à la mise en oeuvre de ce projet a permis de clarifier quelques points :

- D'une part le projet ne rencontrerait aucun problème d'ordre foncier car la population est autochtone et leur ancrage depuis plusieurs générations est reconnu aussi bien par les villages voisins que par les autorités de Bassikounou.
- La mise en place d'un comité de gestion pour assurer la maintenance et la gestion, notamment l'ouverture et fermeture des vannes, en coordination avec les villages en amont et en aval de la digue ne devrait pas soulever de problèmes car les relations avec eux et les tribus voisines sont très bonnes et les villageois de Lemghaïss sont conscients que l'ouvrage ne les concerne pas eux seulement. Il existe déjà un comité villageois présidé par le chef du village pour régler tous types de problèmes du village.
- La participation des villageois pourrait se situer à plusieurs niveaux : d'une part ils aimeraient saisir l'opportunité de pouvoir former quelques jeunes du village à un métier de la construction et d'autre part ils sont prêts à contribuer sous forme de temps de travail à la réfection de la digue.

Les villageois ont deux conseils pour sa mise en oeuvre :



- Avant, lorsque la digue était encore intacte, l'eau s'écoulait sur les côtés et les villages en aval pouvaient profiter de l'eau. Maintenant le dimensionnement de l'ouvrage devrait prendre en compte le fait que la quantité d'eau qui s'accumule en saison des pluies est nettement supérieure et qu'il se forme même un courant dangereux.

- Cette réhabilitation doit se faire hors saison des pluies.

3. La création d'une réserve pastorale et la réhabilitation d'une ancienne réserve, permettraient de conserver une partie du fourrage pour l'usage des villageois. La clôture de l'ancienne réserve a été défoncée par des animaux transhumants.

- Les difficultés de réussite pour les réserves pastorales résident dans la possibilité de surveiller le terrain et la maintenance des clôtures. Les villageois n'envisagent pas le système qui consiste à faire payer par tête de bétail et par heure les éleveurs transhumants qui voudraient entrer dans leur réserve mais préfèrent plutôt s'appuyer sur des cotisations annuelles des villageois pour pouvoir payer les éventuelles réparations.

- Les villageois pourraient contribuer au projet sous forme d'entretien d'une ceinture d'arbres à l'intérieur des réserves pastorales ; ils ont pensé à des dattiers du désert, qui renforceraient à terme la clôture.

4. La réhabilitation de l'ancienne piste vers Bassikounou résoudrait le problème de l'enclavement. L'option de créer une piste vers R'Ken pour y atteindre le goudron leur semble moins avantageuse car le trajet jusqu'à Bassikounou serait plus long et ils n'ont que des charrettes pour se déplacer.

- Le chef du village recommande de prendre en considération la localisation des autres villages de Sidre et Bouglingala pour que le désenclavement les concerne aussi et pour faciliter les échanges commerciaux avec eux aussi. Cette inclusion permettra aussi que la maintenance de la piste soit assurée par de plus nombreux villageois.

- L'ancienne piste peut servir de base au nouvel ouvrage, il y a 11 km jusqu'à Sidre, puis 6 km jusqu'à Bassikounou.

## SIDRE

### *Informations générales sur Sidre*

Sidre est un petit village situé à environ 10 km (12 Km selon ses habitants) à l'ouest de la ville de Bassikounou, sur l'ancienne piste qui amenait jusqu'à Lemghaïss. L'école la plus proche est celle de Bassikounou et les enfants n'y vont pas. Pour ce qui est du poste de santé, il a eu un groupe électrogène mais les villageois n'ont pas les moyens de le réparer depuis qu'il est tombé en panne. En plus du puits traditionnel, le village peut avoir accès à l'eau en creusant manuellement des puisards peu profonds. Le poste de santé le plus proche est celui de Bassikounou. En termes de population, les projections basées sur les statistiques de 2013<sup>24</sup> estimaient une population de 15 hommes et 10 femmes et l'équipe de terrain a rencontré 39 femmes et 10 hommes lors de la collecte d'information, qui habitaient sur place.

Les inondations de 2018 ont détruit toutes les maisons du petit village de Sidre, qui avec la dégradation du couvert végétal et des terres dans le bassin versant, sera de plus en plus vulnérable à ces risques. L'amélioration de leur habitat est une des préoccupations majeures des femmes du village ainsi que des réfugiés que nous avons rencontrés.

### *La situation des réfugiés à Sidre*

Les réfugiés n'ont pas d'animaux et sont bergers pour les villageois avec lesquels ils entretiennent de bonnes relations. Ils aspirent à posséder leur propre bétail et à améliorer la disponibilité de l'eau « pour être autonomes ».

<sup>24</sup>Tous les chiffres présentés dans ce chapitre sur la population dans les villages de la moughataa de Bassikounou sont tirés

des estimations obtenues par des projections sur la base du recensement de 2013.

Comme les villageois, ils aimeraient mener des activités d'élevage et de commerce. Ils ont de l'expérience dans la transformation du lait et le travail du cuir. Ils ont apporté de nouveaux savoir-faire aux villageois dans les domaines du maraîchage et de la maçonnerie. Leurs trois premières préoccupations sont, dans l'ordre, d'améliorer leur habitat, d'avoir un meilleur accès à l'eau et à l'éducation.



**Le puits traditionnel de Sidre, commune de Bassikounou (© Ecotech Consulting)**

### **Les activités et aspiration des villageoises**

Une quinzaine des femmes sur les 39 de la discussion de groupe font du maraîchage. L'autre activité des femmes est le petit commerce, certaines vendent des produits maraîchers. Avec de l'électricité elles pourraient vendre de la viande, disent-elles. Certaines ont de l'expérience en couture et teinture. Lors de l'enquête, les femmes ont déclaré qu'elles aimeraient faire du commerce (et parlent d'une deuxième boutique communautaire) ou de la couture. Par ordre de priorité, les trois premières préoccupations des femmes sont d'abord de reconstruire les maisons, puis d'avoir une pompe solaire, et enfin de constituer une deuxième boutique communautaire.

### **Les activités et aspirations des hommes**

Les principales activités des 10 hommes rencontrés sont l'élevage, la coupe du bois (à 30-40km) et l'agriculture. Une dizaine de ménages ont une quarantaine de petits ruminants en tout. L'accès à l'eau se fait par de petits puits creusés à la main car l'eau est à 50cm ou 1 mètre sous terre. Il y a des terres agricoles abandonnées et selon eux, les hommes pourraient améliorer leurs activités agricoles avec des équipements dont ils manquent et leurs pertes agricoles sont dues aux insectes et parasites. Avec de l'électricité ils pourraient vendre de la glace, de la viande et des fruits et légumes congelés. Leur expérience inclut le travail du cuivre, l'orfèvrerie et la construction. Lors des entretiens individuels, les hommes avaient aussi de l'expérience dans la collecte de gomme arabique et la construction. Leurs aspirations sont de faire de l'élevage, du commerce et de l'agriculture. Les trois premières préoccupations des hommes sont l'eau, la piste de désenclavement, l'école et le poste de santé et ils pensent que l'entretien des panneaux solaires est plus facile que celui du groupe électrogène qui est tombé en panne.

## Les besoins en infrastructures et activités à Sidre

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Sidre :

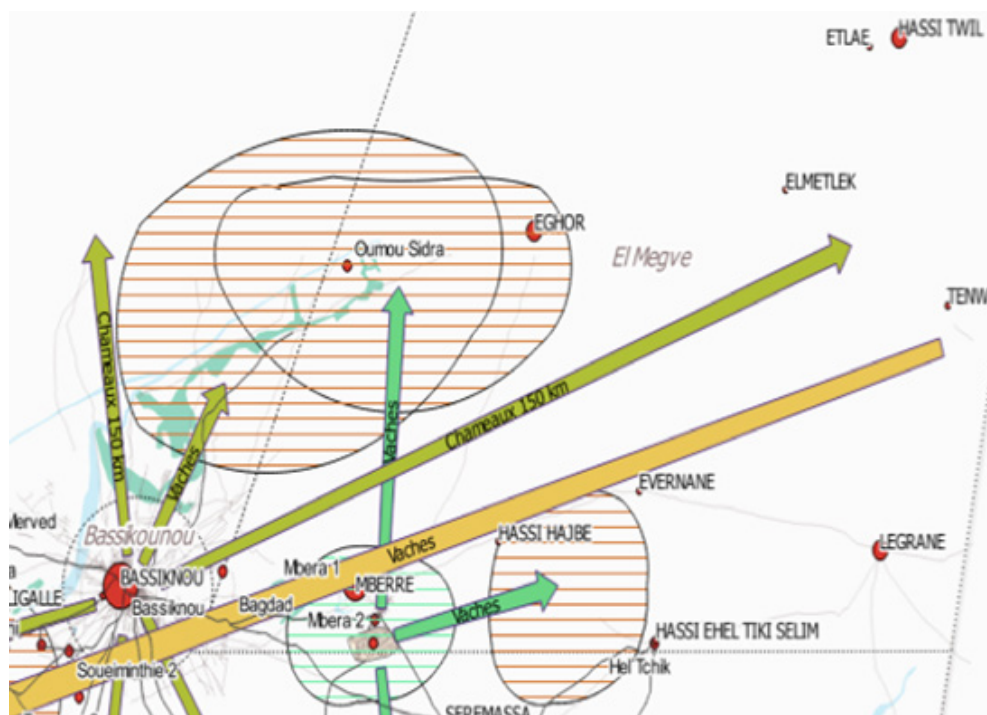
VILLAGE DE SIDRE	
Infrastructures	Forage équipé d'une pompe solaire
	Réparation de la digue
	Reconstruction des maisons
	Piste de désenclavement
Activités	Appui à la scolarisation Multiplication des réserves pastorales Appui au maraîchage Appui à l'agriculture et à la production fourragère Appui à l'artisanat : orfèvrerie, couture Reboisement

## 6.2 Villages de la commune d'El Megve

La commune d'El Megve est une zone d'élevage transhumant par excellence. En effet, elle a la particularité de concentrer trois couloirs d'entrée des transhumants en provenance du Mali qui sont les suivants :

- L'axe Tenwaghtin-Hassi Twill
- L'axe Boumediane-Lemhatra
- L'axe Legrane - Hassi Ewlad Allouch

### Les transhumances dans la commune d'El Megve<sup>25</sup>



<sup>25</sup> Synthèse de la cartographie participative élaborée avec les éleveurs de Bassikounou et du camp de Mbera (2018) dans l'Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines, HCR, 2018, p.52.

Source : BAREC consulting

Les villages d'Aghor (ou Eghor sur la carte) et Hassi Twill sont localisés dans la même zone, au nord-est de Bassikounou et du camp de Mbera, qui est une zone agro-sylvo-pastorale d'après la carte d'occupation des sols. Pour accéder à ces deux villages il n'y a ni route ni piste mais seulement des « traces » de voitures et beaucoup de zones inondées où l'on s'embourbe en saison des pluies.

Le village de Hassi Ehel Tikki est situé dans une zone agro-pastorale à l'est et relativement proche de Mbera, et les troupeaux de vaches du camp de Mbera profitent de ses pâturages en période sèche. Ce village est situé dans un autre couloir d'entrée des réfugiés, qui passe par Legrane vers Hassi Ewlad Allouch.

Aghor est un marché de bétail important de la zone et les villages sélectionnés sont en lien avec ces couloirs pour la transhumance des vaches des éleveurs maliens qui arrivent par le nord-est (représenté par la flèche jaune sur la carte). Cela explique le grand nombre de réfugiés transhumants dans les trois localités.

## HASSI TWILL

### *Informations générales sur Hassi Twill*

En termes d'infrastructures, Hassi Twill dispose d'un forage et d'un réseau d'adduction d'eau potable mais les villageois signalent que son débit est trop faible et que sa maintenance manque de suivi de la part de l'entrepreneur en charge. Il y existe aussi un puits qui tarit en saison sèche, une école et d'un poste de santé sans infrastructure ni clôture. Malgré sa situation enclavée le village dispose de boutiques et semble par endroits, presque nanti.

L'UNICEF intervient à Hassi Twill dans le domaine de la santé, la nutrition et l'éducation. Le PNUD appuie une boutique communautaire, un moulin et des ateliers de soudure et vulcanisation. La LWF aide les femmes dans leurs activités de maraîchage.



Une concession à Hassi Twill (© Marie Labrador)

### *Les relations avec les réfugiés*

Les villageois indiquent avoir des relations d'amitié avec les réfugiés mais les mariages entre les deux populations sont très rares et la collaboration entre les deux populations existe mais seulement dans le domaine de l'élevage. Il n'y a en général pas de conflits, mais parfois une mauvaise entente à cause du manque de pâturage et d'eau et

ces conflits sont résolus par les notables du village. Finalement les villageois ne voient pas d'effets positifs de la présence des réfugiés parce que « les sources étaient déjà programmées pour les locaux, ils font plus de pression sur le pâturage qui était déjà limité, il y a des feux de brousse et l'apparition de maladies qui n'étaient pas connues, la disparition des types d'herbes de bonne qualité et la destruction des forêts » rapportent-ils. Cependant les femmes du village font du commerce avec les réfugiés et n'ont pas de plaintes à leur égard. Les relations semblent donc assez bonnes dans ce village mais l'utilisation et le partage des ressources naturelles créent des tensions.

### **Les activités et aspirations des hommes**

Les hommes de Hassi Twill ne pratiquent pas l'agriculture et disent que la terre n'y est pas propice, « même l'herbe qui pousse est de mauvaise qualité » et que la nature des villageois est d'être éleveur. Comme nous l'avons indiqué plus haut, Hassi Twill constitue une étape sur un des couloirs de transhumance avec le Mali et l'élevage y est l'activité principale.

Tous les ménages ont des animaux et en tout, les hommes ont estimé que le cheptel de Hassi Twill est composé d'environ 4.000 vaches, 10.000 moutons et 2.000 chèvres. Un « bénévole » a pris l'initiative il y a six ans de créer un puits pour abreuver les animaux. Le manque de pâturage, comme ce fut le cas en 2018, peut causer la mort de nombreux veaux que l'achat de rakal en provenance du Mali ne parvient pas à compenser. Les villageois estiment que leurs activités d'élevage pourraient être améliorées en augmentant le nombre et la capacité des châteaux d'eau, et avec « une étude générale sur l'élevage pour nous permettre d'améliorer le secteur, avec l'expérience dans le reste du monde, et pour identifier les maladies qui se propagent en tuant un nombre considérable d'animaux ». Les villageois souhaitent aussi étudier « la perturbation de la terre », et planter des arbres.

### **Les activités et aspirations des femmes**

Les femmes ont indiqué que leur principale activité est le petit commerce. Entre 15 et 20 femmes font du maraîchage et vendent leurs produits dans le village même et la LWF les appuie pour la clôture du périmètre. Les femmes demandent le renforcement du poste de santé avec une maternité, l'accès au réseau de communication et une boutique communautaire ainsi que des appuis pour la transformation du lait et la production de fromage. Entre 60 et 70 femmes ont de l'expérience dans la couture.

### **Les besoins en infrastructures et activités à Hassi Twill**

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Hassi Twill :

<b>VILLAGE DE HASSI TWILL</b>	
<b>Infrastructures</b>	Château d'eau Des latrines Une maternité Une clôture pour le cimetière Une piste de désenclavement Des pare-feux contre les incendies de brousse Accès au réseau téléphonique
<b>Activités</b>	Appui à la maintenance de l'AEP Formation d'auxiliaires vétérinaires locaux Appui pour l'accès aux médicaments du bétail Appui pour l'accès aux aliments du bétail Reboisement Appui pour l'embouche et la vente de viande Appuis pour la production du lait et du fromage Appui à l'artisanat : couture

### **Les problèmes et les projets prioritaires pour les femmes de Hassi Twill**

Les femmes de Hassi Twill ont ainsi priorisé leurs problèmes :

1. L'absence de personnel féminin au poste de santé et la vétusté des locaux : le toit a manqué de s'effondrer sur une patiente et il n'y a ni clôture ni lit. Le poste est tenu par un infirmier auquel il est impossible de parler des problèmes gynécologiques des femmes ;
2. L'absence de réseau téléphonique, qui pose problème en particulier quand une femme accouche ou qu'il y a une urgence médicale ou qu'un enfant est perdu et qu'il faudrait contacter la gendarmerie. Il n'y a pas de piste pour arriver au village situé à 60 km au nord-est de Bassikounou et qui se trouve donc encore plus isolé du fait de l'absence de réseau téléphonique ;
3. Le manque d'enseignants et le mauvais état de l'école : il n'y a qu'un seul enseignant pour 4 classes de 4 niveaux différents et le bâtiment est dégradé, il n'y a ni eau ni clôture.

Les projets pour résoudre ces problèmes pourraient consister à :

1. Améliorer les services sanitaires en faisant venir une sage-femme, en réhabilitant le centre de santé et sa clôture et en l'équipant en matériel de base.
2. Améliorer les services éducatifs en augmentant le nombre d'enseignants et en réhabilitant l'école.

### ***Les problèmes et les projets prioritaires pour les hommes de Hassi Twill***

Les principaux problèmes pour les hommes de Hassi Twill sont :

1. L'épuisement de l'eau par les transhumants ;
2. L'envahissement régulier du cimetière par les animaux ;
3. La diminution des revenus de l'élevage et les maladies du bétail
4. La petite taille du poste de santé, qui laisse des malades attendre au soleil.

Les projets qui pourraient résoudre ces problèmes ont été définis ainsi :

1. Augmenter la capacité de réserve d'eau du village en construisant un nouveau château d'eau ;
2. Construire une clôture au cimetière ;
3. Appuyer les éleveurs pour faire de la production laitière avec une partie de leur cheptel et en mettant en place une mini-laiterie ;
  - Les villageois ont considéré que des relations tripartites avec un commerçant d'aliments pour bétail et une mini-laiterie serait un mode de fonctionnement réaliste et ils se sont dit prêts à mettre à disposition du projet un local dans le village pour la mini-laiterie.
4. Renforcer les services vétérinaires en formant des auxiliaires vétérinaires parmi les éleveurs afin de détecter les maladies du bétail et en mettant en place une pharmacie vétérinaire commerciale pour rendre les médicaments disponibles sur place.

**AGHOR**

### **Informations générales sur Aghor**

Le marché d'Aghor qui se tient tous les jeudis fait partie des six marchés hebdomadaires les plus importants de la région. Il y existe un système d'Adduction d'Eau Potable et un puits traditionnel qui tarit en saison sèche, une école qui manque d'enseignants d'après les villageoises et un poste de santé.

Le CICR a réhabilité deux postes d'eau à Aghor en 2018. Les villageois signalent que les équipements du village pour l'eau sont constitués d'« un sondage à deux kilomètres avec un petit château d'eau, deux groupes électrogènes gâtés et deux panneaux solaires non fonctionnel et une pompe à faible débit ». La LWF appuie le maraîchage des femmes.



Réfugiée avec son pilon à mil (© Ecotech Consulting)

### **Les relations avec les réfugiés**

Une partie des réfugiés qui vit dans le village offrent leurs services aux villageois (notamment la mouture du mil, la préparation de repas et des travaux de maçonnerie) en échange des trois repas quotidiens, de quelques habits et un petit salaire mensuel. Les villageois indiquent que leurs relations sont bonnes et que les réfugiés travaillent comme bergers et dans la construction et qu'ils n'ont jamais de conflits avec eux. La collecte du bois par les réfugiés est cependant génératrice de conflits avec les services des eaux et forêts chargés de réguler cette activité. Les réfugiés disent avoir de bonnes relations avec les villageois mais leurs enfants ne sont pas scolarisés à l'école d'Aghor et ils payent l'eau plus cher que les locaux. Leurs préoccupations sont d'améliorer leur habitat (en dur ou semi dur) et leur accès à l'eau notamment parce que les puits ont 70 mètres de profondeurs et ils n'ont pas d'animaux pour tirer l'eau. Les hommes voudraient du matériel pour effectuer leurs travaux de maçonnerie.

### **Les activités et aspirations des hommes**

Les hommes sont vendeurs de bétail, commerçants, vendeurs de viande, ils pratiquent le maraîchage et l'artisanat. L'élevage pourrait être amélioré en protégeant les pâturages des incendies de brousse avec des pare-feux. Une centaine de ménages pratique l'agriculture (surtout la culture du mil) et les hommes pourraient récupérer des terres au nord-ouest du village s'ils elles étaient clôturées et protégées des animaux. Avec de l'électricité les hommes pourraient développer des activités de soudure, vulcanisation, et de vente de viande (avec des congélateurs). Le village a besoin, d'après eux, d'améliorer la gestion du forage, d'une digue (à Léjénée), d'avoir

accès à l'électricité et au réseau téléphonique.

### **Les activités et aspirations des femmes**

Les femmes pratiquent le maraîchage, le commerce, la teinture et la couture. Il existe 6 ou 8 périmètres dans chacun desquels travaillent une quinzaine de femmes pour une production autoconsommée et la LWF appuie ces activités. Les femmes d'Aghor voudraient un collège pour leurs enfants, et l'accès à l'eau et l'électricité.



Discussion de groupe avec les femmes d'Aghor (© Ecotech Consulting)

### **Les besoins en infrastructures et activité à Aghor**

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Aghor :

<b>VILLAGE DE AGHOR</b>	
<b>Infrastructures</b>	Des pare-feux contre les incendies de brousse Clôture des terres agricoles Accès à l'électricité Accès au réseau téléphonique Un collège
<b>Activités</b>	Appui à la maintenance des équipements pour l'eau. Appui pour l'embouche et la vente de viande Appui à l'agriculture (mil) Appui au maraîchage féminin Appui à l'artisanat : soudure, vulcanisation

## **HASSI EHEL TIKKI**

### **Informations générales sur Hassi Ehel Tikki**

Hassi Ehel Tikki est situé à quelques kilomètres (environ une dizaine) à l'est du camp de Mbera et à la limite de la zone que les réfugiés du camp exploitent pour le pâturage de leur bétail. Ceci, ajouté à la présence de réfugiés au sein et autour du village, contribue à créer de mauvaises relations entre les villageois et les réfugiés,



qui ne semblent pas tenir compte de l'impact positif apporté par l'accès gratuit aux structures du camp (santé, éducation, eau).

Il existe dans ce village une école dans des abris provisoires mais pas de poste de santé. Hassi Ehel Tikki dispose d'un puits traditionnel géré par la communauté et qui tarit en fin de journée. Il n'y a actuellement pas de système d'adduction d'eau potable mais l'UNICEF a programmé une intervention en 2019 pour y remédier.

### **Les relations avec les réfugiés**

Les réfugiés estiment qu'une vingtaine de familles ont quelques 40 têtes de bétail. Ils travaillent comme bergers des villageois et ont accès à l'eau gratuitement, en remplissant leurs barils au moment où ils abreuvent le bétail des villageois. Ils ont accès aux services de santé du camp de Mbera et leurs enfants sont scolarisés dans le village. Ils voudraient améliorer leur accès à l'eau et leur habitat, pouvoir acheter du bétail « et être autonomes », améliorer leur alimentation et vivre en paix. De leur point de vue, il n'y a pas de conflits avec la population hôte. Cependant les villageois estiment que leurs relations avec les réfugiés ne sont pas bonnes : « il y a plus de mauvaises relations que de bonnes. Il n'y a pas de domaines de collaboration ni d'effets positifs de leur présence, les conflits ne sont pas résolus et il y a beaucoup d'impact négatif sur les pâturages et le tarissement des puits et l'épuisement du bois ».

### **Les activités et aspirations des femmes**

Les femmes rencontrées font du petit commerce. Avec de l'électricité elles pourraient vendre de la glace et de la viande. Elles pensent que leurs activités pourraient être améliorées avec une piste de désenclavement vers Fassala, et que le village a besoin d'un forage, d'une école et de latrines. Certaines ont de l'expérience dans la production de produits laitiers, la couture et le travail du cuir. Aucune mention de maraîchage n'a été faite.

### **Les activités et aspirations des hommes**

Entre 60 et 70 familles pratiquent l'élevage dont le principal problème est l'eau car le puits traditionnel tarit rapidement et il n'y a pas de chameaux pour l'exhaure. Les villageois n'ont pas non plus assez de charrettes pour transporter l'eau vers les maisons. L'accès à l'eau et aux pâturages est conflictuel avec les réfugiés. Entre 30 et 40 ménages font de l'agriculture ou du maraîchage mais il faudrait clôturer les parcelles et faciliter l'accès à l'eau. Avec de l'électricité les hommes pourraient monter des ateliers de soudure et vulcanisation. Le forage leur semble être la priorité pour le village mais ils estiment que les besoins en infrastructures tels que la construction de l'école, d'une digue au sud du village et d'un parc de vaccination sont aussi nécessaires.

### **Les infrastructures et les besoins à Hassi Ehel Tikki**

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Ehel Tikki :

<b>VILLAGE DE HASSI EHEL TIKKI</b>	
<b>Infrastructures</b>	Forage (prévu par UNICEF) Une école Une digue Un parc de vaccination Des latrines
<b>Activités</b>	Appui à l'embouche et la boucherie Appui à la production de lait et produits laitiers Appui à l'artisanat : couture et travail du cuir

### 6.3 Villages de la commune de Fassala

Pour les besoins de cette étude, la collecte de données a été effectuée dans les villages de Néré, Kleive et Kindjerle et un diagnostic participatif a été organisé à Bérétouma.

Commune de Fassala : cartographie d'aptitude du territoire

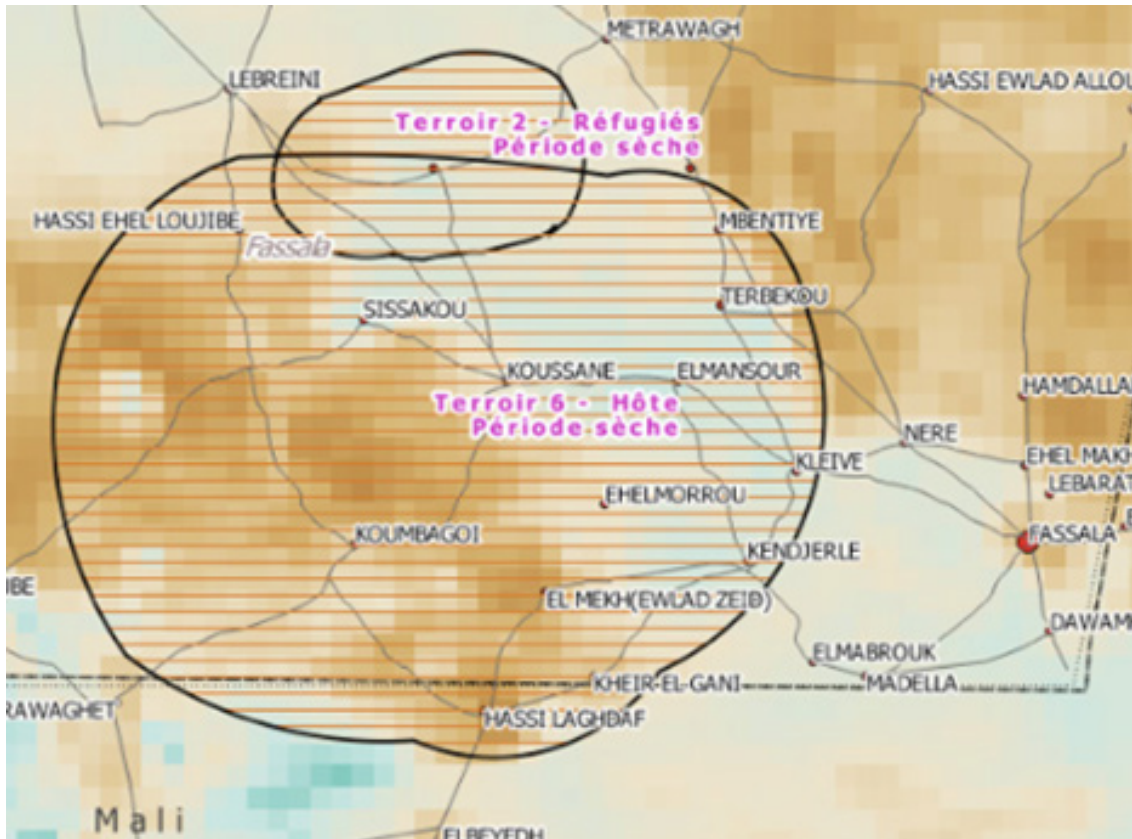


Source : BAREC Consulting

Les trois villages de Néré, Kleive et Kindjerle se trouvent au sud de la commune de Fassala autour du « lac Vonjeu » (ou Vonjou), une zone lacustre offrant à cette région un potentiel pour le maraîchage et les cultures : « Les zones lacustres, du soi-disant Lac Vonjou, ont la productivité (de biomasse) la plus élevée de la région, en raison de la présence d'humidité du sol qui permet une meilleure régénération et la conservation du couvert végétal. » Le terme « Vonjeu » désigne les terres qui sont souvent brunes en saison sèche et où pousse spontanément le riz sauvage en saison des pluies.

Kleive et Kindjerle sont situés à la limite sud-est d'un terroir pastoral de la population hôte en saison sèche, sur lequel les réfugiés viennent aussi faire paître leurs animaux dans sa partie nord. Beretouma se trouve au nord et à l'est de ce même terroir (et correspond au point rouge au-dessus de Mbenttye sur la carte ci-dessous).

### Le terroir pastoral au sud de la commune de Fassala<sup>26</sup>



Source : BAREC Consulting

## BERETOUMA

Beretouma dispose d'un système d'adduction d'eau potable et d'une école. L'UNICEF intervient dans les domaines de l'éducation de la nutrition, et accompagne un comité d'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC).

### Les relations avec les réfugiés

Les relations avec les réfugiés sont globalement qualifiées de bonnes. La communauté estime leur accorder un bon accueil et les villageois affirment avec fierté qu'ils donnent la priorité aux animaux des réfugiés lorsqu'ils viennent s'abreuver dans le village. La collaboration la plus significative aux yeux des habitants de Bérétouma est celle dans le cadre des échanges et du commerce, notamment dans les cas de vente à crédit aux réfugiés. Les réfugiés offrent aussi des services nouveaux, comme la confection de portes en fer, la fabrication de charrettes, etc. Les principales sources de conflits sont la coupe abusive de bois, la divagation des animaux et le partage du pâturage, la surexploitation de la tourja (plante locale et abondante qui peut être utilisée comme combustible) et du fourrage. Mais les villageois estiment que la présence des réfugiés leur offre l'accès aux services du centre de santé à Mbera et la disponibilité d'une grande variété de produits sur le marché de Mbera situé à quelques 13 km de Beretouma.

<sup>26</sup> Synthèse de la cartographie participative élaborée avec les éleveurs de Bassikounou et du camp de Mbera (2018) dans l'Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines, HCR, 2018, p.52.



**Des plants de Tourja utilisés comme haie** (© Marie Labrador)

### **Les activités et aspirations des femmes**

Les femmes de Beretouma pratiquent toutes le maraîchage, certaines font également de la teinture et la couture de voiles. Elles fabriquent aussi des objets artisanaux en bois ou en cuir. Elles ont géré collectivement une boucherie par le passé mais qui n'est plus en activité. Les trois problèmes les plus importants pour elles sont :

- La faiblesse de leurs productions maraîchères, car elles manquent d'eau (hors hivernage) et d'outils ;
- L'absence de poste de santé, car les plus proches sont ceux de Mbera à 13 km et Fassala à 21 km ;
- Le désœuvrement des femmes, dont la cause leur semble l'absence de système de financement des micro-projets qu'elles pourraient faire fonctionner.

Les projets pour résoudre ces problèmes pourraient consister à :

1. Octroyer des outils et former les femmes sur les itinéraires techniques afin d'améliorer la productivité des périmètres maraîchers.
2. Rechercher une subvention pour l'équipement d'un poste santé. Les villageois s'engagent à contribuer en mettant à disposition un local pour le poste de santé.
3. Financer et accompagner de petites entreprises pour diversifier les activités des femmes, par exemple avec des activités de teinture, couture, tannerie, artisanat ou boucherie.

Les problèmes et les projets prioritaires pour les hommes de Beretouma :

- La divagation des animaux dans leurs cultures ;
- Le manque de toit sur une salle de classe, de latrines et de clôture à l'école du village ;

- Le manque de productivité des activités agricoles des hommes.

Les projets qui pourraient résoudre ces problèmes ont été définis ainsi par les hommes de Beretouma :

1. Construire/réhabiliter la clôture des champs du village avec des matériaux plus résistants (grillage)
2. Construire une clôture de l'école du village et des latrines pour garçons et pour filles ;
3. Octroyer des outils de production et former les hommes sur les techniques de production afin d'améliorer le rendement de l'activité agricole.

### Les infrastructures et les besoins à Beretouma

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Beretouma :

VILLAGE DE BERETOUMA	
Infrastructures	Clôture des parcelles agricoles Réhabilitation de l'école (toit, clôture, latrines) Construction et équipement d'un poste de santé
Activités	Dotation en outils et formations agricoles Dotation en outils et formations en maraîchage Financement et accompagnement pour la diversification des activités des femmes : couture, teinture, boucherie

### KINDJERLE

Kindjerle dispose d'un système d'adduction d'eau potable et d'un puits qui tarit en fin de journée, et dont le débit de la pompe semble insuffisant. Il y a une école dans le village, mais pas de poste de santé et le poste le plus proche est celui de Fassala à 12km. L'ONG ACF intervient au village pour y installer des latrines et l'UNICEF intervient dans les secteurs de la santé, de la nutrition et de l'éducation.

#### Les relations avec les réfugiés

Les villageois estiment avoir de bonnes relations avec les réfugiés. Ils disent collaborer avec eux dans le domaine économique et pensent que leur présence a des effets positifs. Les femmes disent qu'il y a la paix avec les réfugiés mais ne voient pas d'effets positifs à leur présence, car « ils diminuent les ressources en paille et en bois ». Les réfugiés, qui estiment avoir moins de 100 têtes de bétail, travaillent comme bergers et domestiques et ne scolarisent pas leurs enfants à l'école du village. Les villageois leur « facilitent l'acquisition de certaines marchandises si on a pas l'argent ». Les réfugiés voudraient avoir des tentes faites de matériaux plus solides, améliorer leur accès à l'eau et pratiquer le maraîchage.

#### Les activités et aspirations des femmes

Les femmes rencontrées travaillent le cuir et font de la couture et un grand nombre femmes du village pratiquent le maraîchage pour en vendre les produits dans le village même. La construction d'une digue leur permettrait de développer encore cette activité. Elles pensent que l'élevage pourrait être amélioré avec un forage pour les animaux. Les femmes de Kindjerle ont de l'expérience dans l'artisanat et dans la fabrication de produits laitiers, dont le fromage. Les femmes souhaitent développer leurs activités de commerce.

#### Les activités et aspirations des hommes

Les hommes pratiquent l'élevage (presque tous ont des animaux), l'agriculture et le commerce. D'après eux l'élevage, pour être amélioré, devrait pouvoir s'appuyer sur une plus grande capacité d'exhaure de l'eau avec plus de panneaux solaires que les quatre qui existent actuellement, en étendant le réseau d'eau et en creusant plus le puits. Le village voudrait avoir son parc de vaccination et une pharmacie vétérinaire. Il y a également plusieurs

zones agricoles dans lesquelles travaillent de nombreux ménages (entre 300 et 600 d'après eux). Certaines terres pourraient être récupérées si elles étaient clôturées mais le sol manque de fertilité et il faut résoudre les problèmes de la divagation des animaux, et des attaques des oiseaux et des insectes. L'aménagement d'une digue et de la zone lacustre permettrait selon eux d'améliorer leur situation économique.

#### L'artisanat et le petit commerce des femmes de Kindjerle



© Ecotech Consulting

#### Les infrastructures et les besoins à Kindjerle

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Kindjerle :

<b>VILLAGE DE KINDJERLE</b>	
<b>Infrastructures</b>	Digue pour le maraîchage Aménagement de la zone lacustre pour développer l'agriculture Parc de vaccination Poste de santé Piste de désenclavement
<b>Activités</b>	Amélioration de l'accès à une pharmacie vétérinaire Appuyer la scolarisation des élèves de collège à Kindjerle Dotation et appui à la gestion d'un Moulin Appui au développement de l'artisanat et du commerce des femmes (couture, travail du cuir, produits locaux)

#### **KLEIVE**

Kleive dispose d'un système d'adduction d'eau potable et ses deux puits tarissent en saison sèche. Les villageois voudraient des robinets dans les maisons. Il y a une école mais pas de poste de santé, le plus proche étant celui de Fassala à 12 km. L'OIM et Oxfam interviennent pour le forage et INTERSOS a apporté des clôtures. Tandis que l'UNICEF intervient dans les domaines de l'éducation, la nutrition et l'assainissement.

### Les relations avec les réfugiés

Les villageois et villageoises estiment avoir de bonnes relations avec les réfugiés mais l'installation de leur campement leur pose un problème car ils sont au milieu de leurs pâturages. De plus ils pointent qu'il y a eu des conflits pour l'eau qui ont été résolus par les notables locaux ou les chefs de communauté. Les réfugiés vendent localement des voiles, du charbon, des peaux, et pilent le mil. Ils voudraient améliorer leur habitat et leur accès à l'eau et disposer d'un moulin à mil.

### Les activités et aspirations des femmes

Les femmes qui pratiquent le maraîchage consomment elles-mêmes leurs productions, mais elles doivent puiser l'eau à 1 km de leurs périmètres et la porter jusque là. Avec de l'électricité elles pourraient développer des activités de boulangerie, soudure et épicerie et aussi améliorer leurs activités de vente de viande en limitant leurs pertes de viande actuellement importantes. Elles ont de l'expérience dans l'artisanat et la transformation des produits laitiers.

### Les activités et aspirations des hommes

Les hommes pratiquent l'élevage et ils pensent avoir tous des animaux, environ une quinzaine par ménage. Le campement des réfugiés pose un problème à leur activité d'élevage car il est au milieu de leur zone de pâturage. Les villageois font aussi du commerce et de l'agriculture sur une zone de cinq hectares où sont aménagées des parcelles individuelles. Ils ont de grosses pertes agricoles à cause des insectes.

### Les infrastructures et les besoins à Kleive

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Kleive :

VILLAGE DE KLEIVE	
Infrastructures	Un parc de vaccination Une digue Construire des salles de classe (il y en a deux pour 6 niveaux) Construire un poste de santé Une piste de désenclavement
Activités	Des clôtures et des conseils agricoles pour les cultivateurs Un moulin Appui à l'artisanat : couture et travail du cuir Appui à la vente de viande Appui au maraîchage



Village de Kleive (© Ecotech Consulting)

## NERE

Il existe à Néré un forage et un puits qui tarit en fin de journée et les villageois souhaiteraient des panneaux solaires au lieu de payer des factures et des robinets dans les maisons. Il y a une école, qui manque de personnel selon les villageois, et il n'y a pas de poste de santé. L'OIM a planté une gomméraie d'acacias il y a quelques mois à Néré. L'UNICEF intervient à Néré dans les domaines de la nutrition, l'éducation et l'assainissement.

### *Les relations avec les réfugiés*

Les villageois disent que les réfugiés travaillent pour eux et qu'ils s'entre-aident. Il y a des relations d'amitié mais pas de mariage entre les deux groupes. Les villageoises indiquent que les réfugiés participent aux cérémonies des locaux et qu'ils sont clients de leurs boutiques. Cependant les villageoises notent aussi qu'« il n'y a plus de paille à cause des animaux des réfugiés mais il n'y a pas de problèmes ». Les réfugiés ont pour premières préoccupations d'améliorer leur alimentation et celle de leur bétail et souhaiteraient pouvoir disposer de fonds pour acheter et vendre du bétail. L'accès aux services de santé est aussi une de leurs inquiétudes.

### *Les activités et aspirations des femmes*

Les femmes font du maraîchage, de la couture et de la teinture. Avec de l'électricité les villageoises voudraient conserver la viande et vendre des produits frais dans des congélateurs et ouvrir un cyber.

### *Les activités et aspirations des hommes*

Les villageois ont des animaux qu'ils estiment eux-mêmes à 250 chèvres et 160 vaches en tout. Il y a deux zones agricoles autour du village que toutes les familles du village exploitent en saison des pluies, mais elles manquent de clôtures et ils n'utilisent pas d'engrais. Il y a également une zone de maraîchage mais pour laquelle il faut transporter l'eau. Les villageois, s'ils avaient l'électricité, pourraient ouvrir des ateliers de soudure et de mécanique ainsi que vendre de la glace.

### **Les infrastructures et les besoins à Néré**

Les besoins suivants ont été identifiés par la communauté hôte de Néré :

<b>VILLAGE DE NERE</b>	
<b>Infrastructures</b>	Equiper le forage de panneaux solaires Equiper d'un réseau d'adduction d'eau dans les maisons Installer des latrines Installer l'électricité Réhabiliter la digue Réhabiliter l'école Améliorer la clôture des acacias
<b>Activités</b>	Assurer la continuité du personnel enseignant de l'école Appuyer le commerce de viande Appuyer la création d'ateliers de soudure et de mécanique Appuyer les teinturières



## 6.4 Résumé des projets sollicités par communes et par village

### A. COMMUNE DE BASSIKOUNOU

#### LEMGHAISS

1. Dotation en outils et semences pour l'agriculture et le maraîchage des femmes et des hommes de Lemghaiss.
2. Réparation ou construction des trois digues de Rken, Lemghaiss et Bouglingala.
3. Création de réserves pastorales et accompagnement de leurs comités de gestion dans le territoire pastoral autour de Lemghaiss.
4. Réhabilitation de l'ancienne piste de Bouglingala à Lemghaiss.
5. Equipements solaires et accompagnement de son comité de gestion du puits de Lemghaiss.
6. Appuyer la diversification des activités des femmes : moulin, couture, petit commerce, à Lemghaiss.
7. Equiper et accompagner les femmes pour des activités de boucherie à Lemghaiss.
8. Aménagement de nouveaux points d'eau pour les transhumants dans le territoire pastoral autour de Lemghaiss.
9. Appui à la production fourragère et accompagnement à sa commercialisation auprès des producteurs de lait à Lemghaiss (Hors Diagnostic).
10. Appui à la scolarisation des élèves de Lemghaiss et Sidre.

#### SIDRE

1. Améliorer l'accès à l'eau en formant et organisant la maintenance du groupe électrogène ou avec un forage solaire à Sidre.
2. Réhabiliter l'ancienne piste pour désenclaver Sidre.
3. Réhabilitation de la digue
4. Reconstruction des maisons de Sidre.
5. Appuyer la diversification des activités des femmes : vente de viande, couture, petit commerce, à Sidre.

### B. COMMUNE D'EL MEGVE

#### HASSI TWILL

1. Réhabilitation et agrandissement du poste de santé de Hassi Twill.
2. Rénovation de l'école de Hassi Twill.
3. Augmenter la capacité de réserve d'eau en construisant un nouveau château d'eau à Hassi Twill.
4. Construire une clôture au cimetière de Hassi Twill.
5. Appuyer les éleveurs pour faire de la production laitière avec une partie de leur cheptel et en mettant en place une mini-laiterie à Hassi Twill.
6. Améliorer l'accès aux services vétérinaires et appuyer la création d'une pharmacie vétérinaire.

#### AGHOR

1. Appuyer l'organisation, la formation et la gestion de la maintenance des équipements pour l'eau à Aghor ;
2. Réaliser des pare feux dans la zone d'Aghor.
3. Clôturer les terres agricoles d'Aghor.
4. Construire une digue à Léjenée, près d'Aghor.

5. Créer un accès à l'énergie pour des ateliers de soudure et vulcanisation à Aghor.
6. Equiper et accompagner des boucheries à Aghor.
7. Appui à la production fourragère et accompagnement à sa commercialisation auprès des producteurs de lait (Hors Diagnostic) à Aghor.

### HASSI EHEL TIKKI

1. Construction en dur de l'école de Hassi Ehel Tikki, actuellement sous abris provisoires.
2. Dotation en charrettes pour le transport de l'eau à Hassi Ehel Tikki.
3. Clôturer les terres agricoles de Hassi Ehel Tikki.
4. Construction d'une digue au Sud du village de Hassi Ehel Tikki.
5. Appui à la production fourragère et accompagnement à sa commercialisation auprès des producteurs de lait à Hassi Ehel Tikki (Hors Diagnostic).
6. Construction d'un parc de vaccination à Hassi Ehel Tikki.
7. Créer un accès à l'énergie pour des ateliers de soudure et vulcanisation à Hassi Ehel Tikki.
8. Equiper et accompagner des boucheries à Hassi Ehel Tikki.
9. Construction d'une piste de désenclavement de Hassi Ehel Tikki vers Fassala

## C. COMMUNE DE FASSALA

### BERETOUMA

1. Clôturer les parcelles et fournir des formations agricoles pour améliorer les rendements à Beretouma.
2. Construction et équipement d'un poste de santé à Beretouma.
3. Réhabilitation de l'école et en particulier de son toit, construction de sa clôture et de ses latrines à Beretouma.
4. Distribuer des outils et semences, et former sur les itinéraires techniques du maraîchage les femmes Beretouma.
5. Financement et accompagnement pour la diversification des activités des femmes : couture, teinture, boucherie

### KINDJERLE

1. Clôturer les parcelles et fournir des formations agricoles pour améliorer les rendements à Kindjerle.
2. Aménagement d'une digue et appui pour améliorer les rendements du maraîchage des femmes à Kindjerle
3. Améliorer les services vétérinaires avec l'organisation d'une pharmacie vétérinaire à Kindjerle.
4. Equiper d'un parc de vaccination le village de Kindjerle.
5. Appui au développement de l'artisanat et du commerce des femmes (couture, travail du cuir, produits locaux) à Kindjerle.
6. Dotation et appui à la gestion d'un Moulin à Kindjerle.
7. Construire un poste de santé à Kindjerle.
8. Construire une piste de désenclavement de Kindjerle.
9. Appuyer la scolarisation des élèves de collège à Kindjerle.

### KLEIVE

1. Equiper d'un parc de vaccination le village de Kleive.
2. Construire une digue et des clôtures pour améliorer l'agriculture (5ha) à Kleive.
3. Fournir des conseils agricoles aux cultivateurs de Kleive.
4. Construire des salles de classes pour 4 niveaux supplémentaires et assurer la continuité de la présence des

enseignants à Kleive.

5. Dotation et appui à la gestion d'un Moulin à Kleive.

6. Améliorer l'accès à l'eau pour le maraîchage (à 1km) à Kleive.

7. Financement et accompagnement pour la diversification des activités des femmes : couture, boucherie, petit commerce, travail du cuir.

8. Construire une piste de désenclavement de Kleive.

9. Construire un poste de santé à Kleive.

#### NERE

1. Assurer la continuité du personnel enseignant de l'école de Néré.

2. Construire un poste de santé à Néré.

3. Clôturer les zones agricoles de Néré et fournir des conseils pour améliorer les rendements.

4. Réhabiliter la digue de Néré.

5. Améliorer l'accès à l'eau pour le maraîchage de Néré.

6. Créer un accès à l'énergie pour des ateliers de soudure et vulcanisation, et la vente de glace à Néré.

7. Construire des latrines à Néré.

8. Financer et accompagner la diversification des activités des femmes : couture, boucherie, petit commerce, teinture.

## 7. Les pistes d'intervention

Après avoir vu le détail des activités et des besoins des populations hôtes à l'échelle de chacun des neuf villages enquêtés plus en détail, une série de propositions d'interventions a été élaborée, qui inclut les sollicitations des populations hôtes mais aussi quelques activités qui permettraient d'aller au-delà des activités de moyens de subsistance actuels mais n'émanent pas des villageois et villageoises.

C'est donc sur la base de l'analyse de l'impact des réfugiés pour les populations hôtes, des diagnostics participatifs dans les 9 villages enquêtés et sur les interventions des acteurs de la coopération que les pistes d'intervention qui suivent ont été construites. Une cartographie des acteurs et de leurs projets a aussi été constituée et prise en compte, d'une part pour éviter le risque d'interventions répétées, et d'autre part pour tenter de combler les besoins auxquels aucune réponse n'était apportée. A notre connaissance, aucune des interventions recommandées ici n'est déjà programmée par les acteurs rencontrés.

### 7.1 Proposition d'interventions prioritaires

Ce plan d'action propose 18 pistes d'interventions pour permettre au HCR et à ses partenaires de sélectionner les plus pertinentes selon leurs stratégies et priorités. Ces propositions d'interventions peuvent être modulées en projets plus importants en termes de nombre de bénéficiaires et villages d'interventions, ou en projets plus modestes pour s'adapter aux financements disponibles.

Ces propositions sont basées sur les besoins identifiés lors de la collecte d'information et les diagnostics participatifs ; elles incluent également des pistes d'action qui n'ont pas été sollicitées directement lors des diagnostics mais qui sont cohérentes avec les données sur le territoire, le potentiel des chaînes de valeur et l'analyse d'impact des réfugiés sur les populations hôtes.

Les propositions d'interventions ci-dessous n'ont pas intégré l'accès aux services d'éducation et de santé, d'une part parce que l'UNICEF est en train d'élaborer un diagnostic précis et exhaustif des écoles et de leurs ressources dans la moughataa, et que le projet INAYA de la Banque Mondiale doit en principe prendre en compte les structures sanitaires de la moughataa grâce au financement de l'IDA 18 Sous-Guichet pour les réfugiés et les populations hôtes. D'autre part ces investissements doivent être concertés avec les services gouvernementaux compétents afin d'y assurer le déploiement et la présence de personnel et de garantir leur utilisation.

Bien que les propositions soient limitées aux neuf villages étudiés, celles-ci ont la propension à répondre à des besoins similaires dans d'autres villages de la région.

Enfin, l'analyse qui a été menée tout au long de cette étude a pris soin d'être sensible au genre, par conséquent des interventions spécifiques sont proposées pour répondre aux besoins et aspirations des femmes tout en faisant des propositions qui permettent d'aller au-delà des limitations de genre traditionnelles.

#### **L'environnement comme priorité<sup>27</sup>**

L'analyse de l'impact des réfugiés et de leurs activités sur les populations hôtes a montré que les impacts sont surtout négatifs quand ils concernent les ressources naturelles, et en particulier le bois, l'eau et les pâturages. La protection de l'environnement est donc un axe stratégique pour la résilience des populations hôtes, même si peu d'activités spécifiques ont été sollicitées par les populations. La récente analyse environnementale d'En Haut / MS Environnement et Territoires pour le BIT, recommande néanmoins de faire la promotion du reboisement mais aussi de l'exploitation des terres et donc des activités agricoles et maraîchères qui limitent l'érosion et la dégradation des sols.

<sup>27</sup> Etude environnementale de base sur le territoire du camp de M'bera et des villages environnants, Cartographie des enjeux environnementaux et orientations stratégiques. Une étude réalisée par MS Environnement et Territoires dans le cadre du projet « Promouvoir un modèle d'accès aux moyens d'existence durables et de cohésion sociale à Bassikounou Moughataa », financé par le Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (BPRM) du Département d'Etat Américain et mis en oeuvre par le Bureau International du Travail (BIT) en Mauritanie- Nouakchott, Aout 2019.

**INTERVENTION N°1**

Réhabiliter et construire des digues à Lemghaïss, R'ken et Bouglingala, dans la commune de Bassikounou.

Villages impliqués : *Lemghaïss, R'ken et Bouglingala.*

Cette intervention et son coût important se justifient dans la mesure où un tel projet est une mesure de protection des biens et des personnes des villages en aval du bassin et de la ville de Bassikounou contre les inondations. Il permet à la fois d'appuyer les activités d'agriculture et d'élevage des trois villages concernés.

**INTERVENTION N°2**

Promouvoir l'agriculture et l'amélioration de ses rendements

Villages impliqués : *Lemghaïss, Aghor, Hassi Ehel Tikki, Beretouma, Kindjerle, Kleive et Néré.*

Il s'agira de réaliser les aménagements hydro-agricoles, les clôtures (assorties de reboisement), et de fournir des outils et des conseils techniques aux agriculteurs dans les villages qui l'ont sollicité.

**INTERVENTION N°3**

Promouvoir les productions fourragères

Villages impliqués : *Lemghaïss, Aghor, Hassi Ehel Tikki, Beretouma, Kindjerle, Kleive et Néré.*

Dans les mêmes villages qui bénéficieront de projets de promotion de l'agriculture, il s'agira d'organiser et d'accompagner le fonctionnement de champs école sur des variétés comme la moringa et la maralfalfa, et d'accompagner les agriculteurs pour la commercialisation de leurs récoltes notamment auprès des producteurs de lait.

**INTERVENTION N° 4**

Promouvoir le maraîchage et l'amélioration de ses rendements

Villages impliqués : *Lemghaïss, Beretouma, Kleive, Kindjerle et Néré.*

Il s'agira de fournir des outils et un accompagnement pour les itinéraires techniques. Le projet appuiera également la formation des maraîchères à la gestion d'entreprise et à la mutualisation de la commercialisation et de services agricoles. Les conditions de rentabilité de cette intervention sont détaillées en Annexe.

**INTERVENTION N°5**

Améliorer l'accès à l'eau dans les périmètres maraîchers

Villages impliqués : *Lemghaïss, Kleive, Kindjerle et Néré*

Il s'agira de fournir ou d'améliorer les équipements pour l'exhaure de l'eau à un débit qui en diminue le coût pour le maraîchage et d'organiser et former des comités à leur gestion communautaire et leur maintenance technique.

**L'appui au pastoralisme pour favoriser la cohésion sociale**

Les relations entre les réfugiés et les populations hôtes ont tendance à se dégrader principalement autour des questions du partage des pâturages et de ressources limitées, pour cette raison et du fait que le pastoralisme est l'activité principale de la région, l'appui au pastoralisme constitue un deuxième axe important pour les populations hôtes et la cohésion sociale.

**INTERVENTION N° 6**

Appuyer la création et/ou réhabilitation de réserves pastorales

Villages impliqués : *Lemghaïss, Sidre, Hassi Ehel Tikki, Bérétoouma, Kindjerle, Kleive.*

Dans le terroir à l'ouest de Bassikounou et dans les zones exploitées par les réfugiés, il s'agira de former et accompagner les comités de gestion pour mettre en place ou redynamiser des réserves pastorales. Des activités de reboisement peuvent être combinées aux clôtures des réserves pastorales.

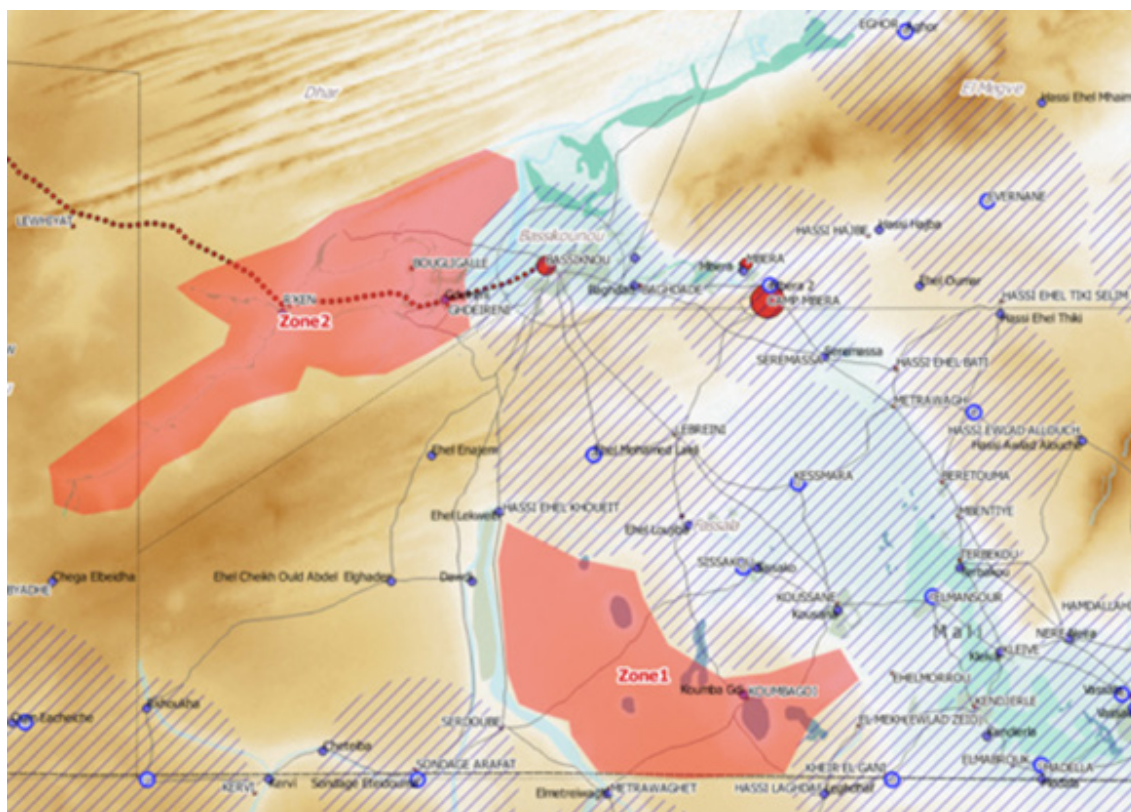
**INTERVENTION N°7**

Améliorer l'accès à l'eau pour l'élevage

Villages impliqués : *Lemghaïss, Sidre, Bouglingala, R'ken, Kindjerle, Kleive et Hassi Twill.*

Il s'agira d'aménager de nouveaux points d'eau dans les zones dont la couverture hydrique pour le bétail est insuffisante, en particulier dans la « zone 2 » (voir la carte ci-dessous) du terroir pastoral autour de Lemghaiss, et dans les villages où l'accès à l'eau pour l'élevage semble insuffisant.

### Analyse de la couverture hydrique pour abreuver le bétail<sup>28</sup>



Source : BAREC Consulting

#### INTERVENTION N°8

Protéger les zones de pâturage

Villages impliqués : *Aghor*

Il s'agira de réaliser des pare-feux dans la zone d'Aghor pour protéger les zones de pâturage et préserver les ressources ligneuses locales.

#### INTERVENTION N°9

Renforcer les services vétérinaires

Villages impliqués : *Hassi twill, Kindjerle*.

Il s'agira de former des auxiliaires vétérinaires parmi les éleveurs afin de détecter les maladies du bétail et en mettant en place une pharmacie vétérinaire pour rendre les médicaments disponibles.

#### INTERVENTION N°10

Construire des Parcs de vaccination

Villages impliqués : *Hassi Ehel Tikki, Kindjerle, Kleive*.

Il s'agira de construire des parcs de vaccination dans les villages qui l'ont sollicité.

<sup>28</sup> Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines, HCR, 2018, p.34.

### **La promotion de l'artisanat et du commerce pour profiter du potentiel de marché, avec une approche sensible au genre**

D'une part, le secteur du bétail sur pied se caractérise par un creusement des inégalités entre les éleveurs et une décapitalisation progressive des plus petits cheptels. D'autre part, les sources de revenus des femmes sont très limitées dans la moughataa de Bassikounou. Dans les deux cas la diversification des activités des hommes et des femmes constitue une réponse pertinente à la mitigation des risques de faibles rendements dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture, qui peut, de plus s'appuyer sur le potentiel de marché généré par la présence des réfugiés.

#### **INTERVENTION N°11**

Promouvoir l'accès à l'énergie solaire pour des activités productives

Villages impliqués : *Tous*

Les activités productives qui pourront être développées grâce à un accès à l'énergie solaire sont nombreuses : couture, commerce de viande, mini laiterie, moulin, atelier mécanique, soudure, vulcanisation, et il s'agira de fournir les équipements nécessaires (panneaux, onduleurs et batteries) et de former des techniciens pour leur installation et maintenance.

#### **INTERVENTION N°12**

Former de nouvelles entreprises

Villages impliqués : *Tous*

Il s'agira de former des entrepreneurs et des entrepreneuses pour promouvoir de nouvelles entreprises : mini-laiteries, ateliers artisanaux, maraîchères, producteurs fourragers et laitiers, petits commerce, etc. en gestion d'entreprise, afin notamment de garantir la pérennité des fonds de roulement, et en alphabétisation fonctionnelle. Organiser parallèlement des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) dans les villages pour faciliter la gestion des besoins en liquidité des nouveaux entrepreneurs et éviter qu'ils ne le fassent avec les caisses de leurs entreprises.

### **La diversification des activités économiques des femmes et des hommes**

#### **INTERVENTION N°13**

Mettre en place des ateliers de couture

Villages impliqués : *Lemghaïss, Sidre, Aghor, Hassi Ehel Tikki, Beretouma, Kindjerle, Kleive et Néré.*

Il s'agira d'utiliser des locaux équipés à l'énergie solaire, et de fournir aux femmes et aux hommes des formations professionnelles en coupe et couture, d'accompagner des couturières et couturiers pour la confection de prêt à porter pour enfants et des équipes commerciales pour leur écoulement. Les conditions de rentabilité de ce projet sont détaillées en Annexe.

#### **INTERVENTION N°14**

Diversifier les activités des femmes et des hommes, dans les services agro-alimentaires

Villages impliqués : *Tous*

Il s'agira de mettre en place des boucheries villageoises, des moulins communautaires, et de fournir des formations techniques, l'accompagnement requis pour un fonctionnement sain de l'entreprise et les équipements nécessaires.

#### **INTERVENTION N°15**

Mettre en place des mini-laiteries et promouvoir la production laitière

Villages impliqués : *Aghor, Hassi Twill, Bassikounou, Fassala.*

Il s'agira de fournir les équipements et les conseils techniques, de subventionner la stabulation, et d'accompagner les éleveurs et les éleveuses, les fournisseurs d'aliment du bétail et les mini-laiteries à la commercialisation de leurs productions. Les conditions de rentabilité de cette intervention sont détaillées en Annexe.

**INTERVENTION N°16**

Diversifier les activités des hommes et des femmes dans les services artisanaux

Villages impliqués : *Aghor, Hassi Ehel Tikki, Néré.*

Il s'agira de mettre en place des ateliers de mécanique, de vulcanisation et de soudure, et de fournir des formations techniques, l'accompagnement requis pour le fonctionnement sain des entreprises, et les équipements nécessaires<sup>29</sup>.

**Désenclaver**

L'effet positif de l'arrivée des réfugiés sur le niveau des échanges et du commerce dans la moughataa de Bassikounou pourrait être consolidé par le désenclavement de certains villages qui ne sont aujourd'hui accessibles que par des pistes en terre en mauvais état et qui se trouvent isolés dès que les pluies s'y accumulent. La réhabilitation ou la construction de nouvelles pistes permet également d'améliorer l'accès à d'autres services, comme par exemple les services sanitaires.

**INTERVENTION N°17**

Construire des pistes de désenclavement

Villages impliqués : *Lemghaïss, Sidre, Bouglingala, Hassi Ehel Tikki, Kindjerle.*

Il s'agira de réhabiliter l'ancienne piste de Lemghaïss à Bassikounou, en passant par Sidre et Bouglingala pour reconnecter ce territoire à Bassikounou et y favoriser l'émergence d'activités alternatives au pastoralisme, notamment le commerce de produits agricoles. La construction des pistes de désenclavement de Hassi Ehel Tikki et Néré, permettrait de connecter ces villages à Fassala avec un effet similaire.

**Améliorer l'accès à l'eau des populations**

L'accès à l'eau est une préoccupation dans tous les villages car le problème est à la fois celui de la disponibilité de l'eau jugée insuffisante partout et celui de la gestion des équipements dont la maintenance est fréquemment défectueuse.

**INTERVENTION N°18**

Améliorer l'accès à l'eau des populations

Villages impliqués : *Lemghaïss, Sidre, Aghor, Hassi Ehel Tikki, Hassi Twill, Néré.*

Il s'agira de former et d'organiser des comités de gestion des équipements rénovés ou nouveaux et de former des techniciens compétents pour leur maintenance dans chaque village d'intervention. Plus spécifiquement l'intervention pourra :

- Installer un système d'exhaure solaire pour le puits traditionnel de Lemghaïss ;
- Former et assister l'organisation du système de maintenance du groupe électrogène à Sidre, et des équipements (groupe électrogène et panneaux solaires) à Aghor.
- Doter le village de Hassi Ehel Tikki en charrettes pour le transport de l'eau.
- Augmenter la capacité de réserve d'eau du village en construisant un nouveau château d'eau à Hassi Twill.
- Remplacer par un système d'exhaure solaire (moins coûteux) le système actuel à Néré.

**7.2 Les synergies potentielles**

La cartographie des acteurs et de leurs projets, constituée dans le cadre de cette étude pour orienter les recommandations en termes de propositions d'interventions, permet de dégager également des orientations quant aux synergies possibles avec les interventions des acteurs existants et celles planifiées.

Les synergies entre les interventions proposées et les projets de la Banque Mondiale financées par l'IDA 18 Sous-Guichet pour les Réfugiés et les Populations Hôtes dans le Hodh El Chargui, sont nombreuses et appellent une coordination étroite. Ainsi, la BM va-t-elle mettre en œuvre un projet avec pour priorité la création d'adduction pour les villages autour du camp.

De même pour le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme (PRAPS) financé par la Banque Mondiale et sous la tutelle technique du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). En effet,

<sup>29</sup> A noter que le PNUD intervient à Hassi Twill pour y installer un atelier de soudure et vulcanisation.



un de ses volets est consacré à la gestion durable des infrastructures pour l'accès à l'eau à travers l'ingénierie sociale d'« animation pastorale ». Le PRAPS vise également l'amélioration de la santé animale à travers notamment les campagnes de vaccination et le renforcement des infrastructures. Le PRAPS travaille aussi à faciliter l'accès au marché (construction de marché et d'aire d'abattage à Bassikounou) et fournit les formations comme pour la réalisation des comptes d'exploitation pour mettre en place des comités de gestion de ces infrastructures. Ainsi, le PRAPS a prévu de créer une quinzaine de mini-laiteries et d'en réhabiliter une dizaine d'autres, en partenariat avec l'Association Mauritanienne pour l'Auto-Développement (AMAD). Enfin, et pour améliorer la gestion des crises pastorales, le PRAPS met en œuvre des activités de formations et de diversification des revenus. Les formations qualifiantes se font en partenariat avec l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle concernant des métiers pour le pastoralisme : électricité rurale, transformation agro-alimentaire et tannage.

De façon générale, les synergies sont nombreuses entre les interventions du Bureau International du Travail (BIT), présent sur Bassikounou depuis 2018, et certaines des interventions proposées. Le BIT apporte une réelle expertise en termes d'approche intégrée incluant le développement d'infrastructures nécessaires pour le développement local (DEL), ainsi que la maximisation du potentiel entrepreneurial à travers le développement de chaînes de valeur et d'appui aux entreprises, et la formation et insertion professionnelle de jeunes, hommes et femmes, sous forme de chantiers-école incluent déjà la réhabilitation ou la construction de pistes de désenclavement. Pour ce qui est du Programme Alimentaire Mondial (PAM), une partie de ses programmes pour améliorer la résilience des populations est orientée vers la restauration de l'environnement des localités et de création d'actifs pour les populations. De même, l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) a une longue expérience de l'appui à l'élevage, au maraîchage et à l'agriculture dans la région, et a déjà fourni à un certain nombre de localités de la moughataa de Bassikounou des équipements pour l'alimentation en eau potable consistant en forage, château d'eau, bornes fontaines et abreuvoir. Quant à l'UNICEF, ils aménagent de petits systèmes d'alimentation en eau (adduction en eau potable, points d'eau, abreuvoirs), des latrines scolaires et interviennent dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène participative à travers le programme l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) et du FEDAL (Fin de la Défécation à l'Air Libre). La FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, qui s'est récemment installée à Bassikounou, quant à elle, apporte une expérience globale des mini-laiteries depuis les années 1990 et de façon générale une expertise dans le domaine agricole nécessaire aux projets de maraîchage. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) aussi intervient à travers des activités génératrices de revenus dans les villages frontaliers de la région.

Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) fournit lui aussi des appuis pour construire des parcs de vaccination et contribuer à la campagne de vaccination, réhabiliter réseaux de distribution d'eau, forages pastoraux et points d'adduction d'eau potable en zone rurale.

Le projet DECLIC 2 de l'Agence Française de Développement (AFD) va quant à lui, mettre en place un fond d'investissement communal pour des infrastructures assorti de trois guichets (infrastructures communales ; infrastructures économiques et ressources naturelles ; co-financement des activités productives notamment en complément des infrastructures du RIMDIR).

Les synergies sont également à souligner avec les programmes de l'Union européenne, RIMRAP (Renforcement Institutionnel en Mauritanie pour la Résilience Agricole et Pastorale), RIMDIR (Renforcement des Investissements Productifs et Énergétiques en Mauritanie pour le Développement durable des zones Rurales) et RIMFIL pour appuyer les filières porteuses (démarrage prévu début 2020).

Le RIMRAP est un programme d'appui institutionnel qui vise à améliorer l'accès équitable et la gestion durable des ressources dans un contexte de changement climatique. Pour la région du Hodh El Chargui, le RIMRAP est mis en œuvre via le projet « réduction de la vulnérabilité agro-pastorale et amélioration de la résilience dans le Hodh El Chargui » à travers un consortium dont le chef de file est l'ONG Terre Solidali. Le projet fournit ainsi un appui institutionnel aux services déconcentrés du MDR et aux communes afin d'élaborer au niveau communal des plans d'action prioritaires de résilience. Suite au diagnostic territorial mené pour cette wilaya par le consortium, les communes et les délégués, les actions prioritaires menées dans la région concernent principalement la réhabilitation et réalisation d'ouvrages pastoraux et hydro-agricoles, sans oublier l'appui à la production fourragère.

Le RIMDIR qui court jusqu'en 2023, fournit des investissements productifs par la construction ou la rénovation d'infrastructures pour l'agriculture pluviale et le pastoralisme, à travers l'accompagnement des communautés rurales depuis l'identification des investissements jusqu'à leur maintenance, pour la gestion des infrastructures. Les investissements productifs prévus pour l'élevage pastoral incluent la protection ou la restauration de pâturages, l'aménagement de couloir de transhumance, des pare feux, des forages, des mares, des abattoirs et des infrastructures de marché de bétail, des parcs de vaccination, des unités de transformation et conservation du lait, des actions pour la récupération de l'eau et des sols, d'aménagement de bassins versant, des infrastructures pour le maraîchage, pour le désenclavement et des ouvrages de franchissement, par exemple pour favoriser l'accès à des zones de commercialisation, et des infrastructures de production et transformation ou de stockage pour le développement économique local. C'est l'agence belge de développement Enabel qui coordonne et met en œuvre ce projet sauf pour la partie relative à l'énergie qui est confiée à l'AFD.

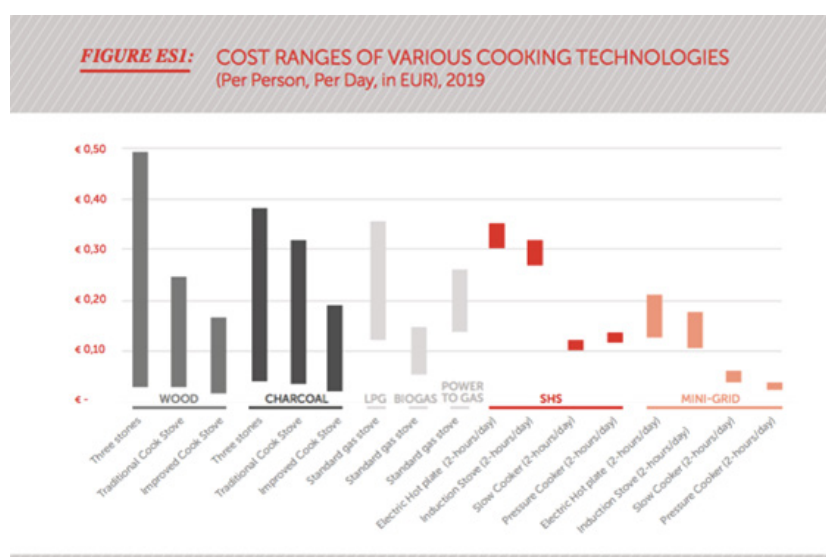
Le RIMFIL dont le démarrage est prévu pour début 2020, doit appuyer les filières agricoles et pastorales via 4 principales composantes : i) l'appui technique aux producteurs (conseil notamment), ii) l'accès aux financements, iii) le développement d'infrastructures de transformation, stockage, collecte; et iv) les politiques agricoles et le marketing des produits mauritaniens. Il se focalisera dans un premier temps sur le maraîchage et la production laitière, avec possibilité d'extension à d'autres filières.

L'expertise d'Action contre la Faim (ACF-Espagne) en termes d'aménagements et de gestion de l'eau et leurs interventions dans la moughataa constitue une autre synergie potentielle. Pour ce qui est de l'ONG italienne Cooperazione Internazionale, COOPI, nouvellement arrivée à Bassikounou, elle intervient dans la chaîne de valeur des cuirs et peaux et envisage également de promouvoir la culture d'espèces fourragères. La Fédération Luthérienne Mondiale (LWF) dans le cadre de son programme pour les moyens d'existence a appuyé les populations hôtes dans les secteurs du maraîchage, du petit commerce et de l'élevage. A noter que même si elle n'est pas présente dans la région, l'ONG française GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement) organise un centre de formation professionnel pour la conduite d'itinéraires techniques dans le maraîchage et la production fourragère. Enfin, SOS Désert, une ONG nationale présente depuis 2012 à Bassikounou, connaît bien le contexte local. Son domaine d'intervention est l'environnement au sens large : agriculture, élevage, hydraulique, et tout ce qui concerne l'environnement. SOS Désert a également appuyé le développement d'AGR dans les communautés hôtes.

### 7.3 L'épineuse question de l'énergie pour la cuisine

Les prélèvements de bois qui sont la cause de la déforestation et de la dégradation de l'environnement dans la moughataa de Bassikounou ont pour objectif de fournir aux deux populations, hôte comme réfugiée, la source d'énergie pour faire cuire les repas quotidiens.

Fourchette des coûts de diverses technologies de cuisson<sup>30</sup>



30 Beyond fire: how to achieve electric cooking, World Future Council, 2019, p.6.

(Par personne, par jour et en euros)

La solution pour sortir de l'utilisation du bois de chauffe n'est certainement ni simple ni bon marché et un tel changement est nécessairement un processus à long terme. D'un côté, la promotion du gaz a été expérimentée par SOS Désert dans la moughataa : elle a nécessité de former les usagers et se heurte au problème du rechargement des bombonnes de gaz qu'il est impossible de faire à Bassikounou et qui doit se faire à Néma. De l'autre la diffusion de foyers améliorés est une alternative efficace pour limiter les prélèvements mais ce type de projet n'extirpe pas la racine du problème, car la cuisson des repas dépend toujours des prélèvements de ressources naturelles qui ne sont pas remplacées.

Dans d'autres régions du monde le reboisement, par exemple au Tchad par le développement de l'agroforesterie, a constitué une solution aux prélèvements des populations réfugiées installées mais cette option semble peu adaptée au contexte de Bassikounou : d'une part parce qu'il y est difficile de mener avec succès des opérations de reboisement, notamment parce que l'eau est une ressource rare et convoitée pour le bétail. D'autre part, la création d'entreprises d'agroforesterie, ou d'exploitation de gommieries, exige un travail et des investissements dès maintenant mais ne promettent des résultats qu'à moyen terme alors que les populations recherchent des bénéfices le plus rapidement possible.

Enfin certaines solutions de biogaz sont peu appréciées des populations bénéficiaires car dans l'ordre hiérarchique de préférences des bénéficiaires des différents moyens de cuisson, le biogaz n'est pas toujours perçu comme une source d'énergie moderne associée à un statut social supérieur et sa production peut représenter de lourdes contraintes.

La compréhension des usages de l'énergie, de sa valeur pour les utilisateurs, des raisons pour lesquelles ces usagers souhaitent un meilleur accès à l'énergie et du prix qu'ils sont prêts à payer, est l'une des clefs de la réussite des projets de changement de fourneaux ou de carburant. La prise en compte des préférences des utilisateurs, c'est-à-dire leurs besoins et priorités en matière de cuisson, sont primordiales pour garantir l'utilisation et pour soutenir la demande sur le marché des nouveaux fourneaux ou nouveaux carburants. *« Ces priorités incluent la manière dont les consommateurs accordent de la valeur aux compromis performance / commodité / facilité d'utilisation. Par exemple, bien que les cuisiniers valorisent généralement les économies de combustible, si elles doivent être obtenues avec un fardeau supplémentaire de devoir couper du bois combustible en petits morceaux et d'alimenter en permanence le feu, ces économies peuvent ne pas constituer un compromis acceptable, par rapport à un poêle traditionnel nécessitant peu d'entretien ».*<sup>31</sup> Certains fours solaires peinent aussi à être adoptés quand ils rallongent les temps de cuisson et de préparation des repas. L'évaluation des préférences des consommateurs est donc une phase indispensable de l'introduction de nouveautés en technologies de cuisson.

En termes de coûts d'investissements les solutions d'énergies solaires ont largement diminué et des solutions durables commencent à être accessibles pour l'électrification des zones rurales à l'habitat dispersé, comme par exemple les containers qui permettent de créer des mini-réseaux villageois d'entreprises comme Power Corner au Sénégal ou Winch Energy en Mauritanie ou bien des kits solaires individuels pour des besoins réduits en puissance. L'étude « Energie pour le développement de la moughataa de Bassikounou » qui est en cours de finalisation par le BIT en Mauritanie devrait fournir des indications plus précises pour définir une stratégie qui s'attaque au problème.

31 Clean and Efficient cooking technologies and fuels, consumer preferences and stove adoption, Winrock International, USAID, Septembre 2017.

## Annexe 1: Conditions de rentabilité de certains projets d'entreprises

La pérennité des activités économiques des bénéficiaires de projet, requiert que celles-ci soient envisagées comme de véritables entreprises, capables de commercialiser leurs produits et services sur des marchés ciblés et concrets, de conserver un fond de roulement et de maintenir un équilibre financier. Cela signifie aussi que les bénéficiaires porteurs de ces projets doivent être en mesure de les gérer comme telles.

Il s'agit par exemple de faire évoluer les activités de maraîchage dont les productions sont principalement autoconsommées, vers une activité majoritairement commerciale. Ou encore, d'organiser la transition d'un élevage transhumant à une conduite d'élevage mixte incluant la production laitière et sa commercialisation. Enfin, la couture est une activité pratiquée par de nombreuses femmes dans la moughataa mais faiblement génératrice de revenus car n'ayant pas de marché ciblé. Cette partie de l'étude cherche donc à décrire des projets d'entreprises et leur fonctionnement, ainsi que les conditions de leur rentabilité.

L'exercice même du compte d'exploitation vise à l'autonomisation la plus rapide possible des bénéficiaires des projets présentés, et suppose que les fonds nécessaires aux investissements et aux fonds de roulement ne sont à distribuer qu'une seule fois et qu'un appui des bénéficiaires à la gestion d'entreprise est nécessaire dans tous les cas pour le maintien des fonds de roulement, l'amortissement des équipements et la pérennisation des activités de leurs entreprises.

Cette annexe explore à travers l'exercice de l'établissement de compte d'exploitation la rentabilité de trois projets :

- Une mini-laiterie
- Un projet de confection de prêt-à-porter pour enfants
- Un projet de maraîchage

Ces projets ont été sélectionnés plusieurs raisons :

- Ils répondent à des besoins de diversification d'activités économiques qui existent dans la grande majorité des villages de la population hôte ;
- Ils offrent la possibilité d'être mis en œuvre dans de nombreux villages et donc pour le plus grand nombre de bénéficiaires potentiels ;
- Ils sont en lien avec des chaînes de valeur porteuses dans la moughataa aussi bien pour les populations hôtes que pour les réfugiés.

D'autres projets auraient également mérité d'être étudiés en détail pour définir les conditions de leur faisabilité et rentabilité, comme par exemple le traitement des peaux brutes, la confection d'artisanat en cuir, la création et l'exploitation de gomméraires, ou encore la fabrication d'huile de dattier du désert, mais le temps imparti pour ce projet n'a pas permis de tous les traiter.

La plupart des activités économiques en Afrique de l'Ouest correspondent à des domaines réservés aux hommes ou aux femmes exclusivement. De ce fait, les projets sélectionnés ici risquent de recueillir spontanément l'adhésion des femmes pour le maraîchage et la couture car ce sont des activités qu'elles pratiquent déjà. Et les hommes se verront plus en producteur de lait ou en gérant d'une mini-laiterie. Il appartient aux projets qui mettront en œuvre ces activités d'insister sur l'inclusion possible des hommes et des femmes dans tous les types d'entreprises.

De plus les femmes se cantonnent souvent à de « petites activités » génératrices de revenus (le petit commerce par exemple) et sont souvent habituées à ne prendre que le moins de risques possibles en ce qui concerne leurs activités économiques. La mise en œuvre de ces projets devrait veiller particulièrement à la formation d'entrepreneuses et à l'organisation des femmes pour les aider à dépasser ces barrières.

## FICHE N°1 : Mini-laiterie

### A. Définition du projet :

#### 1. Nature du projet :

La mini-laiterie aura pour vocation de traiter le lait cru par un procédé thermique et de produire du lait frais pasteurisé et du lait caillé.

L'avantage de cette transformation du lait cru en lait pasteurisé est d'éliminer certains germes (la listeria notamment) et d'allonger sa durée de conservation : le lait cru ne se conserve pas plus de 48 heures (il « tourne ») alors que le lait pasteurisé, (c'est à dire chauffé entre 72° et 85°) peut se conserver jusqu'à sept jours stocké au frais.

*“Les mini-laiteries constituent un modèle qui connaît un essor remarquable dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Burkina Faso, Mali et Niger). Initiées par la FAO dans les années 1990, il s'agit de petites unités artisanales d'une capacité de production généralement de 25 à 500 L par jour qui collectent localement leur lait. Elles opèrent généralement comme des plates-formes de services aux éleveurs, notamment pour l'achat à crédit d'aliments<sup>32</sup>”*

Le principe de production est celle d'un partenariat entre trois acteurs qui sont :

- a) Les éleveurs qui produiront le lait cru ;
- b) Des commerçants en aliments pour bétail et des producteurs de fourrage qui pourront faire crédit aux éleveurs sur la base de la prévision du volume de lait livré à la mini-laiterie ; et
- c) La mini-laiterie qui aura pour vocation la transformation du lait et sa commercialisation, et qui sera chargée de prélever sur les rémunérations mensuelles des éleveurs le remboursement des crédits aux fournisseurs d'aliments et fourrages.

D'autre part, des collecteurs de lait, responsables de la collecte du lait auprès des éleveurs en vérifiant sa qualité (notamment qu'il n'y ait pas d'ajout d'eau) et de le transporter jusqu'à la mini-laiterie, seront rémunérés par la mini-laiterie en proportion des quantités livrées.

La mini-laiterie doit être située le plus près possible de son marché, c'est-à-dire dans les villages avec une population suffisamment importante pour constituer une clientèle, ou dans les villes de Bassikounou et Mbera. Les vaches laitières doivent se situer dans un rayon de collecte n'excédant pas 10km, ou en tout cas adapté aux capacités et aux temps de transport entre les lieux d'élevage et le lieu d'installation de la mini-laiterie.

Les éleveurs doivent être appuyés pour la construction d'étables et accompagnés pour fournir l'alimentation nécessaire à une bonne productivité des animaux.

#### 2. Secteur d'activité :

Transformation agro-alimentaire

#### 3. Matières premières et produits finis :

La matière principale est le lait cru. D'autres intrants sont nécessaires à la production, tel que le sucre, le ferment.

#### 4. Processus de fabrication :

Il comprend les étapes suivantes :

- Réception et contrôle du lait cru,
- Filtration,
- Pasteurisation du lait cru : chauffage pendant quinze à vingt secondes à une température comprise entre 72 et 85 °C,

<sup>32</sup> Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et la population hôte voisine, analyse des chaînes de valeur, UNHCR, 2018, p.130.

- Arôme et sucre pour le lait caillé,
- Chauffage du lait à 85°C pendant 20 minutes pour le lait caillé,
- Refroidissement (30-31 °C),
- Ensemencement – fermentation (18 –24 h) pour le lait caillé,
- Conditionnement,
- Stockage à 4-8°C.

### 5. Capacité de production :

La capacité de production de la mini-laiterie est calculée sur la base de 20 vaches dont : 10 vaches pour la production de lait pasteurisé et 10 autres vaches pour la production de lait caillé.

En saison des pluies, lorsque la production laitière de l'élevage transhumant est à son plus haut niveau parce que les intrants nécessaires (eau et fourrage) sont disponibles gratuitement, la mini-laiterie devra prendre en compte la chute du prix du lait sur le marché local : si la mini-laiterie veut utiliser le lait cru abondant et bon marché à cette période, elle devrait orienter sa production vers la fabrication de produits laitiers transformés de plus longue conservation comme le fromage.

Pour ne pas risquer de pertes au moment où le lait n'est pas commercialisable car il s'échange gratuitement, les mois d'hivernage ont été considérés comme une période d'arrêt de la production dans les calculs qui suivent, puisque seules les productions de lait caillé et lait frais sont considérées ici et le nombre de jours de travail de la mini-laiterie est donc de 252 pour une année.

#### Programme de production de la mini-laiterie (pour 252 jours de travail)

<b>PRODUIT: Lait caillé</b>	
Nombre moyen de litres de lait caillé produit par jour	32
Nombre de jours	252
Nombre moyen de litres de lait caillé produit par an	8 008
Prix de vente du litre (en MRU)	26
Total ventes annuelles en MRU (9 mois sur 12)	208 208

<b>PRODUIT: Lait pasteurisé</b>	
Nombre moyen de litres lait pasteurisé produit par jour	30
Nombre de jours	252
Nombre moyen de litres de lait pasteurisé produit par an	7 560
Prix de vente du litre (en MRU)	30
Total ventes annuelles en MRU (9 mois sur 12)	226 800

### 6. Emplois créés:

Ce projet offre 3 emplois directs : 1 gérant chargé du traitement et de la transformation du lait et deux agents qui s'occuperont à la fois de la collecte du lait cru et de la vente.

### 7. Liste des équipements :

Ce projet de mini-laiterie aura besoin d'équipements et de matériels de transformation, de conditionnement et de conservation. Les collecteurs et vendeurs utiliseront une charrette à traction asine pour le collecte du lait ainsi que la livraison des produits finis : lait cru traité et lait caillé.

DESIGNATION	Unité	Quantité	P.U.	TOTAL
<b>INVESTISSEMENTS (Equipements &amp; Petits Matériels)</b>				
<b>1. Matériel d'exploitation de la mini-laiterie</b>				
<b>Equipements</b>				
Congélateur	u	1	12 000	12 000
Réchaud à gaz complet GM	u	1	15 000	15 000
Bassine plastique	u	3	800	2 400
Seaux en inox pour la collecte de lait	u	10	1 500	15 000
Installation du système d'alimentation Solaire	u	1	32 000	32 000
Charrette à traction asine	u	2	17 500	35 000
<b>Total équipements</b>				<b>111 400</b>
<b>Petits matériels et accessoires</b>				
Table	u	2	1 500	3 000
Chaises	u	3	400	1 200
Tapis glissant	m2	20	200	4 000
Torchon	u	5	50	250
Glacières	u	10	500	5 000
Cuillères	u	5	200	1 000
Blouses	u	3	500	1 500
Batteries installation solaire	u	2	8 000	16 000
<b>Total petits matériels</b>				<b>31 950</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>				<b>143 350</b>

## B- Le Marché :

Clients cibles : Consommateurs finaux sur les marchés locaux des villages et des agglomérations les plus importantes de la moughataa.

Répartition des ventes : ce projet aura vocation d'acheter et revendre 80% de la production des éleveurs, dont la part d'autoconsommation est estimée à 20% de la production locale de lait cru. Ainsi, 50% de la production de la mini-laiterie sera destinée aux ventes dans les centres urbains et 50% aux ventes locales.

### B1- Hypothèses :

Rappel des prix des produits laitiers en boutique à Bassikounou

- ½ litre de lait rose : 30 MRU
- Sachet de lait caillé : 150 MRU
- Yaourt en pot petit : 15 MRU
- Petit Yaourt à boire : 20 MRU
- Grand Yaourt à boire : 300

Le présent projet offre le lait cru et le lait caillé à un prix concurrentiel :

- 35 MRU pour le litre de lait caillé
- 30 MRU pour le litre de cru traité

### PROGRAMME DE PRODUCTION (pour 252 jours de travail)

<b>PRODUIT: Lait caillé</b>	
Nombre moyen de litres de lait de caillé produit par jour	26
Nombre de jours	252
Nombre moyen de litres de lait caillé produit par an	6552
Prix de vente du litre (en MRU)	35
Total ventes annuelles (9 mois sur 12) en MRU	229.320

<b>PRODUIT: Lait pasteurisé</b>	
Nombre moyen de litres lait pasteurisé produit par jour	30
Nombre de jours	252
Nombre moyen de litres de lait pasteurisé produit par an	7560
Prix de vente du litre (en MRU)	30
Total ventes annuelles (9 mois sur 12) en MRU	226.800

## B2- Prévisions des ventes

### Base de calcul des ventes annuelles (pleine capacité)

#### Lait pasteurisé

	Jv	Fv	Mars	Av	Mai	Jn	Oc	Nv	Dc	Totaux en MRU
Nombre de jours	28	28	28	28	28	28	28	28	28	252
Litres par jour	30	30	30	30	30	30	30	30	30	270
Litres	840	840	840	840	840	840	840	840	840	7560
Prix de vente	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	
Total (MRU)	25 200,00	25 200,00	25 200,00	25 200,00	25 200,00	25 200,00	25 200,00	25 200,00	25 200,00	<b>226800</b>

#### Lait caillé

	Jv	Fv	Mars	Av	Mai	Jn	Oc	Nv	Dc	Totaux
Nombre de jours	28	28	28	28	28	28	28	28	28	252
Nombre de litres	26	26	26	26	26	26	26	26	26	234
Litres	728	728	728	728	728	728	728	728	728	6552
Prix de vente	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00	
Total (MRU)	25 480,00	25 480,00	25 480,00	25 480,00	25 480,00	25 480,00	25 480,00	25 480,00	25 480,00	<b>229.320</b>
<b>Prévision des ventes de la Mini-laiterie (pleine capacité) en MRU</b>										<b>456.120</b>



## C- Approvisionnement et fonds de roulement :

### C-1 : Approvisionnement :

Rubriques	unité	N°/mois	Prix unitaire (MRU)	Total Mensuel
Lait cru	l	56	28	1 568
Ferment	u	1	200	200
Sucre	kg	6	23	129
Emballage	u	1	200	200
Total mensuel des achats				2 097
Total annuel des achats				18 871

### C-2 : Base de calcul du fonds de roulement initial requis

Le fonds de roulement initial pour ce projet a été estimé sur la base de 3 mois de charges liées à l'approvisionnement en stockables et non stockables et de diverses fournitures liées à l'activité durant la première année d'exploitation de la mini-laiterie ainsi que 3 mois de salaires. Ce fonds de roulement initial est le montant, en liquidité, nécessaire pour couvrir les charges de fonctionnement en attendant que les rentrées d'argent provenant des ventes de lait supportent les dépenses de fonctionnement.

#### Fonds de roulement (3 mois achats + 3 mois salaires)

Détails	Montant (MRU)
Achats	6 290
Salaires	45 600
Fonds de roulement requis	51 890

ANNEES RUBRIQUES	1	2	3	4	5
Coefficient Production	0,8	0,9	1	1	1
I- RECETTES	364 896	410 508	456 120	456 120	456 120
	364 896	410 508	456 120	456 120	456 120
II- CHARGES VARIABLES	129 221	145 099	161 709	161 709	163 171
Approvisionnements	15 097	16 984	18 871	18 871	18 871
Entretien & Pièces rechange	2 150	2 150	2 867	2 867	4 301
Charges personnel permanent	109 440	123 120	136 800	136 800	136 800
Divers & Imprévus (2%)	2 534	2 845	3 171	3 171	3 199
III- CHARGES FIXES	39 020	39 020	22 726	22 726	22 726

Amortissements	38 255	38 255	22 280	22 280	22 280
Imprévus (2%)	765	765	446	446	446
IV-TOTAL CHARGES	168 241	184 120	184 435	184 435	185 897
V-RES. BRUT D'EXPL.	196 655	226 388	271 685	271 685	270 223
VI- IMPOTS :	39 331	45 278	54 337	54 337	54 045
Taxes	39 331	45 278	54 337	54 337	54 045
VII-RES. NET D'EX-PLOIT°	157 324	181 111	217 348	217 348	216 179

## D- Compte d'exploitation prévisionnelle :

Les charges d'approvisionnement augmenteront dans les mêmes proportions que la production, c'est-à-dire de 10% entre la 1ère et 2ème année et de 20% entre la première et la 3ème année (l'année de production à pleine capacité).

### Compte d'exploitation prévisionnelle Récapitulatif du capital initial requis Investissements et fonds de roulement initial

DESIGNATION	Unité	Quantité	P.U.	TOTAL
<b>INVESTISSEMENTS (Equipements &amp; Petits Matériels)</b>				
<b>1. MATÉRIEL D'EXPLOITATION DE LA MINI-LAITERIE</b>				
<b>Equipements</b>				
Congélateur	u	1	12 000	12 000
Réchaud à gaz complet GM	u	1	15 000	15 000
Bassine plastique	u	3	800	2 400
Seaux en inox pour la collecte de lait	u	10	1 500	15 000
Installation du système d'alimentation Solaire	u	1	32 000	32 000
Charrette à traction asine	u	2	17 500	35 000
Total équipements				111 400
<b>Petits matériels et accessoires</b>				
Table	u	2	1 500	3 000
Chaises	u	3	400	1 200
Tapis glissant	m2	20	200	4 000
Torchon	u	5	50	250
Glacières	u	10	500	5 000
Cuillères	u	5	200	1 000
Blouses	u	3	500	1 500
Batteries installation solaire	u	2	8 000	16 000
Total petits matériels				31 950
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>				<b>143 350</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT INITIAL (liquidités)</b>				51 890
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>195 240</b>

## FICHE N°1 :RECAPITULATIF SUR LE PROJET DE MINI-LAITERIE

1- DENOMINATION	Projet de création d'une mini-laiterie		
2- IMPLANTATION	Localité proche des centres urbains tels que Bassikounou et Mbera		
3- CAPITAL INITIAL REQUIS	<b>195 240 MRU</b> Dont 51 890 pour le fonds de roulement ; Et 143 350 pour les investissements et équipements.		
4- SOURCES DE FINANCEMENT	Source de financement	Montant	%âge
	Promoteurs	00 MRU	00%
	Subvention recherchée	195 240 MRU	100%
	Total	195 240 MRU	100%
5- RENTABILITE DU PROJET	Bénéfice net moyen annuel	<b>197 862 MRU</b>	
6- IMPACTS DU PROJET	Créations de trois emplois directs et amélioration du revenu des éleveurs impliqués dans le projet.		
<p><b>Nature du projet</b> La mini-laiterie aura pour vocation de traiter le lait cru par un procédé thermique et de produire du lait frais pasteurisé et du lait caillé.</p> <p>L'avantage de cette transformation du lait cru en lait pasteurisé est d'éliminer certains germes (la listeria notamment) et d'allonger sa durée de conservation : le lait cru ne se conserve pas plus de 48 heures (il « tourne ») alors que le lait pasteurisé, (c'est à dire chauffé entre 72° et 85°) peut se conserver jusqu'à sept jours stocké au frais.</p> <p>“Les mini-laiteries constituent un modèle qui connaît un essor remarquable dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Burkina Faso, Mali et Niger). Initiées par la FAO dans les années 1990, il s'agit de petites unités artisanales d'une capacité de production généralement de 25 à 500 L par jour qui collectent localement leur lait. Elles opèrent généralement comme des plates-formes de services aux éleveurs, notamment pour l'achat à crédit d'aliments “</p> <p>Le principe de production est celui d'un partenariat entre trois acteurs qui sont :</p> <p>a) Les éleveurs qui produiront le lait cru ; b) Des commerçants en aliments pour bétail et des producteurs de fourrage qui pourront faire crédit aux éleveurs sur la base de la prévision du volume de lait livré à la mini-laiterie ; et c) La mini-laiterie qui aura pour vocation la transformation du lait et sa commercialisation, et qui sera chargée de prélever sur les rémunérations mensuelles des éleveurs le remboursement des crédits aux fournisseurs d'aliments et fourrages.</p> <p>D'autre part, des collecteurs de lait, responsables de la collecte du lait auprès des éleveurs en vérifiant sa qualité (notamment qu'il n'y ait pas d'ajout d'eau) et de le transporter jusqu'à la mini-laiterie, seront rémunérés par la mini-laiterie en proportion des quantités livrées.</p> <p>La mini-laiterie doit être située le plus près possible de son marché, c'est-à-dire dans les villages avec une population suffisamment importante pour constituer une clientèle, ou dans les villes de Bassikounou et Mbera. Les vaches laitières doivent se situer dans un rayon de collecte n'excédant pas 10km, ou en tout cas adapté aux capacités et aux temps de transport entre les lieux d'élevage et le lieu d'installation de la mini-laiterie.</p> <p>Les éleveurs doivent être appuyés pour la construction d'étables et accompagnés pour fournir l'alimentation nécessaire à une bonne productivité des animaux.</p>			

**Résumé du projet**

La présente étude consiste en une évaluation économique et financière d'un projet de mini-laiterie.

Elle a été réalisée sur la base de l'exploitation de 20 vaches dont 10 vaches pour la production de lait cru pasteurisé et 10 autres vaches pour la production de lait caillé.

Les données analysées concernent:

- o les capacités de production et les chiffres d'affaires escomptés ;
- o les coûts liés à l'achat du lait et des intrants;
- o l'investissement en petits matériels; et
- o les salaires et autres charges.

A partir d'un investissement initial de **195 240 MRU**, ce projet de mini-laiterie pourrait :

- Dégager des soldes bénéficiaires sur les cinq premières années ;
- Créer 3 emplois directs ;
- Améliorer les revenus des éleveurs auprès desquels il collecte le lait.

**Recommandations :**

Il est fortement recommandé pour ce projet d'identifier au préalable les vendeurs de lait cru, notamment en élaborant des estimations du nombre d'animaux par village et du nombre d'animaux que les éleveurs seraient prêts à destiner à la production laitière, puis de définir le mode de transaction entre eux et les vendeurs de fourrage et d'intégrer le prix du fourrage dans le coût de revient du lait acheté par la mini-laiterie. Ce projet prévoit d'acheter le litre de lait cru à 28 MRU (ce qui est un prix supérieur au prix d'achat proposé par la Société Nationale de Lait qui est de 20 MRU).

Il sied aussi d'organiser des sessions de formations et d'accompagnement des porteurs de ce projet sur la gestion technique, sanitaire, organisationnelle et commerciale de la transformation du lait en produits dérivés (lait frais pasteurisé, lait caillé et fromage). Cela leur permettra de transformer du lait de meilleure qualité. Sous réserve de prendre en compte ces recommandations, ce projet devrait être rentable et viable.

## FICHE N°2 : Projet de confection de prêt-à-porter pour enfant

### A. Définition du projet :

#### 1. Nature du projet :

Le projet de coupe et couture aura pour vocation la confection d'habits prêt-à-porter pour enfants par des femmes de la moughataa. Le marché visé est celui des petits vêtements confectionnés en basin ou en wax, enrichis de broderies et de décorations et vendus sur les marchés locaux en Mauritanie et en Afrique de l'Ouest, aussi bien dans les grands marchés aux tissus des capitales que dans les marchés des villes moyennes.

Modèles pour enfants en basin



© Marie Labrador

Ces produits de prêt-à-porter pour enfants seront confectionnés par des villageoises de la moughataa de Bas-sikounou, qui auront été formées et équipées pour le faire, et ils seront ensuite commercialisés par l'intermédiaire d'agents commerciaux spécialisés dans les boutiques et les marchés de tissus et vêtements des villes mauritaniennes moyennes et de Nouakchott. Ces agents commerciaux auront également la possibilité de fournir certains intrants (les fils et les décorations ou encore les tissus par exemple) aux couturières. Les machines à coudre pourront fonctionner de façon communautaire, comme c'est le cas par exemple pour les moulins.

Avant d'être une activité rentable pour les acteurs qui y participeront, les préalables nécessaires à la réalisation de ce projet sont les suivants :

- La formation technique à la coupe (en utilisant des patrons) et à la couture des villageoises ;
- La formation en gestion d'entreprise de ces mêmes villageoises (et en alphabétisation fonctionnelle si

nécessaire) ;

- La formation technique et en gestion d'entreprise, d'agents commerciaux capables de sélectionner les pièces et de les écouler sur les marchés visés ;
- L'aménagement dans chaque village d'un local abritant la machine à coudre et la table de coupe ;
- La formation de modistes, capable de créer de nouveaux patrons.

**2. Secteur d'activité :** Artisanat : secteur de la confection

**3. Matières premières et produits finis :** La matière principale est le tissu Wax et le tissu basin. D'autres matières d'œuvres sont nécessaires à la confection d'habits, tel que le fil, la broderie et les motifs décoratifs, les boutons, les fermetures, etc.

**4. Processus de fabrication :** Il comprend la coupe, la préparation, le piquage, la broderie et la finition.

**5. Capacité de production :** 60 pièces/mois (au début de la production)

Au début de leur pratique, les couturières seront capables de confectionner une ou deux pièces par mois. En gagnant de l'expérience, elles pourront augmenter leur production mais il faut tenir compte des autres activités qu'elles peuvent mener.

Dans un village, une machine à coudre pour 6 femmes leur permet de travailler chacune 5 jours complets ou 10 demi journées. Si 5 villages sont équipés d'une machine à coudre chacun, ce sont 30 femmes qui peuvent travailler et produire 60 pièces par mois :

$30 \text{ femmes} \times 2 \text{ pièces/mois} = 60 \text{ pièces / mois}$

**6. Nombre de machines productives :** 5

**7. Nombre de pièces produites par machine et par mois :** 12 pièces

**8. Emploi :** 30 couturières et 2 agents commerciaux.

DESIGNATION	Unité	Quantité	P.U.	TOTAL
<b>INVESTISSEMENTS (Equipements &amp; Petits Matériels)</b>				
<b>Equipements et Aménagement</b>				
<b>Equipements</b>				
Achat de machines à coudre Berlina	u	1	35000	35000
Achat d'une machine à coudre BEY	u	5	4000	20000
Table de coupe et couture	u	5	1500	7500
<b>Sous-total 1</b>				42500
Aménagement et installation point de production				
Etagère vitrée	u	1	6 000	6 000
Chaise	u	3	300	900
Kit vendeuses (Sacs et emballages)	u	2	800	1 600
<b>Sous-total 2</b>				8 500
Petits matériels et accessoires				
Trousse contenant (pairs de ciseaux, lubrifiant, divers accessoires)	u	1	1 000	1 000

Coffre pour sécuriser l'agent	u	1	800	800
Etagère vitrée	u	1	8 000	8 000
<b>Sous-total 3</b>	u	1		9 800
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>				<b>60 800</b>

### 9. Liste des équipements :

Le présent projet aura besoin d'équipements (machine de type Berlina pour la broderie et Bey pour la confection), d'aménagement d'un local pour la production et de petits matériels et accessoires de couture. Cet investissement est nécessaire pour permettre au projet de se développer et de faire croître ses activités.

## B- Le Marché :

- Clients cibles : Consommateurs finaux sur les marchés aux tissus et aux vêtements et les boutiques spécialisés dans les tissus et les vêtements
- Répartition des ventes : ce projet aura une vocation 90% de ventes dans les centres urbains de Mauritanie et 10% sur le marché local.

### B1- Hypothèses

Nombre moyen de pièces par mois dans les 5 villages	60
Nombre moyen de pièces par mois et par village	12
Nombre de jours par an	288
Nombre de pièce par an	720

### Typologie de produits offerts et prix de vente

Dans un premier temps le projet pourra optimiser le temps de travail et la productivité des femmes impliquées dans la confection d'habits pour enfants (filles et garçons) à travers leur spécialisation sur certains produits, ce qui permettra également de former ces couturières à livrer des productions de grande qualité. Dans un deuxième temps la diversification de leur offre de produits en utilisant des tissus Wax et du basin, permettra ensuite de limiter les risques de mévente pour chaque couturière, de mieux ajuster l'offre à la demande et de maximiser les ventes et la rentabilité du projet. Ci-dessous la liste de produits offerts et leurs prix de vente

Typologie de pièces	Prix de vente en MRU
Habits pour fille (wax)	
Robe wax Qualité Supérieure (QS)	900
Robe wax Qualité Moyenne (QM)	600
Demi-saison avec pagne QS	800
Demi-saison avec pagne QM	600
Habits pour Garçon (wax)	
Demi-saison wax QM	600
Chemise et pantalon wax QM	800
Habits pour fille (Basin)	
Demi-saison avec pagne QM	800
Habits pour Garçon (Basin)	
Demi-saison basin QM	800

## Robe en wax commercialisable sur les marchés urbains et dans les sites touristiques



Source : @Bapribap

**B2- Prévisions des ventes**

L'appréciation du marché pour ce projet a été faite sur la base d'observation du flux des fréquentations des ateliers de couture à Bassikounou, mais également à Nouakchott. De même, des sondages ont été effectués auprès d'un échantillon représentatif des clients habituels et de clients potentiels des ateliers de couture.

Par ailleurs, les prévisions de ventes prennent en compte la capacité de production par machine et personne. Au total, 30 femmes, issues de cinq villages (6 femmes par village) seront impliquées dans la confection. Il est prévu, que chaque femme produise au moins 2 pièces par jours, soit, une production mensuelle de 60 pièces.

Le Chiffre d'affaires (CA) annuel escompté lorsque ce projet atteindra sa pleine capacité de production (dans sa troisième année d'exploitation), est estimé à : 457 800 MRU répartis comme suit :

	Jv	Fv	Mars	Av	Mai	Jn	Jl	Ao	Sp	Oc	Nv	Dc	To-taux	PU	CA annuel
<b>Confection en WAX</b>															
<b>Habits pour fille (wax)</b>															
Robe wax Qualité Supérieur	8	5	8	5	8	5	8	5	8	5	8	5	78	800	62400
Robe wax Qualité Moyenne	9	6	9	6	9	6	9	6	9	6	9	6	90	500	45000
Demi saison avec pagne QS	6	5	6	5	6	5	6	5	6	5	6	5	66	700	46200



Demi saison avec pagne QM	9	6	9	6	9	6	9	6	9	6	9	6	90	500	45000
<b>Habits pour Garçon (wax)</b>															
Demi saison wax QM	9	6	9	6	9	6	9	6	9	6	9	6	90	500	45000
Chemise et pantalon wax QM	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	108	700	75600
<b>Confection en basin</b>															
<b>Habits pour fille (basin)</b>															
Demi saison avec pagne QM	9	6	9	6	9	6	9	6	9	6	9	6	90	700	63000
<b>Habits pour Garçon (basin)</b>															
Demi saison basin QM	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	108	700	75600
<b>Chiffre d'affaires annuel</b>	68	52	68	52	68	52	68	52	68	52	68	52	720		457800

*Demi saison : désigne un ensemble composé d'un demi caftan (le tissu arrive juste en dessous des genoux) et d'un pantalon*

### C- Approvisionnement et fonds de roulement :

Les prévisions des dépenses ont été calculées proportionnellement aux prévisions de ventes. Par exemple, il est prévu, en janvier, de produire 8 robes de tissu Wax de qualité supérieur, ce qui correspond à un coût de tissus équivalent de 20 m<sup>2</sup>, soit, 2,5 m<sup>2</sup> par robe.

#### C-1 Prévision des achats de tissus :

	Jv	Fv	Mars	Av	Mai	Jn	Jl	Ao	Sp	Oc	Nv	Dc	Totaux en m <sup>2</sup>	PU	CA annuel
<b>Produits en wax</b>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>			
<b>Habits pour fille (wax)</b>															
Robe wax Qualité Supérieur	20	10	20	10	20	10	20	10	20	10	20	10	180	200	36000
Robe wax Qualité Moyenne	23	10	23	10	23	10	23	10	23	10	23	10	195	100	19500
Demi saison avec pagne QS	15	6	15	6	15	6	15	6	15	6	15	6	126	200	25200
Demi-saison avec pagne QM	23	15	23	15	23	15	23	15	23	15	23	15	225	100	22500
<b>Habits pour Garçon (wax)</b>															
Demi-saison wax QM	23	15	23	15	23	15	23	15	23	15	23	15	225	100	22500
Chemise et pantalon wax QM	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	162	100	16200

Produits en basin															
<b>Habits pour fille (basin)</b>															
Demi-saison avec pagne QM	23	15	23	15	23	15	23	15	23	15	23	15	225	100	22500
<b>Habits pour Garçon (basin)</b>															
Demi-saison basin QM	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	23	270	100	27000
<b>Total achat de tissus</b>															191400

### C-2 Prévision des achats des autres matières d'œuvre

Ce projet aura besoin d'autres matières d'œuvre: Fil simple, broderie, bouton, fermeture, etc. Les quantités ont été calculées sur la base du volume des productions. Par exemple, pour produire 720 articles, le projet aura besoin de 18 rouleaux de fil simple, 42 rouleaux de broderies, 52 boutons et 52 fermetures. Ci-dessous, les coûts liés à ces matières d'œuvre :

	Jv	Fv	Mars	Av	Mai	Jn	Jl	Ao	Sp	Oc	Nv	Dc	Totaux	PU	CA annuel
Confection en wax															
Habits pour fille (wax)															
FIL SIMPLE	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	18	10	180
FIL BRODERIE	5	2	5	2	5	2	5	2	5	2	5	2	42	100	4200
BOUTON	52	36	52	36	52	36	52	36	52	36	52	36	528	1	528
FERMETURE	52	36	52	36	52	36	52	36	52	36	52	36	528	10	5280
<b>TOTAL AUTRES MATIERES D'ŒUVRE</b>															<b>10188</b>

### C- 3 Entretien et pièces de rechange

Il s'agit ici des coûts qui ne sont pas directement liés à la production, donc des coûts indirects de réparation des équipements et du matériel et d'achat de pièces de rechanges. Ces coûts augmentent de l'année 1 (1,5%) à l'année (3%).

RUBRIQUE	MONTANT	ANNEES				
		1	2	3	4	5
AMENAGEMENT & EQUIPEMENTS	51 000	765	765	1 020	1 020	1 530
PETITS MATERIEL EXPL,	9 800	147	147	196	196	294
% sur valeur d'achat		1,50%	1,50%	2,00%	2,00%	3,00%
<b>Total</b>	<b>60 800</b>	<b>912</b>	<b>912</b>	<b>1 216</b>	<b>1 216</b>	<b>1 824</b>

### C-4 Coûts de main-d'œuvre des 30 femmes impliquées et de 2 vendeuses

Les coûts de main-d'œuvre par article se présentent comme suit :

- Coût de main-d'œuvre pour la confection d'un article : 100 MRU par article confectionné ;
- Coût de main-d'œuvre pour la vente d'un article ; 70 MRU par article vendu.

Au final, une femme qui produit 60 articles par mois, perçoit un revenu de 6.000 MRU. De même, une femme qui vend 100 articles par mois, perçoit un revenu de 7.000 MRU.

EQUIPE	Nombre d'articles par an	Coût de Main-d'œuvre par article	Total coût de main-d'œuvre en MRU par an
Production	720	100	72 000
Vente	720	70	50 400
Total			122 400

#### C-5 Fonds de roulement initial (1 mois achats + 3 mois de coûts de main-d'œuvre)

Le fonds de roulement initial a été estimé sur la base de près de 1 mois de charges liées à l'approvisionnement en stockables et non stockables et de diverses fournitures liées à l'activité durant la première année d'exploitation ainsi que 3 mois de coûts de main-d'œuvre.

Ce fonds de roulement initial est le montant, en liquidité, nécessaire pour couvrir les charges de fonctionnement en attendant que les rentrées d'argent, provenant des ventes d'habits pour enfants, supportent les dépenses de fonctionnement.

DETAILS	Montant (MRU)
Achats de matières d'œuvre	16 799
Coûts de main d'œuvre pour la confection	18 000
Coûts de main d'œuvre pour la vente	12 600
<b>FONDS DE ROULEMENT REQUIS</b>	<b>47 399</b>

#### D- Compte d'exploitation prévisionnelle :

Les charges d'approvisionnement augmenteront dans les mêmes proportions que la production, c'est à dire de 10% entre la 1ère et 2ème année et 20% entre la première et la 3ème année (l'année de production à pleine capacité).

ANNEES RUBRIQUES	1	2	3	4	5
Coefficient Production	0,8	0,9	1	1	1
<b>I- RECETTES</b>	<b>366 240</b>	<b>412 020</b>	<b>457 800</b>	<b>457 800</b>	<b>457 800</b>
	366 240	412 020	457 800	457 800	457 800
<b>II- CHARGES VARIABLES</b>	<b>260 102</b>	<b>292 501</b>	<b>325 204</b>	<b>325 204</b>	<b>325 812</b>
Approvisionnements	153 120	172 260	191 400	191 400	191 400
Entretien & Pièces Rechange	912	912	1 216	1 216	1 824
Charges personnel permanent	97 920	110 160	122 400	122 400	122 400

Divers Mat D'œuvre	8 150	9 169	10 188	10 188	10 188
<b>III- CHARGES FIXES</b>	<b>15 855</b>	<b>15 855</b>	<b>10 710</b>	<b>10 710</b>	<b>10 710</b>
Amortissements	15 100	15 100	10 200	10 200	10 200
Transport (5%)	755	755	510	510	510
<b>IV-TOTAL CHARGES</b>	<b>275 957</b>	<b>308 356</b>	<b>335 914</b>	<b>335 914</b>	<b>336 522</b>
<b>V-RES. BRUT D'EXPL.</b>	<b>90 283</b>	<b>103 664</b>	<b>121 886</b>	<b>121 886</b>	<b>121 278</b>
<b>VI- IMPOTS :</b>	<b>18 057</b>	<b>20 733</b>	<b>24 377</b>	<b>24 377</b>	<b>24 256</b>
Taxes	18 057	20 733	24 377	24 377	24 256
<b>VII-RES. NET D'EXPLOIT°</b>	<b>72 226</b>	<b>82 931</b>	<b>97 509</b>	<b>97 509</b>	<b>97 022</b>

## Récapitulatif du capital initial requis

DESIGNATION	Unité	Quantité	P.U.	TOTAL
<b>INVESTISSEMENTS (Equipements &amp; Petits Matériels)</b>				
<b>Equipements et Aménagement</b>				
<b>Equipements</b>				
Achat de machines à coudre Berlina	u	1	35000	35000
Achat d'une machine à coudre BEY	u	5	4000	20000
Table de coupe et couture	u	5	1500	7500
<b>Sous-total 1</b>				<b>42500</b>
<b>Aménagement et installation point de vente</b>				
Etagère vitrée	u	1	6 000	6 000
Chaise	u	3	300	900
Kit vendeuses (Sacs et emballages)	u	2	800	1 600
<b>Sous-total 2</b>				<b>8 500</b>
<b>Petits matériels et accessoires</b>				
Trousse contenant (pairs de ciseaux, lubrifiant, divers accessoires)	u	1	1 000	1 000
Coffre pour sécuriser l'agent	u	1	800	800
Etagère vitrée	u	1	8 000	8 000
<b>Sous-total 3</b>	u	1		<b>9 800</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>				<b>60 800</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT INITIAL (liquidités)</b>				<b>47 399</b>
<b>CAPITAL INITIAL REQUIS</b>				<b>108 199</b>

## FICHE N°2 : RECAPITULATIF SUR LE PROJET DE CONFECTION DE PRET-A-PORTER POUR ENFANTS

1- DENOMINATION	Projet de confection de prêt-à-porter pour enfants		
2- IMPLANTATION	Localités accessibles depuis les centres urbains tel que Bassikounou, Fassala et Mbera avec possibilité de distribution dans d'autres villes à travers les commerciaux.		
3- CAPITAL INITIAL REQUIS	<b>108 199 MRU</b> Dont 47 399 pour le fonds de roulement Et 60 800 pour les investissements		
4- SOURCES DE FINANCEMENT	Source de financement	Montant	%âge
	Promoteurs	00 MRU	00%
	Subvention recherchée	108 199 MRU	100%
	Total	108 199 MRU	100%
5- RENTABILITE DU PROJET	Bénéfice net moyen annuel	<b>89 440 MRU</b>	
6- IMPACTS DU PROJET	Création de revenus pour 32 femmes		
<p><b>Nature du projet</b></p> <p>Le projet de coupe et couture aura pour vocation la confection d'habits prêt-à-porter pour enfants par des femmes de la moughataa. Le marché visé est celui des petits vêtements confectionnés en basin ou en wax, enrichis de broderies et de décorations et vendus sur les marchés locaux en Mauritanie et en Afrique de l'Ouest, aussi bien dans les grands marchés aux tissus des capitales que dans les marchés des villes moyennes.</p> <p>Ces produits de prêt-à-porter pour enfants seront confectionnés par des villageoises de la moughataa de Bassikounou, qui auront été formées et équipées pour le faire, et ils seront ensuite commercialisés par l'intermédiaire d'agents commerciaux spécialisés dans les boutiques et les marchés de tissus et vêtements des villes mauritaniennes moyennes et de Nouakchott. Ces agents commerciaux auront également la possibilité de fournir certains intrants (les fils et les décorations ou encore les tissus par exemple) aux couturières. Les machines à coudre pourront fonctionner de façon communautaire, comme c'est le cas par exemple pour les moulins.</p> <p>Avant d'être une activité rentable pour les acteurs qui y participeront, les préalables nécessaires à la réalisation de ce projet sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La formation technique à la coupe (en utilisant des patrons) et à la couture des villageoises ;</li> <li>• La formation en gestion d'entreprise de ces mêmes villageoises (et en alphabétisation fonctionnelle si nécessaire) ;</li> <li>• La formation technique et en gestion d'entreprise, d'agents commerciaux capables de sélectionner les pièces et de les écouler sur les marchés visés ;</li> <li>• L'aménagement dans chaque village d'un local abritant la machine à coudre et la table de coupe ;</li> <li>• La formation de modistes, capable de créer de nouveaux patrons.</li> </ul>			

**Résumé du projet**

La présente étude consiste en une évaluation économique et financière d'un projet de confection de prêt-à-porter pour enfant.

Elle a été réalisée sur la base des hypothèses suivantes :

- Nombre moyen de pièces produites par mois dans les 5 villages 60
- Nombre moyen de pièces par mois et par village 12
- Nombre de jours de travail effectif par an 288
- Nombre de pièces produites par an 720

Ces données ont permis de calculer :

- la capacité de production et le chiffre d'affaire escompté sur une période de 5 ans ;
- les coûts liés à l'achat des intrants;
- l'investissement en petits matériels requis; et
- les salaires et autres charges liés à l'activité.

A partir d'un investissement initial de 108 199 MRU, ce projet pourrait :

- Dégager des soldes bénéficiaires sur les cinq premières années ;
- Créer une opportunité de génération de revenus pour 32 femmes dont 30 impliquées dans la confection d'habits et 2 dans la commercialisation ;
- Etre établi dans presque n'importe quelle localité où les femmes voudraient développer cette activité.

**Recommandations**

Pour réussir son positionnement dans le marché de la confection d'habits pour enfants en Mauritanie, le projet doit, dès son lancement, développer une offre diversifiée d'habits pour filles et pour garçons et former des professionnels de leur commercialisation.

Cette condition doit être soutenue par l'engagement des bénéficiaires à faire preuve d'un professionnalisme et d'un dynamisme exemplaires, afin de satisfaire une clientèle, certes nombreuse, mais de plus en plus exigeante. Le rôle des agents commerciaux consistera donc également à assurer un contrôle de la qualité des vêtements produits.

Par ailleurs, un renforcement des capacités des bénéficiaires sur les techniques de base en gestion et en planification des affaires est requis pour la bonne mise en œuvre de ce projet.

Sous réserve de prendre en compte ces recommandations, ce projet sera rentable et viable.

## FICHE N°3 : Projet de maraîchage

### A. Définition du projet :

#### 1. Nature du projet :

Le présent projet de maraîchage consiste à cultiver les spéculations suivantes sur un périmètre clôturé d'un hectare : piment, poivron, gombo, aubergine, chou pommé, carotte, navet, pastèques et tomate.

Ce projet pour être rentable et pérenne nécessite :

- L'accompagnement des femmes maraîchères pour les itinéraires techniques ;
- L'appui à l'organisation pour la commercialisation collective sur les marchés hebdomadaires ;
- L'appui à la gestion d'entreprise pour le maintien des fonds de roulement, l'amortissement des équipements et la pérennisation des activités maraîchères.

Les calculs sont effectués sur la base d'une unité d'un hectare occupant 7 personnes mais un projet plus vaste peut multiplier le nombre d'unités et de bénéficiaires :

Le choix d'une équipe de 7 personnes pour une unité de production d'un hectare réside d'abord dans le fait qu'avec ce nombre de personnes actives dans le projet, le revenu moyen par personne et par mois est de 6.286 MRU. Au delà de 7 personnes ce revenu va diminuer et ne sera plus attractif pour permettre aux promoteurs de s'investir pleinement dans le projet.

Aussi, en deçà d'une équipe de 7 personnes par hectare, tous les travaux de labour, d'arrosage, de traitement du sol, de récolte, de commercialisation, de protection et d'entretien des clôtures seront difficilement maîtrisés par une équipe réduite.

Il est recommandé de mener des études in situ pour évaluer précisément les rendements des différentes spéculations, en s'appuyant notamment sur les expériences des maraîchers locaux, car ces rendements sont susceptibles de varier d'une parcelle à l'autre et en fonction des températures observées.

#### 2. Secteur d'activité : Agriculture : Maraîchage

#### 3. Intrants et semences :

- L'utilisation de la fumure organique et de quelques types d'engrais minéraux est fortement conseillée pour ce projet.

- Les semences qui seront utilisées dans ce projet seront les semences améliorées qui ont fait leurs preuves sur le terrain pour leur performance qualitative, quantitative, et leur résistance aux maladies et enfin leur cycle court.

#### 4. Emplois : 7 personnes pour un périmètre d'un hectare.

#### 5. Liste des équipements :

##### 5.1. Clôture :

Comme protection des cultures, il sera installé une clôture pour sécuriser les cultures d'un périmètre de 400 mètres. Cette clôture sera faite de poteaux distants de 10 m, de grillage et de cornières de qualité.

##### 5.2. Equipements agricoles : conférer tableau ci-dessous relatif aux investissements

Ces équipements permettront de faire face à toutes les opérations culturales.

##### 5.3. Equipements pour la conservation des produits :

Ces équipements permettront de conserver au froid une partie des excédents destinés aux ventes locales. Il existe différents systèmes de stockage au frais, et le frigo solaire mentionné ci-dessous peut être combiné avec un système de rafraîchissement par évaporation, comme par exemple le frigo en argile « fresh'it ».

### INVESTISSEMENTS (Equipements & Petits Matériels)

DESIGNATION	Unité	Quantité	P.U.	TOTAL
<b>1. Matériel d'exploitation d'un projet de maraîchage sur un Ha</b>				
<b><u>Clôture et MO indirecte</u></b>				
Grillage	Rouleau	24	1 400	33 600
Cornières	u	200	100	20 000
Fil de fer barbelé	Rouleau 125 m	8	800	6 400
Ciment	tonne	2,5	5 500	13 750
Gravier	charge	1,5	2 000	3 000
Sable	charge	2,5	1 500	3 750
Fil d'attache	Kg	10	50	500
Tendeurs	u	360	5	1 800
Poteaux en ciment	Rouleau	60	500	30 000
Main-d'œuvre	MO	1	25 000	25 000
<b>Sous Total 1</b>				<b>137 800</b>
<b><u>Equipements agricoles</u></b>				
Pelles rondes	u	10	150	1 500
Pelles bêches	u	10	150	1 500
Râteaux	Rouleau	10	150	1 500
Pioches	u	10	200	2 000
Brouettes	u	5	900	4 500
Fourches	u	5	350	1 750
Faucilles	u	5	200	1 000
Arrosoirs	u	15	350	5 250
Binette	u	15	250	3 750
Cordeaux	m	200	5	1 000
<b>Sous Total 2</b>				<b>23 750</b>
<b><u>Equipements Conservation des produits</u></b>				
Frigo	u	1	12 000	12 000
Batterie installation solaire	u	1	8 000	8 000
Installation énergie solaire	u	1	32 000	32 000
<b>Sous Total 3</b>				<b>52 000</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>				<b>189 800</b>

#### B- Le Marché :

- **Clients cibles** : Consommateurs finaux du petit commerce dans les villages et des marchés hebdomadaires de la moughataa.
- **Répartition des ventes** : ce projet aura une vocation de destiner les productions à 20% pour l'autoconsommation, 40% pour les ventes dans les centres urbains et 40% de ventes locales. Cette répartition ne reflète pas la destination actuelle des productions qui est plus largement autoconsommée, car il s'agit justement de développer le maraîchage à vocation commerciale.



Spéculations	Superficie cultivée	Production en Kg
L'ignon	0,1	2000
Les Pastèques	0,1	2000
Le piment	0,1	800
Le poivron	0,1	1500
L'Aubergine	0,1	2490
La Tomate	0,1	2000
Le Chou pommé	0,1	2490
Le gombo	0,1	1400
Le navet	0,1	1500
La carotte	0,1	2000
<b>Total</b>	<b>1 ha</b>	

Source : AMAD – Gouraye 2018

## B2- Prévisions des ventes

### Base de calcul des ventes annuelles (pleine capacité)

Spéculations	Superficie cultivée en Ha	Production en kg	P.U en MRU	Total annuel des ventes
L'ignon	0,1	2000	20	40 000
Les Pastèques	0,1	2000	20	40 000
Le piment	0,1	800	300	240 000
Le poivron	0,1	1500	20	30 000
L'Aubergine	0,1	2490	20	49 800
La Tomate	0,1	2000	20	40 000
Le Chou pommé	0,1	2490	25	62 250
Le gombo	0,1	1400	30	42 000
Le navet	0,1	1500	20	30 000
La carotte	0,1	2000	30	60 000
<b>Total pleine capacité</b>				<b>634 050</b>
<b>Autoconsommation (20%)</b>				<b>63 405</b>
<b>Prévisions des ventes annuelles</b>				<b>570 645</b>

## C- Approvisionnement et fonds de roulement :

### C-1 Les intrants :

L'utilisation de la fumure organique sera fortement conseillée aux porteurs de ce projet. Néanmoins, quelques types d'engrais minéraux seront achetés pour compléter la fumure organique.

### C-2 Les semences :

Les semences qui seront utilisées dans ce projet seront les semences sélectionnées qui ont fait leurs preuves sur le terrain de par leur performance qualitative, quantitative, leur résistance aux maladies et enfin leur cycle court.

**C-3 Les produits phytosanitaires :**

Compte tenu des maladies qui sévissent dans la zone et des prédateurs qui envahissent les aires de culture, les porteurs du projet devront acheter des produits phytosanitaires pour faire face à ces fléaux ravageurs.

**C-4 Approvisionnement :**

Rubriques	Unité	Nombre	Prix unit. (MRU)	Total Mensuel
Intrants (fumure organique et quelques types d'engrais minéraux)	cycle	3	600	1 800
Semences (piment, poivron, gombo, aubergine, chou pommé, carotte, navet, laitue, pastèques, tomate)	cycle	3	11 500	34 500
Produits phytosanitaires	cycle	3	4 000	12 000
Accès à l'eau à usage agricole	cycle	2	12 775	25 550
<b>TOTAL ANNUEL DES ACHATS</b>				<b>73 850</b>

**C-5 Entretien et pièces de rechange :**

Il s'agit ici des coûts qui ne sont pas directement liés à la production, donc des coûts indirects de réparation des équipements et du matériel et d'achat de pièces de rechanges. Ces coûts augmentent de l'année 1 (1,5%) à l'année (3%).

RUBRIQUE	MONTANT	ANNEES				
		1	2	3	4	5
Equipements	137 800	2 067	2 067	2 756	2 756	4 134
Petits matériel Expl,	32 000	480	480	640	640	960
Energie solaire	52 000	780	780	1 040	1 040	1 560
% sur valeur d'achat		1,50%	1,50%	2,00%	2,00%	3,00%
<b>Total</b>	<b>221 800</b>	<b>3 327</b>	<b>3 327</b>	<b>4 436</b>	<b>4 436</b>	<b>6 654</b>

**C-6 Base de calcul du fonds de roulement initial requis :**

Le fonds de roulement initial pour ce projet a été estimé sur la base d'un cycle de 3 mois de charges liées à l'approvisionnement en stockables et non stockables et de diverses fournitures liées à l'activité durant la première année d'exploitation ainsi que 3 mois de salaires.

Ce fonds de roulement initial est le montant, en liquidité, nécessaire pour couvrir les charges de fonctionnement en attendant que les entrées d'argent, provenant des ventes des produits maraîchers, supportent les dépenses de fonctionnement.

**Fonds de roulement initial (3 mois achats + 3 mois salaires)**

Détails	Montant (MRU)
Achats	18 463
Coût de Main d'œuvre	108 000
<b>FONDS DE ROULEMENT INITIAL REQUIS</b>	<b>126 463</b>

**D- Compte d'exploitation prévisionnelle :**

Les charges d'approvisionnement augmenteront dans les mêmes proportions que la production, c'est à dire de 10% entre la 1ère et 2ème année et 20% entre la première et la 3ème année (l'année de production à pleine capacité).

### COMPTES D'EXPLOITATION PREVISIONNELLE

ANNEES RUBRIQUES	1	2	3	4	5
Coefficient Production	0,8	0,9	1	1	1
<b>I- RECETTES</b>	<b>456 516</b>	<b>513 581</b>	<b>570 645</b>	<b>570 645</b>	<b>570 645</b>
	456 516	513 581	570 645	570 645	570 645
<b>II- CHARGES VARIABLES</b>	<b>415 245</b>	<b>466 842</b>	<b>519 263</b>	<b>519 263</b>	<b>520 910</b>
Approvisionnements	59 080	66 465	73 850	73 850	73 850
Entretien & Pièces Rech.	2 423	2 423	3 231	3 231	4 847
Charges personnel permanent	345 600	388 800	432 000	432 000	432 000
Divers & Imprévus (2%)	8 142	9 154	10 182	10 182	10 214
<b>III- CHARGES FIXES</b>	<b>40 224</b>	<b>40 224</b>	<b>28 111</b>	<b>28 111</b>	<b>28 111</b>
Amortissements	39 435	39 435	27 560	27 560	27 560
<b>Imprévus (2%)</b>	<b>789</b>	<b>789</b>	<b>551</b>	<b>551</b>	<b>551</b>
<b>IV-TOTAL CHARGES</b>	<b>455 469</b>	<b>507 066</b>	<b>547 374</b>	<b>547 374</b>	<b>549 022</b>
<b>V-RES. BRUT D'EX-PL.</b>	<b>1 047</b>	<b>6 515</b>	<b>23 271</b>	<b>23 271</b>	<b>21 623</b>
<b>VI- IMPOTS :</b>	<b>209</b>	<b>1 303</b>	<b>4 654</b>	<b>4 654</b>	<b>4 325</b>
Taxes	209	1 303	4 654	4 654	4 325
<b>VII-RES. NET D'EXPLOIT°</b>	<b>838</b>	<b>5 212</b>	<b>18 617</b>	<b>18 617</b>	<b>17 299</b>

### RECAPITULATIF DU CAPITAL INITIAL REQUIS INVESTISSEMENTS ET FONDS DE ROULEMENT INITIAL

DESIGNATION	Unité	Quantité	P.U.	TOTAL
<b>INVESTISSEMENTS</b> (équipements & petits matériels)				
1. Matériel d'exploitation d'un projet maraîchage sur un Ha				
Clôture et MO indirecte				

Grillage	Rouleau	24	1 400	33 600
Cornières	u	200	100	20 000
Fil de fer barbelé	Rouleau 125 m	8	800	6 400
Ciment	tonne	2,5	5 500	13 750
Gravier	charge	1,5	2 000	3 000
Sable	charge	2,5	1 500	3 750
Fil d'attache	Kg	10	50	500
Tendeurs	u	360	5	1 800
Poteaux en ciment	Rouleau	60	500	30 000
Main d'œuvre	MO	1	25 000	25 000
<b>Sous Total 1</b>				137 800
Equipements agricoles				
Pelles rondes	u	10	150	1 500
Pelles bêches	u	10	150	1 500
Râteaux	Rouleau	10	150	1 500
Pioches	u	10	200	2 000
Brouettes	u	5	900	4 500
Fourches	u	5	350	1 750
Faucilles	u	5	200	1 000
Arrosoirs	u	15	350	5 250
Binette	u	15	250	3 750
Cordeaux	m	200	5	1 000
<b>Sous Total 2</b>				23 750
Equipements Conservation des produits				
Frigo	u	1	12 000	12 000
Batteries installation solaire	u	1	8 000	8 000
Installation énergie solaire	u	1	32 000	32 000
<b>Sous Total 3</b>				52 000
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>				189 800
<b>FONDS DE ROULEMENT INITIAL (liquidités)</b>				126 463
<b>CAPITAL INITIAL REQUIS</b>				316 263

### FICHE N°3 : RECAPITULATIF SUR LE PROJET MARAÎCHAGE

1- DENOMINATION	Projet de Maraîchage		
2- IMPLANTATION	Localité proche des centres urbains tel que Bassikounou, Fassala et Mbera et des marchés hebdomadaires de la région.		
3- CAPITAL INITIAL REQUIS	<b>334 625 MRU</b>		
4- SOURCES DE FINANCEMENT	Source de financement	Montant	%âge
	Promoteurs	00 MRU	00%
	Subvention recherchée	<b>316 263 MRU</b>	100%
	Total	<b>316 263 MRU</b>	100%
5- RENTABILITE DU PROJET	Bénéfice net moyen annuel	<b>121 116 MRU</b>	
6- IMPACTS DU PROJET	Création de Sept emplois directs et contribution à l'autosuffisance alimentaire à l'échelle familiale, locale et nationale		
<p><b>Nature du projet</b> Le présent projet de maraîchage consiste à cultiver les spéculations suivantes sur un périmètre clôturé d'un hectare : piment, poivron, gombo, aubergine, chou pommé, carotte, navet, pastèques et tomate.</p> <p>Ce projet pour être rentable et pérenne nécessite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'accompagnement des femmes maraîchères pour les itinéraires techniques ;</li> <li>• L'appui à l'organisation pour la commercialisation collective sur les marchés hebdomadaires ;</li> <li>• L'appui à la gestion d'entreprise pour le maintien des fonds de roulement, l'amortissement des équipements et la pérennisation des activités maraîchères.</li> </ul> <p>Les calculs sont effectués sur la base d'une unité d'un hectare occupant 7 personnes mais un projet plus vaste peut multiplier le nombre d'unités et de bénéficiaires : Le choix d'une équipe de 7 personnes pour une unité de production d'un hectare réside d'abord dans le fait qu'avec ce nombre de personnes actives dans le projet, le revenu moyen par personne et par mois est de 6.286 MRU. Au-delà de 7 personnes ce revenu va diminuer et ne sera plus attractif pour permettre aux promoteurs de s'investir pleinement dans le projet. Aussi, en deçà d'une équipe de 7 personnes par hectare, tous les travaux de labour, d'arrosage, de traitement du sol, de récolte, de commercialisation, de protection et d'entretien des clôtures seront difficilement maîtrisés par une équipe réduite.</p>			

**Résumé du projet**

La présente étude consiste en une évaluation économique et financière d'un projet de production sur une superficie d'un hectare, des spéculations suivantes : piment, poivron, gombo, aubergine, chou pommé, carotte, navet, pastèques et tomate.

Elle a été réalisée sur la base des hypothèses :

- D'une superficie d'un hectare
- D'un nombre de sept personnes occupées sur cette superficie

Ces données ont permis de calculer :

- la capacité de production et le chiffre d'affaire escompté sur une période de 5 ans.
- les coûts liés à l'achat des semences, des intrants et produits phytosanitaires;
- l'investissement en petits matériels requis;
- les salaires et autres charges liés à l'activité.

A partir d'un investissement initial de 316 263 MRU, ce projet pourrait :

- Dégager des soldes bénéficiaires sur les cinq premières années ;
- Créer 7 emplois.

**Recommandations**

Il est fortement recommandé pour ce projet d'identifier au préalable des clients, notamment des grossistes et des détaillants pour l'écoulement et la vente des produits sur place : des clients qui achèteront directement sur le lieu de production.

Cette condition doit être soutenue par l'engagement des bénéficiaires à respecter les normes techniques, ce qui aura pour conséquence de permettre de respecter le calendrier cultural avec satisfaction.

De même, un renforcement des capacités des bénéficiaires sur les techniques de conservation et de transformation permettra une meilleure valorisation de leur production.

Sous réserve de prendre en compte ces recommandations, ce projet est rentable et viable.

# Bibliographie

## *Sur l'impact des réfugiés*

1. Economic Impact of refugees, PNAS, UNHCR, 2016.
2. Yes, in my backyard, Banque Mondiale, UNHCR, 2016.
3. Kakuma as a market place, a consumer and market study of a refugee camp and town in northwest Kenya, IFC, World Bank Group, 2018.
4. Kalobeyei integrated socio-economic development plan in Turkana West (KISDEP), UNHCR, 2018.
5. Impact environnemental de l'établissement des réfugiés syriens au Liban et la réponse humanitaire associée, URD, 2017.
6. L'impact environnemental du camp de réfugié de Minawao, URD, 2017.
7. Implications of refugee's settlements on the natural environment and on refugee and host community resilience, case study: Lebanon and Cameroon, URD 2017.
8. Impact socio-économique de la crise au nord du Mali sur les personnes déplacées, Alvin Etang-Ndip, Johannes Hoogeveen, Julia Lendorfer, Banque Mondiale, 2015.

## *Sur la moughataa de Bassikounou et le camp de Mbera*

9. Cadre de partenariat pour le développement durable 2018-2022, UN, RIM
10. Stratégie des Nations unies pour le renforcement des moyens d'existence des communautés hôtes et réfugiés de la Moughataa de Bassikounou 2018-2022, UNHCR, PAM.
11. Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et la population hôte voisine, analyse des chaînes de valeur, UNHCR, 2018.
12. Potentiel de développement des chaînes de valeur du BTP à Bassikounou, BIT, 2019.
13. Bassikounou, Carte de structure sanitaire.
14. Cartographie des infrastructures et équipements pastoraux au Sahel, PRAPS, 2015.
15. Diagnostic pastoral dans la zone d'intervention du projet, PRAPS, avril 2017.

## *Sur des projets de développement*

16. Rapport de mission de formulation du programme RIMDIR, février 2017.
17. Examen de la performance et des résultats du programme pays, FIDA, 2018.
18. Guide de réalisation d'infrastructures rurales avec la méthodologie du chantier école, BIT Mauritanie, 2018.
19. Stratégie Programme sur l'Accès aux Combustibles et à l'énergie, une stratégie du HCR pour le Tchad, HCR 2015-2018, UNHCR
20. Energie pour le développement de la moughataa de Bassikounou, BIT, 2019.
21. Beyond fire: how to achieve electric cooking, World Future Council, 2019.
22. Clean and Efficient cooking technologies and fuels, consumer preferences and stove adoption, Winrock International, USAID, 2017.

# Crédits

© 2019 UNHCR/EU

**ECOTECH Consulting :**

Badiane, Boubacar

Castillo Alvarez, Francisco

Gatáo, Miguel

Kane, Yahya Alioune

Labrador d'Aboville, Marie

**Conception graphique :**

Bruttomesso, Viola Eleonora

**Photo de couverture :**

©UNHCR/Viola E. Bruttomesso/2019



# Avertissements

Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne. Les opinions qui y sont exprimées ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.

Ce document peut être librement mentionné, cité et copié à des fins académiques, éducatives ou autres fins non commerciales sans autorisation préalable du HCR, à condition que la source et l'auteur soient mentionnés.







**UNHCR MAURITANIE**

B.P. 4405,  
Nouakchott, Mauritania  
mauno@unhcr.org

[www.unhcr.org](http://www.unhcr.org)

[Facebook](#) | [Stories](#) | [YouTube](#)



Projet financé par l'Union européenne

<https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/>